

Les Administrateurs de la société dont les noms apparaissent à la page ix assument la responsabilité des informations contenues dans le présent document. Pour autant que les Administrateurs (qui ont pris soin de s'assurer que tel est le cas) le sachent et le croient, les informations contenues dans le présent document sont conformes aux faits et n'omettent rien qui soit susceptible d'avoir une incidence sur la teneur de ces informations.

BAILLIE GIFFORD WORLDWIDE FUNDS PLC

(une société d'investissement à capital variable immatriculée en Irlande sous le numéro 490695 et établie en tant que fonds à compartiments avec responsabilité séparée entre les compartiments conformément à la Réglementation des Communautés européennes de 2011 (organismes de placement collectif en valeurs mobilières), telle que modifiée)

EXTRAIT DU PROSPECTUS POUR LES INVESTISSEURS EN SUISSE

pour

BAILLIE GIFFORD WORLDWIDE JAPANESE FUND

DATÉ DU 16 MAI 2018

Le présent Prospectus est un extrait du Prospectus de la Société daté du 26 mars 2018. Il s'agit d'un Prospectus consolidé destiné aux investisseurs en Suisse et comprend à cet effet un supplément pays intitulé « Informations supplémentaires pour les investisseurs non qualifiés en Suisse » daté du 15 mai 2018. Il contient uniquement des informations sur les Compartiments autorisés à la distribution professionnelle en Suisse. Il ne constitue donc pas un prospectus aux fins du droit irlandais. La Banque centrale d'Irlande a approuvé d'autres Compartiments qui ne sont pas autorisés à la distribution professionnelle en Suisse. Ce Prospectus consolidé est exclusivement destiné à l'offre et à la distribution d'Actions de la Société en Suisse ou à partir de la Suisse et ne peut donc pas être utilisé à cette fin dans une autre juridiction.

CE DOCUMENT CONTIENT DES INFORMATIONS IMPORTANTES SUR LA SOCIÉTÉ ET LES COMPARTIMENTS ET DOIT ÊTRE LU ATTENTIVEMENT AVANT D'INVESTIR. SI VOUS AVEZ DES QUESTIONS CONCERNANT LE CONTENU DU PRÉSENT PROSPECTUS, VOUS DEVRIEZ CONSULTER VOTRE COURTIER EN VALEURS MOBILIÈRES, DIRECTEUR DE BANQUE, CONSEILLER JURIDIQUE, COMPTABLE OU TOUT AUTRE CONSEILLER FINANCIER.

Certains termes utilisés dans ce Prospectus sont définis aux pages 11 à 18 du présent document.

Autorisation de la Banque centrale

La société a été agréée par la Banque centrale en tant qu'OPCVM au sens de la Réglementation OPCVM. L'agrément de la Société ne constitue pas un aval ou une garantie de la Société par la Banque centrale qui n'est pas davantage responsable du contenu de ce Prospectus. L'agrément de la Société par la Banque centrale ne constitue pas une garantie de performance de la Société et la Banque centrale ne doit pas être tenue pour responsable de la performance ou du manquement de la Société.

Risques d'investissement

Il ne peut être donné aucune assurance que chacun des Compartiments atteindra ses objectifs. Il ne faut pas oublier que la valeur des Actions et tout revenu découlant de celles-ci ne sont pas garantis et peuvent évoluer à la hausse comme à la baisse. Cela s'explique par le fait que le prix des Actions est déterminé par les conditions changeantes des marchés sur lesquels un Compartiment investit. Un investissement dans un Compartiment implique des risques d'investissement, y compris la perte possible du montant total investi. Étant donné qu'un ajustement de dilution peut s'appliquer, la différence à tout moment entre le prix de vente et de rachat des Actions signifie qu'un investissement dans un Compartiment doit être considéré comme un investissement de moyen à long terme. Le rendement du capital et le revenu d'un Compartiment reposent sur l'appréciation du capital et sur le revenu issu des investissements qu'il détient, déduction faite des frais engagés. En conséquence, on peut s'attendre à une fluctuation d'un Compartiment en réponse aux variations d'une telle appréciation du capital ou du revenu. L'attention des investisseurs est attirée sur les facteurs de risque spécifiques définis aux pages 28 à 41. Il est recommandé de faire en sorte qu'un investissement dans l'un des Compartiment ne constitue pas une part importante d'un portefeuille d'investissement; ce type d'investissement peut ne pas convenir à tous les investisseurs.

Restrictions de vente

La distribution du présent Prospectus et l'offre ou l'achat d'Actions peuvent être limités dans certaines juridictions. Quiconque ayant reçu un exemplaire du présent Prospectus ou le formulaire de demande qui l'accompagne dans une juridiction quelle qu'elle soit ne peut considérer ce Prospectus ou un tel formulaire comme une invitation à souscrire des Actions, ni ne doit en aucun cas utiliser un tel formulaire de demande, excepté lorsque dans la juridiction compétente une telle démarche pourrait être légale et qu'un tel formulaire pourrait être utilisé sans avoir à se conformer aux exigences d'enregistrement ou autres dispositions légales. En conséquence, le présent Prospectus ne constitue ni une offre ni une sollicitation de la part de qui que ce soit dans quelque juridiction que ce soit, dans laquelle une telle offre ou sollicitation est illégale ou dans laquelle la personne faisant une telle offre ou sollicitation n'est pas qualifiée pour le faire, ou pour toute personne à qui il est illégal de faire une telle offre ou sollicitation. Il est de la responsabilité de toute personne en possession du présent Prospectus et toute personne souhaitant souscrire à des Actions conformément à ce Prospectus de s'informer et de respecter toutes les lois et réglementations applicables de toute juridiction compétente. Les éventuels

souscripteurs d'Actions doivent s'informer des exigences légales qui s'appliquent et de toutes les règles de contrôle des changes et d'imposition dans leur pays d'origine, de résidence, de constitution ou de domicile.

Avant d'investir dans un Compartiment, un investisseur se voit demander de confirmer à des fins fiscales s'il est résident irlandais.

Australie

Le présent Prospectus n'est ni un prospectus ni une déclaration de divulgation du produit (Product disclosure statement) en vertu de la loi australienne de 2001 sur les sociétés (Cth) (Corporations Act) et ne constitue aucunement une recommandation pour acquérir, une invitation à souscrire, une offre pour souscrire ou acheter, une offre pour organiser l'émission ou la vente ou une offre pour l'émission ou la vente de valeurs mobilières, hormis ce qui est énoncé ci-dessous. La Société n'a ni autorisé ni pris de mesure pour préparer ou déposer auprès de la Commission australienne des valeurs mobilières et des investissements (Australian Securities & Investments Commission) un prospectus ou une déclaration de divulgation de produit conforme à la loi australienne.

En conséquence, le présent Prospectus ne peut être émis ou distribué en Australie et les Actions dans la société ne peuvent pas être offertes, émises, vendues ou distribuées en Australie par le distributeur ou toute personne, en vertu du présent Prospectus autrement que dans le cadre ou conformément à une offre ou invitation qui ne nécessite aucune divulgation aux investisseurs en vertu de la partie 6D.2 ou de la partie 7.9 de la loi sur les sociétés (Corporations Act) ou autre.

Le présent Prospectus ne constitue aucunement ni n'inclut une recommandation à acquérir, une offre ou une invitation à émettre ou vendre, une offre ou une invitation à organiser l'émission ou la vente, ou une émission ou vente d'Actions à un « client de détail » (tel que défini dans la section 761G de la Loi sur les sociétés et de la réglementation applicable) en Australie.

L'émetteur du présent Prospectus n'est pas agréé en Australie pour fournir des conseils sur les produits financiers, y compris en lien avec la Société. Il convient de noter qu'étant donné que tous les investisseurs doivent être des clients de gros, aucun droit de réflexion ne s'applique.

Le Gestionnaire d'investissements est dispensé de l'obligation de détenir une licence australienne pour les services financiers qu'il fournit à ses clients de gros en Australie et est soumis à la réglementation de la FCA en vertu de la législation du Royaume-Uni qui diffère de la législation australienne.

Bahamas

Les Actions ne seront ni offertes ni vendues aux Bahamas, sauf dans des circonstances qui ne constituent pas une offre au public. Les Actions ne peuvent être offertes, vendues ou cédées de quelque façon que ce soit à des personnes réputées auprès de la Banque centrale des Bahamas comme résidentes aux fins du contrôle des changes sans l'autorisation écrite préalable de la Banque centrale des Bahamas.

Les informations contenues dans le présent document sont à l'attention exclusive de son destinataire désigné. Aucune diffusion de ces informations à toute personne autre que le destinataire désigné n'est prévue ou autorisée.

Belgique

L'offre d'Actions n'a pas été et ne sera pas notifiée à l'Autorité belge des Services et Marchés Financiers (Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten), de même que le présent Prospectus n'a pas été ni ne

sera approuvé par l'Autorité des Services et Marchés Financiers. Les Actions peuvent uniquement être offertes à 149 investisseurs maximum ou à des investisseurs qui investissent un minimum de 250 000 € ou à des investisseurs professionnels ou institutionnels tels que définis dans l'Article 5, §3 de la loi du 3 août 2012 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement. Le présent Prospectus peut être distribué en Belgique uniquement à de tels investisseurs pour leur usage personnel et exclusivement aux fins de cette offre d'Actions. En conséquence, le présent Prospectus ne peut être utilisé à d'autres fins ni transmis à tout autre investisseur en Belgique.

Canada

Le présent Prospectus se rapporte à l'offre d'Actions décrite dans ce Prospectus uniquement dans les juridictions où et pour les personnes à qui elles peuvent être légalement offertes à la vente et uniquement par des personnes autorisées à vendre de telles Actions. Le présent Prospectus n'est pas et ne peut en aucune circonstance être interprété comme une annonce ou une offre publique des Actions décrites dans le présent Prospectus au Canada. Aucune commission des valeurs mobilières ni aucune autorité similaire au Canada n'a examiné ni ne s'est prononcée sur le présent document ou la qualité des Actions décrites dans le présent Prospectus ; quiconque donne à entendre le contraire commet une infraction.

Îles Caïmans

La Société n'a pas l'intention d'implanter un établissement d'affaires ni de faire des affaires aux Îles Caïmans. En conséquence, ni la Société ni aucun des Compartiments ne doit être soumis au contrôle d'une quelconque autorité des Îles Caïmans.

France

Aucun produit fourni par la Société n'a été enregistré ou approuvé par l'Autorité des Marchés Financiers ou par l'Autorité de contrôle prudentiel et de Résolution, selon le cas, et n'est autorisé à la vente en France. Les personnes qui résident en France et qui achètent des produits financiers offerts par la Société ne bénéficieront pas de la protection de la réglementation française ni des régulateurs français.

Le présent document a été envoyé conformément à votre demande explicite. Si tel n'est pas le cas, il doit être renvoyé immédiatement à la Société.

Guernesey

Le présent document est uniquement, et ne peut être uniquement, mis à disposition dans ou au sein du baillage de Guernesey et l'offre qui est soumise au présent document est et ne peut être faite que dans ou au sein du baillage de Guernesey en vertu de et conformément à la section 29(1) de la loi de 1987 sur la Protection des Investisseurs (Baillage de Guernesey), de la réglementation de 1989 sur la Protection des Investisseurs (contenant une liste de pays et territoires) et de la réglementation de 1992 sur la Protection des Investisseurs (contenant une liste de pays et territoires) (République d'Irlande).

Italie

Le destinataire du présent document est tenu d'accepter le fait qu'aucune offre d'Actions de la Société ou diffusion de document relatives à l'offre en lien avec la Société ne sera faite en Italie à moins que les exigences de la législation italienne concernant l'offre de fonds communs aient été satisfaites, y compris (i) les exigences du décret législatif n° 58 du 24 février 1998 et de la réglementation CONSOB n° 11971 du 14 mai 1999 et, (ii) toutes les autres lois italiennes en matière de valeurs mobilières et de fiscalité ainsi que toutes autres lois et réglementations applicables, telles que modifiées de temps à autres.

Japon

Aucune déclaration d'inscription des valeurs mobilières n'a été enregistrée en vertu de l'article 4, paragraphe 1 de la loi japonaise relative aux instruments financiers et à la bourse (loi n° 25 de 1948, telle que modifiée) en rapport avec les sollicitations d'offre d'Actions, étant donné que de telles sollicitations constituent un placement privé pour un petit nombre d'investisseurs en vertu de l'article 2, paragraphe 3, point 2 ha de la loi japonaise relative aux instruments financiers et à la bourse. Ces documents relatifs à l'offre sont distribués de manière confidentielle et ne peuvent être reproduits sous quelque forme que ce soit ou transmis à une quelconque personne autre que les personnes à qui ils sont destinés. Aucune Action ne sera délivrée à une personne autre que la personne à laquelle les documents relatifs à l'offre ont été adressés et aucune personne autre que de tels destinataires ne peut considérer ces documents comme une invitation à investir.

Jersey

Ni la Société ni les activités d'aucun fournisseur de services aux fonds (tels que définis dans la loi de 1988 relative aux fonds de placement collectifs (Jersey)) en relation avec le Société ne sont soumis à l'ensemble des dispositions de la loi de 1998 relative aux services financiers (Jersey). La Commission des services financiers de Jersey a donné son accord concernant la circulation à Jersey d'une offre d'Actions en vertu de l'article 8(2) du décret de 1958 portant sur la maîtrise des emprunts (Jersey), tel que modifié. La Commission des services financiers de Jersey est protégée par la loi de 1947 sur la maîtrise des emprunts (Jersey), telle que modifiée, contre toute responsabilité découlant de l'exercice de ses fonctions en vertu de cette loi.

Hong Kong

Le contenu du présent Prospectus n'a pas été examiné ni approuvé par une autorité réglementaire à Hong Kong. Il est conseillé aux résidents de Hong Kong de faire preuve de prudence en ce qui concerne cette offre. Un investissement dans la Société peut ne pas convenir à tous. Si vous avez un doute quant au contenu du présent Prospectus, vous devriez consulter votre courtier en valeurs mobilières, directeur de banque, conseiller juridique, comptable ou tout autre conseiller financier pour un avis professionnel indépendant. Les Compartiments ne sont pas autorisés par la Commission des valeurs mobilières et des contrats à terme (« SFC ») à Hong Kong en vertu de la section 104 de l'ordonnance sur les valeurs mobilières et contrats à terme (Cap 571, Lois de Hong Kong) (« SFO »). Le présent Prospectus n'a pas été approuvé par la SFC à Hong Kong et aucune copie n'a été enregistrée auprès du registre des entreprises (« Registrar of Companies ») à Hong Kong, et ne doit donc pas être délivré ou détenu en vue de le délivrer à des personnes à Hong Kong autres que (1) des investisseurs professionnels au sens de la SFO (y compris les investisseurs professionnels tels que définis par la réglementation sur les valeurs mobilières et contrats à termes (investisseurs professionnels) ; ou (2) dans des circonstances qui ne constituent pas une offre publique aux fins de l'Ordonnance sur les sociétés (Cap 32, Lois de Hong Kong) ou de la SFO. Le présent Prospectus est distribué de manière confidentielle et ne peut pas être reproduit sous quelque forme que ce soit ou transmis à une quelconque personne autre que la personne à qui il est destiné. Aucune Action ne sera délivrée à une personne autre que la personne à laquelle le présent Prospectus a été adressé et aucune personne autre qu'un tel destinataire ne peut considérer ce Prospectus comme une invitation à investir.

Corée

En Corée, la Société a été enregistrée auprès de la Commission des services financiers en tant que fonds d'investissement étranger (« FIF ») en vertu de la FSCMA. Dans le cadre d'un FIF placé de manière privée, l'offre, la livraison et la vente d'Actions de la Société seront restreintes en vertu de la deuxième phrase de l'article 279, paragraphe 2 de la FSCMA et de l'article 301, paragraphe 2 du décret présidentiel d'application de la FSCMA aux investisseurs professionnels qualifiés en Corée

(« Investisseurs coréens éligibles »), qui incluent le Gouvernement de la République de Corée, la Banque de Corée, les institutions financières énumérées à l'article 10, paragraphe 2, alinéas 1 à 17 du décret présidentiel d'application de la FSCMA et les investisseurs professionnels énumérés à l'article 10, paragraphe 3, alinéas 1 à 14 du décret présidentiel d'application de la FSCMA. En conséquence, les Actions n'ont pas été offertes, souscrites ou livrées et ne seront pas offertes, souscrites ou livrées, directement ou indirectement, en Corée ou à des résidents de Corée ou pour le compte ou à l'avantage de résidents de Corée (tels que définis en vertu de la loi sur les opérations de change et les règles et réglementations adoptées en vertu de celles-ci), ou à d'autres personnes pour être offertes à nouveau ou revendues, directement ou indirectement, en Corée ou à des résidents de Corée ou pour le compte ou à l'avantage de résidents de Corée, autre que les Investisseurs coréens éligibles, par le biais d'une société de courtage dûment agréée et en conformité avec les lois et réglementations applicables de Corée, y compris mais sans s'y limiter le FSCMA et les règles et réglementations adoptées en vertu de celui-ci.

Île Maurice

Les investisseurs dans un Compartiment ne sont protégés à l'Île Maurice par aucun accord légal de dédommagement en cas de défaillance du Compartiment.

La Commission mauricienne des services financiers ne garantit pas la solidité financière des Compartiments ou la justesse des déclarations faites ou des opinions émises en ce qui les concerne.

Norvège

Aucune offre d'Actions n'est faite en Norvège. Le présent Prospectus ne sera ni envoyé ni distribué en Norvège, sauf à la demande expresse et non sollicitée du destinataire. Le présent Prospectus n'a pas été déposé auprès de l'Autorité norvégienne de surveillance financière et l'offre d'Actions n'est pas soumise à la loi norvégienne du 2011 sur les fonds d'investissement. Les Compartiments n'ont pas et ne seront pas enregistrés ou agréés par l'Autorité norvégienne de surveillance financière et ne sont donc pas soumis à la surveillance publique en Norvège. Le présent Prospectus ne doit pas être copié ou distribué par aucun destinataire en Norvège.

Afrique du Sud

Le présent Prospectus ne prétend pas constituer et ne constitue d'aucune façon une offre, une invitation ou une sollicitation par qui que ce soit auprès des membres du public en Afrique du Sud pour investir ou faire l'acquisition d'Actions dans l'un des Compartiments de la Société. S'agissant de la législation et des réglementations d'Afrique du Sud, les informations fournies ne constituent pas une offre aux termes du chapitre 4 de la loi de 2008 sur les sociétés. En conséquence, le présent Prospectus ne constitue pas, et ne prétend pas constituer, un prospectus rédigé et enregistré en vertu de la loi de 2008 sur les sociétés. La Société est un organisme de placement étranger ainsi que l'envisage la section 65 de la loi de 2002 sur le contrôle des organismes de placement collectif et n'est pas agréée aux termes de cette loi.

Suède

La Société est un OPCVM (en suédois, fondföretag), conformément à la loi suédoise sur les fonds de valeurs mobilières (en suédois, ag (2004 : 46) om värdepappersfonder) et ne peut être commercialisée auprès d'investisseurs suédois qu'à l'initiative de ces investisseurs suédois. En conséquence, la Société

n'a pas fait l'objet d'une procédure de passeport en Suède et n'a donc pas été enregistrée dans le registre de l'Autorité suédoise de surveillance financière (Sw. Finansinspektionen).

L'offre d'Actions dans la Société et le présent Prospectus ne sont pas soumis aux obligations d'enregistrement et d'approbation en vertu de la loi suédoise 19991 relative au négoce des instruments financiers (en suédois, ag (1991 : 980 om handel med finansiella instrument). En conséquence, le présent Prospectus n'a pas été et ne sera pas enregistré ou agréé par l'autorité suédoise de surveillance financière.

Suisse

La distribution des Actions en Suisse sera faite exclusivement auprès de et à destination d'investisseurs qualifiés (les « Investisseurs qualifiés ») tels que définis par la loi suisse du 23 juin 2006 relative aux organismes de placement collectifs, telle que modifiée (« CISA ») et son ordonnance d'exécution. En conséquence, la Société n'a pas été et ne sera pas enregistrée auprès de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (« FINMA »). Le présent Prospectus et / ou tous documents relatifs à l'offre concernant les Actions peuvent être mis en Suisse à la disposition uniquement d'Investisseurs qualifiés.

Taiwan

Les actions sont mises à la disposition dans la République de Chine (RPC), Taïwan (« RPC »), dans le cadre d'un investissement privé, uniquement des banques, bills houses, entreprises fiduciaires, compagnies financières holding et autres entités ou individus qualifiés satisfaisant aux critères spécifiques (« Autres investisseurs qualifiés ») conformément aux dispositions relatives aux placements privés des Règles de la RPC régissant les fonds extraterritoriaux. Aucune offre ou vente d'action n'est autorisée en RPC. Les acheteurs d'actions en RPC ne peuvent ni vendre ni céder leurs avoirs, sauf par rachat, transfert à une institution qualifiée ou autres investisseurs qualifiés, transfert en vertu de la loi ou autres moyens approuvés par la RPC. Commission de surveillance financière.

Royaume-Uni

Les Actions dans les Compartiments ne peuvent être offertes ou vendues à des investisseurs particuliers au Royaume-Uni sans l'accord du gestionnaire d'investissements.

États-Unis

Les Actions n'ont pas été et ne seront pas enregistrées au titre de la loi de 1933 ou au titre d'autres lois sur les valeurs mobilières des États des États-Unis et aucun enregistrement n'a été ou ne sera envisagé. Les Actions ne peuvent être offertes, vendues ou délivrées directement ou indirectement aux États-Unis ou à ou pour le compte ou l'avantage de toute « Personne américaine », sauf en vertu d'une exemption d'enregistrement ou dans le cadre d'une transaction exemptée d'enregistrement aux termes de la loi de 1933 ou de toute législation applicable d'État. Toute offre de nouveau ou revente d'Actions aux États-Unis ou à des personnes américaines peut constituer une violation de la législation des États-Unis.

Les Actions sont offertes en dehors des États-Unis en vertu de l'exemption d'enregistrement au titre du Règlement S en application de la loi de 1933. Chaque souscripteur d'Actions est tenu de certifier s'il est ou non une personne américaine.

La Société n'accepte aucune souscription d'investisseurs qui sont des plans de participation des employés ou des entités dont les actifs constituent des plans de participation des employés (qu'ils soient ou non soumis à la loi américaine de 1974 intitulée Employee Retirement Income Security Act, en sa

version modifiée (« ERISA »)) (ainsi que « Benefit Plans ») si, après une telle souscription, les Actions détenues par les plans de participation des employés représentent 25 % ou plus des Actions d'une quelconque catégorie. Si les Actions d'une quelconque catégorie détenues par les plans de participation devaient dépasser cette limite de 25 %, les actifs de la Société seraient considérés comme des actifs du plan de participation en vertu de l'ERISA, ce qui pourrait entraîner des conséquences défavorables pour la Société, le gestionnaire d'investissements et les fiduciaires des plans de participation des employés.

La Société ne sera pas enregistrée en vertu de la loi de 1940. Sur la base des interprétations de la loi de 1940 par les employés de la Securities and Exchange Commission des États-Unis concernant les sociétés d'investissement étrangères, si le nombre de bénéficiaires économiques d'Actions de la Société qui sont des personnes américaines est supérieur à 100, la Société peut être soumise à certaines obligations en vertu de la loi de 1940. Afin de garantir que le nombre de détenteurs d'Actions qui sont des personnes américaines est maintenu, les Administrateurs peuvent procéder au rachat forcé des Actions détenues par des personnes américaines.

Nonobstant les interdictions qui précèdent, la Société peut organiser ou autoriser le placement privé aux États-Unis d'une partie des Actions, en vertu de l'exemption énoncée à la section 4(2) de la loi de 1933 et le Règlement D adopté en application de cette dernière, auprès de personnes américaines qui sont des « investisseurs accrédités » tels que définis dans la Règle 501(a) du Règlement D en vertu de la loi de 1933 et des « personnes qualifiées éligibles » telles que définies dans la Règle 4.7 en vertu de la loi sur les échanges de matières premières (Commodity Exchange Act), dans des limites et autres circonstances destinées à empêcher une distribution qui autrement nécessiterait l'enregistrement des Actions en vertu de la loi de 1933, entraînerait des obligations d'enregistrement pour la Société en vertu de la loi de 1940 ou transformerait les actifs de la Société en « actifs de plans de participation » aux fins de l'ERISA, y compris la présentation par de tels investisseurs, avant la remise des Actions, d'une lettre contenant les représentations et accords spécifiés. Les demandeurs sont tenus de certifier s'ils résident ou non en Irlande et peuvent être appelés à confirmer qu'ils ne sont pas des personnes américaines.

Règles de commercialisation

Les Actions sont offertes uniquement sur la base des informations contenues dans le présent Prospectus, les derniers comptes annuels vérifiés et le rapport semestriel suivant. Les investisseurs doivent savoir que le rapport du vérificateur sur les comptes annuels de la Société n'est donné qu'à la Société et aux Actionnaires en tant qu'organe à la date du rapport du vérificateur.

Les informations ou déclarations complémentaires données ou effectuées par tout opérateur, négociateur, vendeur ou autre personne doivent être ignorées et ne doivent donc pas être considérées comme fiables. Ni la remise de ce prospectus, ni l'offre, l'émission ou la vente d'Actions ne constitueront une indication selon laquelle les informations données dans ce prospectus seront à tout moment exactes postérieurement à la date de celui-ci. Les déclarations faites dans le présent Prospectus se fondent sur les lois et pratiques actuellement en vigueur en Irlande lesquelles sont susceptibles de faire l'objet de modifications.

Le présent Prospectus peut également être traduit dans d'autres langues. Une telle traduction doit contenir uniquement les mêmes informations et avoir la même signification que le Prospectus en langue anglaise. En cas d'incohérence entre le Prospectus en langue anglaise et ce Prospectus dans une autre langue, le Prospectus en langue anglaise prévaudra, sauf dans la mesure (mais uniquement dans la mesure) requise par la loi de toute juridiction où les Actions sont vendues, et tous litiges à propos des termes dudit Prospectus doivent être régis et interprétés conformément à la législation irlandaise.

Le présent Prospectus doit être lu dans sa totalité avant une souscription d'Actions.

BAILLIE GIFFORD WORLDWIDE FUNDS PLC

Administrateurs

M. Gavin Scott (Président)
M. Brian Collins
M. Derek McGowan
M. Christopher Murphy
M. Ronan Walsh

Siège social

30 Herbert Street
Dublin 2
Irlande

Gestionnaire d'investissement et distributeur

Baillie Gifford Overseas Limited
Calton Square
1 Greenside Row
Édimbourg
EH1 3AN
Écosse

Agent administratif, agent de registre et agent de transfert

Brown Brothers Harriman Fund Administration
Services (Ireland) Limited
30 Herbert Street
Dublin 2
Irlande

Secrétaire de la Société

Bradwell Limited
Ten Earlsfort Terrace
Dublin 2
Irlande

Dépositaire

Brown Brothers Harriman Trustee Services
(Ireland) Limited
30 Herbert Street
Dublin 2
Irlande

Conseillers juridiques

Arthur Cox
Ten Earlsfort Terrace
Dublin 2
Irlande

Experts-comptables et vérificateurs agréés

PricewaterhouseCoopers
One Spencer Dock
North Wall Quay
Dublin 1
Irlande

TABLE DES MATIÈRES

DÉFINITIONS	11
INTRODUCTION	19
OBJECTIFS ET POLITIQUES D'INVESTISSEMENTS DES COMPARTIMENTS	19
POLITIQUE EN MATIÈRE DE DISTRIBUTION	21
RESTRICTIONS D'INVESTISSEMENT	21
TECHNIQUES ET INSTRUMENTS D'INVESTISSEMENT	21
FACTEURS DE RISQUE	28
FRAIS ET DÉPENSES	41
ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ	43
Détermination de la Valeur liquidative.....	43
Souscription d'Actions.....	44
Procédures en matière de lutte contre le blanchiment d'argent.....	46
Souscriptions ultérieures.....	46
Prix de souscription.....	47
Confirmations écrites de la propriété.....	47
Demandes de rachat.....	47
Prix de rachat.....	47
Ajustement de dilution.....	48
Rachat obligatoire d'actions.....	48
Transfert d'Actions.....	49
Retenues à la source et déductions.....	49
Conversion d'Actions.....	49
Comptes au comptant.....	50
Trading à haute fréquence.....	51
Politique relative aux informations sur la composition du portefeuille.....	51
Publication du prix des Actions.....	52
Suspension temporaire de la cotation des Actions et des ventes et des rachats.....	52
Avis relatif à la protection des données.....	53
GESTION ET ADMINISTRATION	53
Le Conseil d'administration.....	53
Le Gestionnaire financier.....	55
L'Agent administratif.....	55
Le Dépositaire.....	56
Agents payeurs / Sous-distributeurs.....	57
FISCALITÉ	58
DISPOSITIONS GÉNÉRALES	66
Politique de rémunération.....	66
Actions collectives.....	66
Conflits d'intérêts.....	66
Le capital social.....	68
Les Compartiments et la séparation des responsabilités.....	68
Résiliation.....	70
Assemblées.....	70
Rapports.....	71
Réclamations des Actionnaires.....	71
Dispositions diverses.....	71
Contrats importants.....	71
Fourniture et inspection des documents.....	72

ANNEXE I	73
Catégories d'Actions.....	73
ANNEXE II	79
Les Marchés réglementés.....	79
ANNEXE III	82
Restrictions à l'investissement applicables aux Compartiments.....	82
LES PARTS DE FONDS D'INVESTISSEMENT ALTERNATIFS (« FIA »)	82
ANNEXE IV	87
Techniques et instruments d'investissement.....	87
ANNEXE V	97
Liste de Sous-dépositaires.....	97
ANNEXE VI.....	99
Informations sur le marché cible.....	99
INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES POUR LES INVESTISSEURS NON QUALIFIÉS EN SUISSE	100

DÉFINITIONS

Dans le présent Prospectus, les mots et phrases doivent avoir la signification indiquée ci-dessous :

« Loi de 1933 »	la loi américaine de 1933 intitulée Securities Act (telle que modifiée) ;
« Loi de 1940 »	la loi américaine de 1940 intitulée Investment Company Act (loi relative aux sociétés d'investissement) (telle que modifiée) ;
« ACD »	signifie Baillie Gifford & Co. Limited, l'administrateur autorisé de l'ICVC ;
« Administrateur »	Brown Brothers Harriman Fund Administration Services (Ireland) Limited ;
« Convention d'administration »	la convention datée du 23 décembre 2010 entre la Société et l'Administrateur en vertu de laquelle ce dernier a été nommé administrateur, agent de registre et agent de transfert de la Société ;
« AIMA »	l'Alternative Investment Management Association ;
« Statuts de la Société » ou « Statuts »	les statuts de la Société ;
« Asie (à l'exception du Japon) »	tout pays qui, de l'opinion du gestionnaire d'investissements, est généralement considéré comme un pays asiatique (à l'exception du Japon) ;
« AUD »	la devise légale de l'Australie ;
« Devise de Référence »	la devise de référence d'un Compartiment ou d'une catégorie dans la section intitulée « Objectifs et politiques d'investissements des Compartiments » ;
« Règlement de référence »	Règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 utilisé comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et modifiant les directives 2008/48/CE et 2014/17/UE et le règlement (UE) n° 596/2014 ;
« Jour ouvré »	sauf décision contraire des administrateurs et notification préalable aux actionnaires, un jour où les banques de détail sont ouvertes en Irlande ;
« CAD »	la devise légale du Canada ;
« Banque centrale »	la Banque centrale d'Irlande ou toute autorité de réglementation lui ayant succédé avec la responsabilité d'agréer et surveiller la Société ;

« Réglementation de la Banque centrale »	la Réglementation de 2015 relative à la loi de 2013 sur la Banque centrale (contrôle et exécution) (section 48(1)) (organismes de placement collectif en valeurs mobilières), telle qu'elle peut être modifiée, complétée ou remplacée de temps à autre ;
« CHF »	la devise légale de la Suisse ;
« catégorie » ou « Catégorie »	toute catégorie d'Actions ;
« Actions de catégorie A »	les actions de catégorie A identifiées à l'Annexe I ;
« Actions de catégorie B »	les actions de catégorie B identifiées à l'Annexe I ;
« Actions de catégorie C »	les actions de catégorie C identifiées à l'Annexe I ;
« Devise de la catégorie »	la devise dans laquelle les Actions d'une catégorie sont émises ;
« Lois sur les sociétés »	la loi sur les sociétés de 2014 (Companies Act 2014) et toute modification légale ou toute nouvelle promulgation de ladite loi en vigueur à la date considérée ;
« Société »	Baillie Gifford Worldwide Funds plc, une société d'investissement à capital variable, constituée en Irlande en application des lois intitulées Companies Acts et des réglementations relatives aux OPCVM ;
« Jour de transaction »	chaque jour ouvré ou d'autres jours déterminés par les Administrateurs de temps à autre et notifiés au préalable aux actionnaires, à condition qu'il y ait au moins deux jours de transaction par mois à intervalles réguliers ;
« Dépositaire »	Brown Brothers Harriman Trustee Services (Ireland) Limited ;
« Convention de dépositaire »	l'accord daté du 20 mai 2016 entre la Société et le Dépositaire en vertu duquel ce dernier a été nommé dépositaire de la Société ;
« Directive »	la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), telle que modifiée par la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 ;
« Administrateurs »	les administrateurs de la Société e à l'heure actuelle et tout comité d'administrateurs dûment constitué ;

« DKK »	la devise légale du Danemark ;
« EEE »	l'Espace économique européen ;
« Organismes de placement collectif éligibles »	organismes établis dans des États membres qui sont reconnus en vertu de la Directive ou de la législation nationale applicable exécutant la Directive et qui peuvent être cotés sur un Marché réglementé de l'UE et / ou l'un des organismes de placement collectif de type ouvert à capital variable suivants : <ul style="list-style-type: none"> (a) organismes établis à Guernesey et autorisés en tant qu'organismes de catégorie A ; (b) organismes établis à Jersey en tant que fonds reconnus ; (c) organismes établis dans l'Île de Man en tant qu'organismes agréés ; (d) fonds d'investissement alternatifs à destination d'investisseurs particuliers autorisés par la Banque centrale, à condition que de tels fonds soient conformes à tous les égards matériels aux dispositions de la Réglementation OPCVM et de la Réglementation de la Banque centrale ; (e) fonds d'investissement alternatifs autorisés dans un État membre de l'EEE, aux États-Unis, à Jersey, Guernesey ou à l'Île de Man et qui sont conformes à tous les égards matériels aux dispositions de la Réglementation OPCVM et de la Réglementation de la Banque centrale ; et (f) ces autres fonds permis par la Banque centrale et définis dans le présent Prospectus ;
« Pays émergents » ou « Pays émergent »	tout pays qui, de l'avis du gestionnaire d'investissements, est généralement considéré comme un pays émergent ou en développement (ceci exclut généralement tout pays dont les marchés sont classés comme « développés » uniquement par MSCI) ;
« EMIR »	Règlement (UE) n° 648/2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux ;
« ESMA »	l'Autorité européenne des marchés financiers ou un remplaçant ou une autorité lui succédant qui peut être désignée de temps à autre ;
« UE »	l'Union européenne ;
« EUR », « euro » ou « € »	la devise visée dans le second règlement du conseil (CE) n° 974/98 du 3 mai 1998 relatif à l'introduction de l'euro ;

FATCA	les dispositions de la loi sur la conformité fiscale des comptes gérés à l'étranger (Foreign Account Tax Compliance Act) incluses dans la loi sur les mesures incitatives visant à restaurer l'emploi (Hiring Incentives to Restore Employment Act) ;
« FCA »	la Financial Conduct Authority ou tout organisme de régulation lui succédant ;
« IFD »	instruments financiers dérivés ;
« Obligations »	les titres de créances convertibles, échangeables, non échangeables et non convertibles, les obligations à taux fixe et variable, les obligations à coupon zéro et à prime d'émission, les titres de créance transférables, les titres adossés à des créances hypothécaires et adossés à des créances mobilières, les billets de trésorerie, les certificats de dépôt à taux d'intérêt variable ou fixe cotés, négociés ou échangés sur un marché réglementé ;
« FSCMA »	la loi coréenne sur les services financiers d'investissement et marchés financiers ;
« Compartiment »	tout Compartiment établi de temps à autre par la Société, y compris tout Compartiment faisant l'objet du présent Prospectus, le cas échéant ;
« Période d'offre initiale »	dans le cas d'une première offre de souscription de toute catégorie ; la période débutant à 9 h (heure irlandaise) le 27 mars 2018 et se terminant à 17 h (heure irlandaise) le 26 septembre 2018 ou de toute autre période déterminée par les Administrateurs conformément aux exigences de la Banque centrale, durant laquelle les Actions sont offertes pour la première fois en souscription. Généralement, la période initiale de souscription d'une catégorie d'Actions se termine à la suite de la réception par la Société de la souscription initiale ;
« Prix d'offre initial »	le prix auquel une catégorie d'Actions est initialement offerte et tel que déterminé à l'Annexe I ;
« Gestionnaire d'investissements »	Baillie Gifford Overseas Limited ;
« Accord de gestion des investissements et de distribution »	l'accord daté du 23 décembre 2010 entre la Société et le gestionnaire d'investissements en vertu duquel ce dernier a été nommé gestionnaire d'investissements et distributeur de la Société ;
« Investor Money Regulations »	la Réglementation de 2015 intitulée Investor Money Regulations for Fund Service Providers émise dans le cadre de la loi 2013 (Section 48(1)) sur la Banque centrale (contrôle et exécution) ;

« OICV »	Organisation Internationale des Commissions de Valeurs ;
« Résident irlandais »	la définition énoncée notamment dans la section du présent Prospectus intitulée « Taxation de la Société » ;
« J.P. Morgan GBI-EM Global Diversified Index (non couvert) »	l'indice J.P. Morgan Global Bond Index-Emerging Markets Global Diversified Index (non couvert) qui consiste en instruments à coupon fixe et zéro coupon avec une maturité supérieure à 13 mois. En février 2015, il y avait 16 pays et 196 instruments avec une capitalisation boursière totale de 953 milliards de dollars américains. Aucun pays ne peut avoir une pondération dans l'indice de plus de 10 %. Les pays constitutifs de l'indice GBI-EM Global Diversified étaient, en juin 2014, l'Afrique du Sud, le Brésil, le Chili, la Hongrie, l'Indonésie, la Malaisie, le Mexique, le Nigéria, le Pérou, les Philippines, la Pologne, la Roumaine, la Russie, la Thaïlande et la Turquie. Les pays peuvent entrer et sortir de l'indice en fonction des changements affectant le revenu par habitant, les liquidités et les contrôles de capitaux ;
« État membre »	un État membre de l'UE ;
« MiFID »	La directive 2004/39/CE du Parlement et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, modifiant les directives 85/611/CE et 93/6/CEE et la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 93/22/CEE du Conseil ;
« MiFID II »	collectivement, la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE, la directive déléguée (UE) 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 et le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers (MiFIR) ;
« Participation minimale »	la valeur minimale de la participation en Actions dans un Compartiment telle que déterminée par les Administrateurs et énoncée à l'Annexe I ;
« Acte constitutif et Statuts »	l'acte constitutif et les statuts de la Société ;
« Moody's »	Moody's Investor Services, Inc. ;
« MSCI »	MSCI Inc. et / ou ses filiales (directes ou indirectes) et les fournisseurs (directs ou indirects) et toute tierce partie concernée, seuls ou en collaboration ;

« Valeur liquidative »	la valeur liquidative de la Société, d'un Compartiment ou d'une catégorie, selon le cas, calculée ainsi que décrit ci-dessous ;
« Valeur liquidative par Action »	pour toute Action, la valeur liquidative attribuable aux Actions visées émises au titre d'un Compartiment ou d'une catégorie, divisée par le nombre d'Actions émises au titre d'un Compartiment ou d'une catégorie ;
« NOK »	la devise légale en Norvège ;
« OCDE »	l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique ;
« OTC »	de gré à gré ;
« Livre Sterling » ou « GBP » ou « Stg£ »	la devise légale du Royaume-Uni ;
« Prospectus »	le présent document et tout supplément destinés à être lu et interprété conjointement et à faire partie du présent document ;
« Agence de notation reconnue »	Moody's, Standard and Poor's et tout autre agence de notation internationalement reconnue équivalente à l'une d'elles ;
« Marché réglementé »	toute bourse de valeurs ou marché réglementé dans l'Union européenne ou une bourse de valeurs ou un marché réglementé qui figure à l'Annexe II du présent Prospectus, ou ces autres marchés que les Administrateurs peuvent désigner de temps à autre comme étant des marchés réglementés conformément à la Réglementation OPCVM et qui est réglementé, reconnu, ouvert au public et fonctionnant régulièrement dans un État membre ou dans un État non membre et qui doit être spécifié dans un supplément ou un avenant au présent Prospectus ;
« SCPI »	une société civile de placement immobilier ;
« Déclaration pertinente »	la déclaration applicable à l'actionnaire telle que définie à l'Annexe 2B TCA. La déclaration pertinente pour les investisseurs qui ne sont ni des résidents ni des résidents permanents en Irlande (ou des intermédiaires agissant pour le compte de tels investisseurs) est énoncée dans le formulaire de demande ;
« Revenue Commissioners »	l'administration fiscale irlandaise ;
« Titres régis par la Règle 144A »	les titres (i) qui sont émis avec un engagement d'enregistrement auprès de la SEC dans l'année suivant l'émission ; et (ii) qui ne sont pas des

	valeurs mobilières non liquides, c'est-à-dire qu'ils peuvent être réalisés par la Société dans les 7 jours, ou au prix approximatif, auquel ils sont évalués par la Société ;
« S&P »	Standard & Poor's Corporation ;
« SEC »	la Securities and Exchange Commission aux États-Unis ;
« Règlement sur les opérations de financement sur titres »	Règlement (UE) 2015/2365 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012, tel qu'il peut être modifié, complété ou remplacé de temps à autre ;
« SEK »	la devise légale de la Suède ;
« Date de règlement »	la date à laquelle les fonds qui représentent des montants de souscription dans le cadre d'une demande de souscription doivent avoir été reçus par l'Administrateur, date qui correspond au plus tard à 3 jours ouvrés après une journée de transaction ou tout autre jour tel que convenu par l'Administrateur et notifié aux Actionnaires ;
« SGD »	la devise légale de Singapour ;
« Action » ou « Actions »	toute catégorie d'action ou d'actions dans la Société ou le Compartiment, selon le contexte ;
« Actionnaire »	un détenteur d'Actions ;
« Argent des Actionnaires »	les montants de souscription reçus des investisseurs dans les Compartiments et les montants de rachat dus à ces investisseurs et les montants des dividendes dus aux Actionnaires ;
« Standard and Poor's »	Standard & Poor's Corporation ;
« Actions des Fondateurs »	le montant initial de 300 000 Actions sans valeur nominale souscrites pour 300 000 euros ;
« Supplément »	tout prospectus supplémentaire émis par la Société de temps à autre conformément aux exigences de la Banque centrale ;
« Organisation supranationale »	une entité créée ou appuyée financièrement par des gouvernements nationaux d'un ou plusieurs pays pour encourager la reconstruction ou le développement, y compris celles visées au paragraphe 2.12 de l'Annexe III, comme la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (plus communément appelée Banque mondiale), la Communauté économique

	européenne, la Banque européenne d'investissement, la Banque interaméricaine de développement et la Banque asiatique de développement ;
« Code des impôts consolidés »	le Code des impôts consolidés de 1997, tel que modifié de temps à autre ;
« Heure limite de négociation »	dans le cas de souscriptions et de rachats, 17 h (heure irlandaise) le jour ouvré avant le jour de négociation concerné ;
« OPCVM »	un organisme de placement collectif en valeurs mobilières constitué en vertu de la Réglementation OPCVM ou, dans le d'un OPCVM constitué dans un État membre autre que l'Irlande, en vertu de la Directive ou de la législation nationale applicable mettant en œuvre la Directive ;
« Réglementation OPCVM »	la réglementation de 2011 des Communautés européennes (organismes de placement collectif en valeurs mobilières), telle que modifiée, complétée ou remplacée de temps à autre ;
« Règles applicables aux OPCVM »	la Réglementation OPCVM et la Réglementation de la Banque centrale, telles que modifiées, complétées ou remplacées de temps à autre ;
« Royaume-Uni »	le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ;
« Compte espèces du fonds à compartiments »	à tout compte espèces individuel du fonds à compartiments pour chaque devise dans laquelle est libellée une catégorie d'Actions au nom de la Société ;
« États-Unis »	les États-Unis d'Amérique (y compris les États et le district de Columbia), ses territoires, possessions et tout autre espace soumis à sa juridiction ;
« U.S. \$ » ou « dollar américain » ou « USD »	la devise légale des États-Unis ;
« Personne américaine »	« Personne américaine » telle que définie par le Règlement S de la loi de 1933, et
« Moment de valorisation »	10 h (heure irlandaise), le jour de transaction.

INTRODUCTION

La Société est une société d'investissement à capital variable constituée sous le régime des lois irlandaises, en tant que société anonyme (public limited company) en application des lois sur les sociétés (Companies Acts) et de la Réglementation OPCVM. La Société a été constituée le 28 octobre 2010 sous le numéro d'enregistrement 490695 et a été agréée par la Banque centrale le 23 décembre 2010. Son unique objet, tel que défini à la clause 2 des Statuts de la Société, est le placement collectif en valeurs mobilières et / ou dans d'autres actifs financiers liquides visés dans la règle 68 de la Réglementation OPCVM concernant les capitaux recueillis auprès du public et dont le fonctionnement est soumis au principe de la répartition des risques.

La Société est organisée en tant que fonds à compartiments avec responsabilité séparée entre les compartiments. Les statuts prévoient que la Société peut offrir des catégories d'Actions distinctes, chacune représentant les intérêts d'un Compartiment, chaque Compartiment comprenant un portefeuille d'investissements séparé et distinct. La Société a obtenu l'approbation de la Banque centrale pour la création du Compartiment Baillie Gifford Worldwide Japanese Fund. Des Compartiments supplémentaires peuvent être créés par la Société avec l'accord préalable de la Banque centrale.

Un Compartiment peut consister en une ou plusieurs catégories d'Actions. Un groupe séparé d'actifs ne sera pas détenu pour chaque catégorie au sein d'un Compartiment. Initialement, les catégories d'Actions définies à l'Annexe I seront émises au titre des Compartiments. D'autres catégories d'actions peuvent être émises avec notification préalable adressée à la Banque centrale et conformément aux exigences de cette dernière.

OBJECTIFS ET POLITIQUES D'INVESTISSEMENTS DES COMPARTIMENTS

Les Compartiments visent à atteindre leurs objectifs d'investissement, comme exposé ci-dessous, tout en répartissant les risques par le biais de placements en valeurs mobilières et actifs financiers liquides conformément à la Réglementation OPCVM. Les valeurs mobilières et les actifs financiers liquides dans lesquels un Compartiment peut investir doivent généralement être cotés, négociés ou échangés sur un Marché réglementé ; toutefois, jusqu'à 10 % de la valeur liquidative d'un Compartiment peuvent être investis dans des valeurs mobilières et des actifs financiers liquides qui ne sont ni cotés, ni échangés, ni négociés de la sorte. Les Marchés réglementés sur lesquels les investissements d'un Compartiment seront cotés, négociés ou échangés sont repris à l'Annexe II.

Baillie Gifford Worldwide Japanese Fund

Objectif d'investissement

L'objectif d'investissement du Compartiment est de maximiser le rendement total, essentiellement en investissant dans des actions cotées, négociées ou échangées sur des Marchés réglementés au Japon.

Profil de l'investisseur type

L'investisseur type du Compartiment recherchera une exposition à des investissements sur le marché boursier japonais offrant une croissance à moyen ou à long terme et ne considérera pas un investissement dans le Compartiment comme une source régulière de revenu.

Rien ne permet de garantir que le Compartiment atteindra son objectif d'investissement.

Politique d'Investissement

Le Compartiment cherchera à atteindre son objectif essentiellement en investissant dans un portefeuille diversifié d'actions cotées, négociées ou échangées sur des Marchés réglementés au Japon. Le Compartiment peut également investir dans des actions émises par des sociétés tirant une partie substantielle de leurs revenus au Japon, ou dont une partie substantielle des actifs y est située, et qui sont cotées, négociées ou échangées sur des Marchés réglementés dans le monde entier. Les actions dans lesquelles le Compartiment investira consisteront principalement en actions ordinaires et autres

valeurs mobilières telles que des titres convertibles, des titres privilégiés, des titres privilégiés convertibles, des warrants et des droits. Les actions dans lesquelles le Compartiment peut investir ne seront pas sélectionnées au sein d'un secteur particulier et peuvent être de petite, moyenne ou grande capitalisation boursière, sans répartition cible spécifique entre les petites, moyennes ou grandes capitalisations boursières.

La stratégie d'investissement du Compartiment consiste à investir principalement dans des actions dans le but d'obtenir des rendements supérieurs à la moyenne comprenant la croissance du capital et le revenu de dividendes à long terme. Les actions présentant les caractéristiques pertinentes sont choisies sur la base d'une sélection individuelle des titres par une équipe dédiée de gestionnaires de portefeuille, en s'appuyant sur leurs propres recherches et sur celles des autres équipes d'investissement de Baillie Gifford.

Les espèces sont un élément résiduel du processus d'investissement. Le Compartiment peut détenir des espèces en dépôt. Le Compartiment peut également détenir occasionnellement des quasi-espèces. Les quasi-espèces sont les bons négociables (commercial paper), les acceptations bancaires, les certificats de dépôts et les titres émis par les gouvernements ou les titres émis par une organisation supranationale, à condition que ces titres soient cotés, négociés ou échangés sur un Marché réglementé visé à l'Annexe II et qu'ils soient notés comme étant de bonne qualité ou mieux par une agence de notation reconnue. Les dépôts en espèces et les quasi-espèces détenus par le Compartiment n'excèdent généralement pas 10 % de la valeur liquidative mais, dans des circonstances exceptionnelles (par exemple dans un environnement de marché incertain), le Compartiment peut détenir plus que 10 % de sa valeur liquidative en espèces ou en quasi-espèces.

Le Compartiment n'investira pas plus de 10 % de sa valeur liquidative dans des parts ou actions d'organismes de placement collectif éligibles, y compris les fonds négociés en bourse. Les Organismes de placement collectif agréés dans lequel le Compartiment peut investir auront des objectifs et des politiques de placement similaires aux siens.

Le Compartiment peut investir dans des contrats de change à terme pour réduire le risque de change, mais ne compte pas prendre de positions actives sur des devises. Cette utilisation se fera à des fins de gestion de portefeuille efficace de la manière décrite au chapitre « Techniques et instruments d'investissement ».

En dehors des investissements dans des titres convertibles, des titres privilégiés, des titres privilégiés convertibles, des warrants et des droits aux fins de placement, le Compartiment pourra utiliser uniquement les produits dérivés mentionnés à la section intitulée « Techniques et instruments d'investissement » aux fins de bonne gestion de portefeuille. Dans la mesure où le Compartiment utilise des produits dérivés ayant un effet de levier, les limites d'exposition globale décrites à l'Annexe IV sous l'en-tête « Exigences de couverture » s'appliquent. En particulier, le levier financier sera mesuré en appliquant l'approche par les engagements selon laquelle il ne peut pas dépasser 100 % de la Valeur liquidative du Compartiment. Pour une description plus détaillée des risques concernés, merci de vous reporter à la section intitulée « Facteurs de risque ». Un processus de gestion des risques liés aux instruments financiers dérivés, définissant les types d'instruments financiers dérivés dans lesquels le Compartiment peut investir, a été déposé auprès de la Banque centrale conformément à la réglementation OPCVM. Les produits dérivés impliquent généralement une prise de risque et des coûts spécifiques, et peuvent résulter dans des moins-values pour le Compartiment.

À l'exception de ce qui est expressément permis aux termes de la politique d'investissement du Compartiment énoncée ci-dessus, le Compartiment ne prendra pas activement des positions dans des titres qui contiennent des dérivés incorporés, mais il peut les acquérir passivement au moyen d'opérations sur capital, par exemple lorsque le Compartiment est émis avec des titres dans le cadre d'une émission de droits dans le cadre d'un investissement existant et que ces titres sont assortis de warrants. Le Gestionnaire de fonds n'anticipe pas d'effet de levier de ces dérivés intégrés.

La Devise de référence du Compartiment est le yen (JPY).

POLITIQUE EN MATIÈRE DE DISTRIBUTION

Un Compartiment peut émettre des actions donnant droit à intérêts et dividendes et des actions de capitalisation, comme décrit à l'Annexe I.

Il est proposé que la Société déclare annuellement des dividendes relativement aux Catégories d'Actions donnant droit à intérêts et dividendes des Compartiments, le 1^{er} octobre de chaque année (ou, dans le cas où le 1^{er} octobre d'une année ne tomberait pas un Jour ouvrable, le Jour ouvrable suivant cette date) et paie les dividendes le, ou aux alentours du 30 novembre de chaque année sur le revenu net d'exploitation (revenu d'exploitation moins les charges). Il n'est pas prévu de payer des dividendes au regard des Catégories d'Actions de capitalisation.

Les dividendes seront réinvestis automatiquement dans le Compartiment au regard duquel des dividendes sont déclarés, sauf si l'Actionnaire choisit de recevoir un paiement en espèces. Concernant les paiements de dividendes en espèces, le montant correspondant (après impôts, le cas échéant) sera versé directement sur le compte bancaire ou le compte d'épargne du détenteur. Le cas échéant, des confirmations de dividende ou des bordereaux d'escompte seront remis aux Actionnaires eu égard aux distributions effectuées, et les retenues fiscales éventuelles seront notifiées aux Actionnaires.

La Société peut être tenue de retenir un impôt au taux en vigueur sur les dividendes payés aux Actionnaires, sauf si elle a reçu de l'Actionnaire au regard duquel elle est tenue de déduire un impôt une Déclaration légale confirmant qu'il n'est ni résident irlandais ni résident ordinaire irlandais. La Société se réserve le droit de racheter le nombre d'Actions détenues par ledit Actionnaire nécessaire pour se libérer de l'assujettissement à l'impôt en découlant. La Société bénéficie également d'une protection aux termes de laquelle l'Actionnaire doit l'indemniser en cas de perte subie par elle en devenant redevable de l'impôt à la survenance d'un fait générateur d'impôt. Merci de vous reporter à la section intitulée « Fiscalité » ci-après pour plus d'informations sur les questions de fiscalité.

Tout paiement de distribution d'un Compartiment qui n'est pas réclamé au bout de six ans à compter de la date de paiement sera perdu et reviendra à la Société.

La Société peut procéder à des regroupements aux fins d'équilibrage. Dans ce cas, chaque Catégorie d'Actions gèrera son propre compte d'équilibrage. Les Actions achetées durant l'exercice en cours incluront dans leur prix d'achat un montant dit « d'équilibrage » qui représente une part du revenu net d'exploitation du Compartiment concerné couru jusqu'à la date d'achat. Le montant d'équilibrage sera réparti en moyenne entre tous les détenteurs d'actions achetées durant l'exercice en cours et leur sera remboursé dans le cadre de leur première distribution. Il sera considéré comme un remboursement de capital aux fins de l'impôt. À ce titre, il n'est pas assujéti à l'impôt sur le revenu mais doit être déduit du coût des Actions aux fins de la taxe sur les plus-values.

RESTRICTIONS D'INVESTISSEMENT

Les investissements d'un Compartiment seront limités aux investissements autorisés par les Règlements OPCVM, comme exposé à l'Annexe III. Si des changements dans les Règlements sur les OPCVM surviennent au cours de la vie de la Société, les restrictions d'investissement peuvent être modifiées pour tenir compte de ces changements, mais ces modifications doivent être en conformité avec les exigences de la Banque centrale et les Actionnaires avertis de ces modifications dans un Prospectus actualisé et dans le rapport annuel ou semestriel suivant de la Société. Dans le cas où des modifications apportées aux Règlements sur les OPCVM affecteraient la politique d'investissement d'un Compartiment, ce changement dans la politique d'investissement ne pourra être apporté qu'à la majorité des votes exprimés dans le cadre d'une assemblée générale ou avec l'accord écrit préalable des Actionnaires et un délai de préavis raisonnable sera prévu pour permettre aux Actionnaires de racheter leurs Actions avant la mise en œuvre dudit changement.

TECHNIQUES ET INSTRUMENTS D'INVESTISSEMENT

Lorsque la politique d'investissement d'un Compartiment le permet, un Compartiment peut utiliser des produits dérivés aux fins de placement et/ou de bonne gestion de portefeuille lorsque le Gestionnaire

d'investissement estime que l'utilisation de ces techniques et instruments est un choix économiquement valable pour chercher à réduire les risques et les coûts et/ou générer du capital ou des revenus supplémentaires pour un Compartiment avec un niveau de risque acceptable, en tenant compte du profil de risque du Compartiment tel que décrit dans les présentes, et des dispositions générales de la Directive. L'utilisation de ces produits dérivés par un Compartiment sera soumise aux conditions et aux limites stipulées occasionnellement par la Banque centrale. Une liste des Marchés réglementés sur lesquels les produits dérivés peuvent être cotés ou négociés est présentée à l'Annexe II. Une description des conditions et des limites stipulées par la Banque centrale au regard des produits dérivés est présentée à l'Annexe IV. Les risques liés à l'utilisation de produits dérivés sont détaillés à la section intitulée « Facteurs de risque ». La Société utilise un processus de gestion des risques qui lui permet d'assurer l'évaluation, le suivi et la gestion des différents risques associés à ces produits dérivés. Aucun produit dérivé ne peut être utilisé par un Compartiment tant qu'il n'a pas été inclus dans un processus de gestion des risques agréé par la Banque centrale. Des informations supplémentaires concernant les limites quantitatives appliquées à la gestion des risques, les méthodes de gestion des risques utilisées et les développements récents dans les risques et les caractéristiques de rendement des principales catégories de placements seront fournies aux Actionnaires sur demande. La Société applique également une politique en matière de nantissement qui couvre les types de nantissement autorisés, le niveau de nantissement requis et la politique en matière de marge de sécurité et, en cas de nantissement en espèces, la politique de réinvestissement, y compris les risques découlant de celle-ci.

Opérations de couverture de change

Le Gestionnaire de fonds adopte une perspective à long terme des opérations sur devises en incorporant des postulats dans l'analyse des placements sous-jacents. Normalement, le risque de change concorde avec l'exposition des actifs sous-jacents. Reconnaissant que les monnaies sont susceptibles de fluctuer, le Gestionnaire de fonds peut engager, si besoin est, des opérations de couverture de change visant à limiter les risques et à préserver le capital, en utilisant des contrats de change à terme selon la description donnée ci-après.

Les opérations de couverture de change impliquent des risques spéciaux, notamment le risque d'une baisse de la valeur de la Devise de base par rapport à la devise faisant l'objet de l'opération de couverture, réduisant d'autant le rendement positif du Compartiment ou induisant ou aggravant son rendement négatif.

La Société peut aussi créer des catégories d'actions à couverture de change selon la description donnée ci-après.

Des positions sur-couvertes ou sous-couvertes non intentionnelles peuvent découler de facteurs hors du contrôle du Gestionnaire de fonds. Les positions couvertes seront examinées régulièrement pour s'assurer que les positions sur-couvertes ne dépassent pas globalement 105 % de la Valeur liquidative de la catégorie d'Actions et que les positions sous-couvertes ne sont pas globalement en deçà de 95 % la Valeur liquidative de la catégorie d'Actions. Les positions sur-couvertes au-delà de 100 % de la Valeur liquidative de la catégorie d'Actions et les positions sous-couvertes en deçà de 95 % la Valeur liquidative ne seront pas reportées d'un mois sur l'autre. Lorsqu'une catégorie d'Actions est couverte, les coûts liés à cette couverture seront supportés séparément par la catégorie d'Actions concernée. Toutes les plus-values ou moins-values qui peuvent être réalisées ou subies par un Compartiment des suites de ces opérations de couverture seront dévolues à la catégorie d'Actions concernée. Le risque de change des actifs du Compartiment ne sera pas attribué à des catégories d'Actions spécifiques.

Baillie Gifford Worldwide Japanese Fund

Lorsqu'une catégorie d'Actions dans ce Compartiment est décrite comme étant couverte, l'intention est de couvrir la valeur imputable à la catégorie d'Actions de l'actif net dans la Devise de base du Compartiment, dans la Devise de base de la catégorie d'Actions couverte. La stratégie de couverture vise à réduire le risque de change de la catégorie d'Actions lié à l'exposition à la Devise de base du Compartiment. Il est prévu d'appliquer cette stratégie de couverture par l'utilisation de contrats de change à terme de gré à gré. Les investisseurs dans la catégorie couverte ne retireront aucun bénéfice

de cette stratégie si la devise de la catégorie qui est couverte baisse par rapport à la Devise de base du Compartiment.

Concernant le Baillie Gifford Worldwide Japanese Fund, les investisseurs ne retireront aucun bénéfice de cette stratégie si la devise de la catégorie qui est couverte baisse par rapport à la Devise de base du Compartiment.

Contrats à terme de gré à gré

Un contrat à terme de gré à gré est un contrat d'achat ou de vente d'un titre ou d'une devise sous-jacent à un prix prédéterminé, à une date ultérieure spécifique. Les conditions initiales du contrat sont établies de façon à ce que le contrat soit sans valeur à l'origine. Les prix à terme sont obtenus en prenant le cours au comptant d'un titre ou d'une devise et en lui ajoutant le coût de portage. Aucune somme d'argent n'est transférée à la conclusion d'un contrat à terme de gré à gré et le règlement de l'opération est reporté à la date spécifiée où le titre ou la devise sous-jacent est échangé contre des espèces. Par la suite, la valeur du contrat varie de concert avec les fluctuations du cours du titre ou de la devise sous-jacent.

Les contrats à terme de gré à gré comportent plusieurs caractéristiques et risques communs avec les contrats à terme standardisés, mais il y a aussi plusieurs différences. Les contrats à terme de gré à gré ne sont pas négociables en Bourse. Ils sont réglés uniquement à une date de règlement prédéterminée. Cela peut résulter dans des écarts entre les prix à terme des contrats de gré à gré et des contrats standardisés, en particulier lorsqu'il existe une corrélation positive entre les taux d'intérêt et les prix à terme des contrats standardisés. En second lieu, en l'absence de négociation en bourse et de chambre de compensation, aucune condition normalisée ne s'applique aux contrats à terme de gré à gré. En conséquence, les parties sont libres d'établir comme elles le souhaitent le moment du règlement et le montant sous-jacent d'un titre ou d'une devise, qui peuvent différer des dispositions normalisées disponibles via des contrats à terme standardisés. Enfin, les contrats à terme de gré à gré, au titre d'obligations bipartites pour lesquelles il n'y a pas de marché secondaire, impliquent un risque de contrepartie qui ne concerne pas les contrats à terme standardisés.

Un contrat de change à terme non livrable est un contrat à terme de gré à gré à court terme réglé en espèces où une devise n'est pas librement convertible et où la plus-value ou la moins-value à la date de règlement est calculée en considérant la différence entre le taux de change convenu et le cours au comptant au moment du règlement, pour un notionnel convenu des fonds.

Contrats à terme standardisés

Lorsque la politique d'investissement d'un Compartiment le permet, il est permis de conclure des contrats à terme standardisés et de s'engager dans diverses opérations impliquant l'utilisation de contrats à terme standardisés. Si un Compartiment achète un contrat à terme standardisé, il encourt l'obligation de prendre livraison d'un montant déterminé de l'obligation sous-jacente au contrat à terme standardisé à un moment déterminé dans l'avenir pour un prix spécifié. Si un Compartiment vend un contrat à terme standardisé, il encourt l'obligation de livrer un montant déterminé de l'obligation sous-jacente au contrat à terme standardisé à un moment déterminé dans l'avenir pour un prix convenu. L'achat de contrats à terme standardisés peut servir de couverture longue, et la vente de contrats à terme standardisés de couverture courte.

L'achat ou la vente de contrats à terme standardisés diffèrent de l'achat ou la vente de titres ou d'options en ce qu'aucun prix ou plus-value n'est payé ou perçu. Au lieu de cela, un montant en espèces ou autre actifs liquides de valeur égale à la valeur nominale du contrat à terme standardisé doit être déposé auprès du courtier. Ce montant est appelé « dépôt de garantie ». L'importance du dépôt de garantie est généralement définie par le marché sur lequel le contrat est négocié. Les paiements suivants au/du courtier, appelés « dépôts de couverture », sont acquittés quotidiennement suivant les fluctuations du prix du contrat à terme standardisé sous-jacent, entraînant la valeur des positions longues et courtes sur le contrat à terme à la hausse ou la baisse, un processus connu sous le nom d'« évaluation au cours du marché ».

Dans la plupart des cas, les positions sur les contrats à terme standardisés sont dénouées avant la date de règlement sans effectuer ou prendre livraison des contrats. Une position vendeur sur un contrat à terme standardisé est dénouée en achetant un contrat à terme standardisé pour la même quantité globale du type spécifié d'instrument financier et à la même date de livraison. Si le prix de la vente initiale dépasse le prix de l'achat de liquidation, le vendeur perçoit la différence et réalise une plus-value. À l'inverse, si le prix de l'achat de liquidation dépasse le prix d'achat, le vendeur réalise une moins-value. De la même manière, une position acheteur sur un contrat à terme standardisé est dénouée en vendant un contrat à terme standardisé correspondant.

Les investissements dans des contrats à terme standardisés impliquent certains risques. L'achat ou la vente de contrats à terme standardisés peuvent résulter dans des pertes dépassant le montant investi dans le contrat à terme standardisé. Si un contrat à terme standardisé est utilisé aux fins de couverture, une corrélation imparfaite entre les variations du prix des contrats à terme standardisés et du cours du titre, de la devise ou des autres placements faisant l'objet de l'opération de couverture induit un risque. La corrélation est plus forte lorsque le placement faisant l'objet de l'opération de couverture est sous-jacent au contrat à terme standardisé. La corrélation est plus faible lorsque le placement faisant l'objet de l'opération de couverture diffère du titre, de la devise ou des autres placements sous-jacents au contrat à terme standardisé, comme lorsqu'un contrat à terme standardisé sur un indice de valeurs est utilisé pour couvrir un titre spécifique, un contrat à terme standardisé sur un seul titre (obligations d'État, par exemple) est utilisé pour couvrir un titre différent (titre adossé à des créances hypothécaires, par exemple), ou lorsqu'un contrat à terme standardisé dans une monnaie donnée est utilisé pour protéger un titre libellé dans une autre monnaie. Dans le cas de contrats à terme standardisés sur des indices de valeurs ou de contrats à terme standardisés sur des indices de matières, les variations dans le prix de ces contrats à terme standardisés peuvent ne pas être en corrélation parfaite avec les fluctuations du cours de l'indice concerné en raison des distorsions de marché. En cas de corrélation imparfaite entre une position sur un contrat à terme standardisé et la position (ou la position anticipée) du portefeuille devant faire l'objet de l'opération de couverture, le Compartiment peut réaliser une moins-value sur le contrat à terme standardisé en même temps que le Compartiment réalise une moins-value sur la position du portefeuille devant faire l'objet de l'opération de couverture. Pour compenser des corrélations imparfaites, un Compartiment peut acheter ou vendre des contrats à terme standardisés en plus grande quantité que les placements couverts si la volatilité du prix des placements couverts est historiquement plus forte que celle des contrats à terme standardisés. Inversement, un Compartiment peut acheter ou vendre une quantité moindre de contrats à terme standardisés si la volatilité du prix des placements couverts est historiquement plus faible que celle des contrats à terme standardisés.

Tous les participants aux marchés des contrats à terme standardisés sont soumis à des exigences en matière de dépôts de couverture et d'entretien. Au lieu de répondre aux appels de marge, les investisseurs peuvent dénouer les positions sur des contrats à terme standardisés par le biais d'opérations de sens inverse, ce qui pourrait fausser les corrélations normales. Les heures de bourse pour certains contrats à terme standardisés sur indice boursier peuvent ne pas correspondre parfaitement aux heures d'ouverture de la bourse à laquelle un contrat à terme standardisé sur indice boursier particulier se rapporte. Le manque d'arbitrage continu qui en résulte peut induire une disparité entre le prix de certains contrats à terme standardisés sur indice boursier et la valeur de l'indice correspondant.

Un Compartiment peut acheter des contrats à terme standardisés (ou des options sur ceux-ci) à titre d'opération de couverture anticipatoire contre une hausse possible du prix d'une devise dans laquelle des titres que le Compartiment prévoit d'acheter sont libellés. Dans ces circonstances, il se peut que la devise évolue la baisse plutôt qu'à la hausse. Si le Compartiment n'investit pas alors dans ces titres, il peut réaliser une moins-value sur le contrat à terme standardisé qui n'est pas compensée par une baisse du cours des titres achetés.

La capacité d'un Compartiment à prendre des positions sur des contrats à terme standardisés et des options sur contrats à terme dans le cadre des stratégies décrites ci-dessus dépend de la liquidité des marchés associés à ces instruments. L'intention de négociation sur différents types de contrats à terme standardisés et d'options sur contrats à terme ne peut pas être prédite. Ainsi, rien ne permet de garantir qu'un Compartiment pourra utiliser ces instruments ou que leur utilisation sera efficace. De plus, rien

ne permet de garantir l'existence d'un marché liquide au moment où le Compartiment cherche à dénouer une position sur un contrat à terme ou une option, et ce Compartiment restera dans l'obligation de satisfaire les exigences en matière de dépôt de garantie jusqu'à ce que la position soit dénouée. La liquidité d'un marché secondaire associé à un contrat à terme standardisé peut être affectée de façon défavorable par les « limites de variation quotidiennes » établies par les marchés à terme pour limiter l'ampleur de la variation du cours des contrats à terme standardisés un jour de cotation donné. Lorsque la limite quotidienne est atteinte, aucune opération ne peut être conclue sur le contrat à un prix supérieur à la limite, empêchant ainsi le dénouement des positions sur contrats à terme ouvertes. Il est déjà arrivé que les cours dépassent la limite quotidienne plusieurs jours de cotation de suite. Les positions courtes (et longues) sur des Contrats à terme sur indice boursier ne peuvent être dénouées qu'en achetant (ou vendant) un contrat à terme standardisé sur le marché sur lequel les contrats à terme concernés sont négociés.

Un Compartiment qui achète ou vend un contrat à terme standardisé est uniquement tenu d'effectuer un dépôt de garantie et un dépôt de couverture conformément aux termes des dispositions des règlements et des règles applicables du marché des contrats. La valeur liquidative du Compartiment varie généralement avec la valeur des titres ou du ou des instruments sous-jacents à un contrat à terme standardisé comme s'ils faisaient déjà partie du portefeuille du Compartiment. Les opérations sur contrats à terme peuvent avoir un effet de levier sur les investissements. En outre, si un Compartiment combine des positions courtes et longues, en plus des baisses potentielles de valeur des titres de placement, le Compartiment réalisera des moins-values si l'indice sous-jacent aux positions longues sur contrats à terme fait moins bien que l'indice sous-jacent aux positions longues. De plus, pour pouvoir acheter et vendre des contrats à terme standardisés, un Compartiment peut être tenu de déposer des déclarations et des états financiers auprès d'agences des juridictions concernées qui supervisent les transactions sur contrats à terme, et de s'assurer que certaines de ses pièces comptables sont mises à la disposition de ces agences.

Warrants et droits

Un Compartiment peut investir dans des warrants. Les warrants sont des options d'achat d'un nombre stipulé d'actions ordinaires à un prix déterminé à tout moment au cours de la vie des warrants (au moins deux ans, en général). Ils peuvent être hautement volatils et n'être attachés à aucun droit de vote, ne payer aucun dividende et n'avoir aucun droit au regard des actifs de la société qui les émet. Un Compartiment peut également investir dans, ou détenir d'autres types de titres qui sont similaires à des warrants (droits, par exemple).

Titres convertibles

Les titres convertibles sont des titres (comme des actions privilégiées ou des valeurs obligations) qui peuvent être convertis à un prix stipulé sur une période déterminée dans un nombre spécifié d'actions ordinaires de mêmes ou de différents émetteurs. Les titres convertibles sont de rang supérieur aux actions ordinaires dans la structure du capital d'une société, mais sont généralement de rang inférieur aux dettes obligataires de premier rang de l'émetteur. Les titres convertibles offrent aux détenteurs, grâce à leur droit de conversion, l'occasion de participer aux hausses dans le cours du marché des titres sous-jacents. Le prix d'un titre convertible est influencé par le cours du marché du titre sous-jacent, et tend à augmenter lorsque le cours du marché est à la hausse et à diminuer lorsque le cours du marché est à la baisse.

Un titre convertible donne droit au détenteur de percevoir un intérêt qui est généralement payé ou couru sur une valeur d'une obligation, ou à percevoir un dividende qui est payé ou accumulé sur une action privilégiée jusqu'à ce que le titre convertible échoie ou soit racheté, converti ou échangé. Les titres convertibles offrent des caractéristiques d'investissement uniques en ce que, de façon générale :

- (i) ils affichent des rendements plus élevés que les actions ordinaires, mais moins élevés que des titres non convertibles comparables ;
- (ii) ils sont moins sensibles aux variations dans la valeur de l'action ordinaire sous-jacente du fait de leur nature à revenu fixe ; et
- (iii) ils offrent un potentiel de plus-value en cas de hausse du cours du marché de l'action ordinaire sous-jacente.

La valeur d'un titre convertible est fonction de sa « valeur nue » (déterminée par son rendement en comparaison avec les rendements d'autres titres d'échéance et de qualité comparables qui n'ont pas de privilège de conversion) et de sa « valeur de conversion » (la valeur du titre, au cours du marché, s'il est converti dans l'action ordinaire sous-jacente). La valeur nue d'un titre convertible est influencée par les changements dans les taux d'intérêt : elle diminue en cas de hausse des taux d'intérêt et augmente en cas de baisse des taux d'intérêt. Le degré de solvabilité de l'émetteur et d'autres facteurs ont également une incidence sur la valeur nue d'un titre convertible. La valeur de conversion d'un titre convertible est déterminée par le cours du marché de l'action ordinaire sous-jacente. Si la valeur de conversion est inférieure à la valeur nue, le prix du titre convertible est influencé principalement par sa valeur nue. Le prix du titre convertible est de plus en plus influencé par sa valeur de conversion à mesure que le cours du marché de l'action ordinaire sous-jacente approche ou dépasse le cours de conversion. Un titre convertible se vend généralement à prime sur sa valeur de conversion en proportion de la valeur accordée par les investisseurs au droit d'acquérir l'action ordinaire sous-jacente tout en détenant une valeur d'une obligation. En général, la prime diminue à mesure que le titre convertible approche de l'échéance.

Un titre convertible peut être soumis à rachat au choix de l'émetteur, à un prix établi dans l'instrument directeur du titre convertible. Si un titre convertible détenu par un Compartiment est appelé au rachat, le Compartiment est obligé d'autoriser l'émetteur à racheter le titre, à le convertir dans l'action ordinaire sous-jacente ou à le vendre à un tiers. L'une ou l'autre de ces opérations pourrait avoir une incidence négative sur la capacité du Compartiment à atteindre son objectif d'investissement.

Titres indexés sur un risque de crédit

Un titre indexé sur un risque de crédit est une obligation émise par une entité qui renvoie au risque de crédit d'une autre entité.

Accords de swap et contrats sur différence

Un Compartiment peut conclure des accords de swap.

Les accords de swap sont des contrats qui lient deux parties conclus principalement par des investisseurs institutionnels pour des durées allant de quelques semaines à plusieurs années. Dans une opération de swap standard, deux parties conviennent d'échanger des rendements (ou des différentiels de taux de rendement) calculés relativement à un « notionnel », par exemple le rendement sur, ou l'augmentation de valeur d'un montant en dollars donné investi à un taux d'intérêt spécifique dans une devise donnée ou dans un « panier » de titres représentant un indice particulier. Un Compartiment peut conclure n'importe quel type d'accord de swap, y compris, sans s'y limiter, des swaps sur rendement d'action, des swaps de taux, des swaps sur défaillance et des swaps d'inflation, de crédit, de devises, de volatilité, de variance et de dividende. Les accords de swap peuvent exposer le Compartiment à des risques de moins-value significatifs.

Les accords de swap sur rendement d'actions impliquent normalement l'échange de l'obligation d'une partie de payer la moins-value, le cas échéant, relativement au notionnel d'un indice boursier particulier (S&P 500, par exemple) plus des montants calculés de la même manière que l'intérêt sur ce notionnel à un taux désigné (LIBOR, par exemple), contre l'obligation de l'autre partie de payer la plus-value, le cas échéant, relativement au notionnel de cet indice.

Les swaps de taux impliquent l'échange des engagements respectifs des deux parties à payer ou percevoir l'intérêt sur un notionnel (par ex. : échange de paiements à taux variable contre des paiements à taux fixe).

Dans un swap sur défaillance, une partie effectue une série de paiements périodiques à une autre partie en échange du droit de percevoir un rendement spécifié en cas de défaut d'un tiers à s'acquitter de ses obligations. Avec des swaps sur défaillance, le Compartiment peut donc effectuer les paiements périodiques susmentionnés et, en échange, avoir le droit de livrer certaines obligations ou certains prêts à la contrepartie à la transaction en cas de défaut (ou d'événement similaire) en échange de la valeur nominale (ou d'une autre valeur convenue) de ces obligations ou prêts. Plutôt que d'échanger les

obligations à la valeur nominale, les parties peuvent convenir d'un paiement en espèces unique représentant la différence entre la valeur nominale des obligations et leur valeur de marché actuelle. En l'absence de défaut, le Compartiment perd son investissement et ne reçoit rien. Un Compartiment peut également utiliser des swaps sur défaillance aux fins de placement, auquel cas le Compartiment perçoit les paiements périodiques mentionnés plus haut, mais est obligé de payer la valeur nominale (ou une autre valeur convenue) des obligations ou des prêts en défaut sur défaillance de l'émetteur.

Les accords de swap de crédit impliquent normalement des engagements à payer des montants calculés de la même manière que l'intérêt en échange d'un rendement indexé sur le marché, les deux étant basés sur des notionnels. Dans la mesure où le rendement total du titre, du panier de titres ou de l'indice sous-jacent à la transaction est au-delà ou en deçà de l'obligation de taux d'intérêt créditeur, le Compartiment recevra un paiement de, ou effectuera un paiement à la contrepartie, selon le cas.

De la même manière, les swaps de devises impliquent l'échange des engagements respectifs des deux parties à payer ou percevoir les écarts relativement au notionnel de deux devises différentes (par exemple, un échange de paiements au regard des fluctuations de la valeur du dollar américain par rapport au yen japonais).

Les swaps de volatilité impliquent l'échange de contrats à terme de gré à gré sur la volatilité réalisée future d'un actif sous-jacent donné et permettent à un Compartiment de prendre des positions sur la volatilité de cet actif sous-jacent.

Les swaps de variance offrent une exposition à la volatilité de l'actif sous-jacent et peuvent être utilisés pour se couvrir contre, ou dégager un revenu d'investissement d'une augmentation ou d'une diminution de la volatilité de l'actif sous-jacent.

Les swaps de dividende permettent aux investisseurs d'acheter ou de vendre les dividendes payés par un indice d'émetteurs, d'un panier d'émetteur ou d'un émetteur individuel.

Les contrats sur différence sont des accords de swap dans le cadre desquels un Compartiment peut convenir avec une contrepartie que le rendement (ou la moins-value) réalisé sera basé sur la performance de titres individuels ou sur la performance relative de deux groupes ou « paniers » de titres différents. Pour l'un des paniers, le rendement est basé sur des positions longues théoriques sur les titres composant le panier (avec une valeur nominale globale égale au notionnel du contrat sur différence) et pour l'autre panier, le rendement est basé sur des positions courtes théoriques sur les titres composant le panier. Un Compartiment peut également utiliser des positions longues et courtes pour réaliser la ou les mêmes expositions que des contrats sur différence où les obligations de paiement des deux branches du contrat s'annulent mutuellement, et donc sur la base des variations dans la valeur relative des paniers de titres plutôt que la variation globale de valeur des deux branches. Il est cependant possible que le panier vendeur fasse mieux que le panier acheteur, résultant dans une moins-value pour le Compartiment, même dans le cas où les titres des paniers acheteur et vendeur verraient leur valeur augmenter.

Les swaps d'inflation impliquent l'échange des engagements respectifs des deux parties à payer ou percevoir l'inflation sur un notionnel (par ex. : échange de paiements à taux fixe contre des paiements indexés sur l'inflation).

Un Compartiment peut conclure des accords de swap et des contrats sur différence aux fins de couverture, de gestion des risques et de levier financier. Lors de l'utilisation de swaps aux fins de couverture, le Compartiment peut conclure un accord de swap basé sur l'échange d'éléments d'actif ou de passif selon qu'il compte couvrir son actif ou son passif. Aux fins de gestion des risques ou de levier financier, le Compartiment peut aussi conclure un contrat sur différence dans lequel le notionnel de la position longue théorique est supérieur au notionnel de la position courte théorique.

Un Compartiment ne peut dénouer une position sur un swap ou un contrat sur différence qu'avec la contrepartie qui lui est spécifique. En outre, un Compartiment ne peut transférer une position qu'avec l'accord de cette contrepartie. En cas de défaut de la contrepartie, le Compartiment dispose de voies de recours contractuelles, mais rien ne permet de garantir que la contrepartie sera en mesure de

s'acquitter de ses obligations contractuelles ni que le Compartiment en question pourra faire valoir ses droits. Comme le contrat sous-jacent à chaque opération de gré à gré sur produits dérivés est négocié individuellement avec une contrepartie spécifique, un Compartiment est exposé au risque qu'une contrepartie puisse avoir une interprétation des clauses du contrat (définition du concept de défaut, par exemple) différente de celle du Compartiment. Ainsi, le Compartiment assume le risque qu'il puisse être dans l'incapacité de percevoir les paiements dont le Gestionnaire de fonds estime qu'ils lui sont dus aux termes d'un contrat sur produits dérivés de gré à gré ou que ces paiements puissent être retardés ou acquittés seulement après que le Compartiment a encouru les dépens.

La solvabilité d'une contrepartie peut être affectée négativement par une volatilité plus forte que la moyenne sur les marchés, même si l'exposition nette au risque de marché de la contrepartie est faible par rapport à son capital. Pour des informations plus détaillées sur ces risques et les autres risques liés aux contrats sur différence et aux swaps, veuillez vous reporter à la section intitulée « Facteurs de risque » ci-après.

Politique en matière de nantissement

La politique appliquée par le Compartiment au regard du nantissement découlant d'opérations de gré à gré sur produits dérivés liées aux Compartiments, est de respecter les exigences exposées à l'Annexe IV. Cette annexe expose les types de nantissement autorisés, le niveau de nantissement requis et la politique en matière de marge de sécurité et, en cas de nantissement en espèces, la politique de réinvestissement prescrite par la Banque centrale conformément aux règlements sur les OPCVM. Les catégories de nantissement qui peuvent être admises par le Compartiment comprennent des actifs liquides et non liquides tels que les actions, les titres de créance et les instruments du marché monétaire. La politique sur les niveaux de nantissement requis et les marges de sécurité peut être ajustée à l'occasion et conformément aux exigences exposées à l'Annexe IV, à la discrétion du Gestionnaire de fonds, lorsque cet ajustement est estimé approprié dans le contexte de la contrepartie spécifique, des caractéristiques de l'actif reçu en nantissement, des conditions du marché ou d'autres circonstances. Le niveau de nantissement requis sera au moins suffisant pour garantir que l'exposition au risque de contrepartie ne dépasse pas les limites stipulées dans le Règlement 70(1)(c) des Règlements sur les OPCVM (c'est-à-dire, la différence entre l'exposition au risque de contrepartie et les limites définies dans le Règlement 70(1)(c) des Règlements sur les OPCVM). Les marges de sécurité appliquées, le cas échéant, par le Gestionnaire de fonds sont adaptées pour chaque catégorie d'actifs reçue en nantissement, en tenant compte des caractéristiques des actifs, comme la qualité de crédit et/ou la volatilité des prix, ainsi que des résultats des simulations de crise conduites conformément aux exigences exposées à l'Annexe IV. Chaque décision d'appliquer une marge de sécurité ou de s'abstenir d'appliquer toute marge de sécurité sur une catégorie d'actifs donnée doit être justifiée sur la base de cette politique.

Si un nantissement en espèces reçu par un Compartiment est réinvesti, le Compartiment est exposé au risque de moins-value sur cet investissement. En cas de moins-value, la valeur du nantissement sera réduite d'autant et le Compartiment aura moins de protection en cas de défaut de la contrepartie. Les risques associés au réinvestissement de nantissements en espèces sont essentiellement les mêmes que les risques liés aux autres investissements du Compartiment. Pour des informations plus détaillées, veuillez vous reporter à la section intitulée « Facteurs de risque ».

Règlement relatif aux opérations de financement sur titres

À la date du présent Prospectus, il n'est pas prévu que le Compartiment conclue des opérations de financement sur titres ou des swaps de crédit au sens du Règlement relatif aux opérations de financement sur titres.

FACTEURS DE RISQUE

Les investisseurs doivent comprendre que tout investissement comporte des risques. Certains des risques inhérents aux investissements dans les Compartiments sont répertoriés ci-dessous, mais cette liste ne prétend pas être exhaustive.

Risques liés aux marchés émergents

Lorsque des Compartiments investissent dans des Pays émergents, les investissements peuvent comporter des risques liés aux défauts ou aux retards de règlement des transactions boursières et à l'enregistrement et la garde des titres. Les pratiques dominantes en matière de garde/dépôt de titres et de règlement des opérations (obligation de payer les titres avant réception, par exemple) peuvent exposer un Compartiment au risque de crédit et à d'autres risques. De même, la fiabilité des systèmes de négociation et de règlement dans certains pays émergents peut être moindre que celle des systèmes de pays plus développés, ce qui peut être source de problèmes dans l'exécution des investissements.

Les sociétés des pays émergents peuvent ne pas être soumises :

- (a) à des normes de comptabilité, d'audit et d'information financière ou des obligations de déclaration comparables à celles applicables aux sociétés de pays plus développés ; ou
- (b) au même degré de surveillance et de réglementation des places financières par l'État que les pays où les marchés des valeurs mobilières sont plus évolués.

Il peut y avoir un degré moindre de régulation et de mise en application des lois sur ces marchés des valeurs mobilières comparé aux marchés internationaux plus développés. Les lois et les règlements peuvent être inéprovés, par exemple au regard des droits de propriété en common law. Il pourrait y avoir un manque de cohérence dans l'interprétation et l'application des règlements en vigueur et un risque que les organismes de réglementation imposent des changements immédiats et rapides aux lois, règles ou règlements existants (y compris en rapport avec la fiscalité) ou introduisent de nouvelles lois, règles ou réglementations sans consulter ni aviser préalablement les intervenants sur les marchés, ce qui peut limiter considérablement la capacité du Compartiment à poursuivre ses objectifs ou ses stratégies d'investissement. Les nouvelles lois et les nouveaux règlements peuvent s'appliquer avec un effet rétroactif et être constamment en mutation. Les organismes de réglementation peuvent mettre en place des contrôles sur les investissements étrangers et des limitations sur le rapatriement du capital investi, qui peuvent restreindre ou inhiber la capacité du Gestionnaire de fonds à acheter ou vendre des portefeuilles de titres. Les restrictions ou limitations d'ordre légal ou réglementaire peuvent avoir un effet contraire sur la liquidité et le rendement des investissements d'un Compartiment, lié à des facteurs tels que le rapatriement de fonds, les mesures de limitation des quotas et les restrictions sur les échanges. La capacité d'un Compartiment à exercer ses droits de vote et/ou recevoir des annonces dans le cadre d'opérations stratégiques sur le capital ou d'assemblées des actionnaires peut être limitée.

L'application des règlements en place peut être extrêmement limitée. En conséquence, certains Pays émergents ne sont pas en mesure d'offrir aux investisseurs le même degré de protection que celui proposé par les juridictions plus développées. Les limitations et/ou les quotas imposés sur les investissements étrangers dans les Pays émergents peuvent faire obstacle aux investissements dans certains titres et, en conséquence, limiter les possibilités d'investissement pour les Compartiments.

De nombreux Pays émergents ont connu des taux d'inflation conséquents, voire extrêmement élevés au cours de certaines périodes, sur des durées prolongées. L'inflation et les fluctuations rapides des taux d'inflation ont eu, et peuvent continuer d'avoir des effets très négatifs sur les économies et les marchés des valeurs mobilières de certains Pays émergents. Les économies des Pays émergents sont généralement lourdement tributaires du commerce international et, en conséquence, ont été, et peuvent continuer d'être affectées négativement par les barrières commerciales, les contrôles des changes, les ajustements encadrés des valeurs relatives des devises et les autres mesures protectionnistes imposées ou négociées par les pays avec lesquels ils commercent. Les économies de ces pays ont également été, et peuvent continuer d'être affectées négativement par la situation économique des pays avec lesquels ils ont des échanges commerciaux.

Les économies des Pays émergents peuvent également être basées majoritairement sur un nombre restreint d'industries ou tributaires des revenus du commerce de marchandises spécifiques. En outre, les services de garde et autres coûts liés aux investissements dans des pays étrangers peuvent être plus onéreux ou élevés dans les Pays émergents que dans la plupart des pays étrangers développés, ce qui pourrait réduire les revenus tirés de ces titres par un Compartiment. Enfin, comme les titres de

dette cotés en bourse des Pays émergents constituent une innovation relativement récente sur les marchés des capitaux mondiaux, les données historiques et l'expérience des marchés sont limitées concernant les attributs de ces titres dans toutes les situations économiques, conditions de marché et conjonctures politiques.

Le manque de liquidité et d'efficacité et/ou les quotas imposés par l'État sur les marchés des actions ou des changes de certains Pays émergents peuvent induire occasionnellement, pour le Gestionnaire de fonds, des difficultés à acheter ou vendre des portefeuilles de titres, difficultés qui seraient moindres sur des marchés plus développés. Les restrictions sur la spéculation sur séance, la négociation manuelle, la négociation de blocs de titres et/ou le marché hors bourse pourraient induire des limitations sur les options d'investissement d'un Compartiment. Les marchés financiers des Pays émergents sont en phase d'expansion et d'évolution rapides. Cela pourrait se traduire par une volatilité accrue des échanges et des prix, des risques de suspension et des difficultés dans le règlement des titres.

Les industries des valeurs mobilières des Pays émergents sont relativement jeunes et la valeur des placements peut être affectée par les incertitudes découlant des développements politiques et sociaux. L'implication et l'influence importantes de l'État dans et sur l'économie peuvent affecter la valeur des titres de certains Pays émergents. Dans la plupart des cas, les gouvernements des Pays émergents continuent à exercer un contrôle important sur leurs économies et les initiatives publiques en matière d'économie, ainsi que les développements économiques en général, peuvent affecter la capacité des émetteurs de titres de dette de Pays émergents à acquitter les paiements sur leurs dettes obligataires, indépendamment de leur situation financière. De surcroît, il y a un risque accru d'expropriation ou de taxe spoliatrice, d'imposition de retenues à la source et d'autres prélèvements, ou de développements similaires qui pourraient affecter les investissements dans ces pays. Rien ne permet de garantir que des changements politiques défavorables n'entraîneront pas un Compartiment à enregistrer une moins-value sur une partie ou l'intégralité de ses investissements ou, dans le cas de Valeurs à revenu fixe, sur l'intérêt qu'ils portent.

Un Compartiment peut investir dans des titres d'émetteurs russes. Les investissements dans ces titres présentent beaucoup des risques similaires aux investissements dans des titres d'émetteurs d'autres Pays émergents, comme décrit ci-dessus. Cependant, les risques d'ordre social, politique, juridique et opérationnel liés aux investissements dans des émetteurs russes et à la mise en garde d'actifs en Russie peuvent être particulièrement prononcés. En outre, certains émetteurs russes peuvent ne pas respecter les normes internationales pertinentes en matière de gouvernance d'entreprise. Un risque particulièrement notable relativement aux investissements dans des émetteurs russes est lié à la manière dont la propriété d'actions de sociétés privées est enregistrée. La propriété de, et le règlement des transactions sur, de nombreux titres russes ont été transférés à un dépôt de titres central, le NSD (National Settlement Depository). Le Dépositaire ou son mandataire local en Russie est enregistré comme participant dans le NSD. Le NSD, quant à lui, apparaît comme le détenteur apparent des titres dans le registre de l'émetteur concerné. Ainsi, si l'intention première est de fournir un système centralisé et réglementé pour l'enregistrement du titre de propriété de, et le règlement des transactions sur, des titres russes, cela n'élimine en rien les risques associés au système de tenue de registres décrit brièvement ci-dessus.

Risques d'illiquidité

Certains des marchés, bourses ou titres dans lesquels un Compartiment est susceptible d'investir peuvent se révéler moins liquides que ceux des pays développés et les prix peuvent s'avérer occasionnellement très volatils. Cela peut affecter le prix et le délai dans lequel un Compartiment peut dénouer des positions pour satisfaire les demandes de rachat ou d'autres besoins de financement. En outre, un Compartiment peut s'avérer dans l'incapacité de rapatrier le capital, les dividendes, les intérêts et les autres revenus de Pays émergents, ou il peut avoir besoin de l'accord de l'État pour le faire. Un Compartiment peut être affecté défavorablement par des retards dans, ou le refus de donner cet accord pour le rapatriement des fonds, ou par toute intervention officielle affectant le processus de règlement des transactions. La conjoncture économique ou politique pourrait conduire à la révocation d'un accord

octroyé avant de procéder aux investissements. Rien ne permet de garantir que la valeur attribuée à ces titres reflètera fidèlement le prix qu'un Compartiment pourrait percevoir lors de leur vente.

Risques de change

La Valeur liquidative par action de chaque Compartiment est libellée dans sa Devise de base, alors que les placements du Compartiment peuvent être acquis, directement ou indirectement, dans un large éventail de devises. Un Compartiment peut, mais n'est pas obligé de, minimiser son exposition aux risques de fluctuation monétaire en utilisant des techniques et instruments de couverture ou autres.

Le risque de change inclut le risque que la valeur des devises dans lesquelles les placements sous-jacents d'un Compartiment sont négociés baisse par rapport à la devise dans laquelle la Valeur liquidative par action est libellée et, dans le cas de positions couvertes, que la valeur de la devise dans laquelle la Valeur liquidative par action est libellée baisse par rapport à la devise faisant l'objet de l'opération de couverture de change. Concernant les catégories d'Actions non couvertes, la valeur d'une Action exprimée dans la Devise d'une Catégorie sera exposée au risque de change lié à la Devise de base. Les Actionnaires doivent également noter que, dans le cas de catégories d'Actions non couvertes, une conversion de devises aura lieu lors des souscriptions, rachats, conversions et distributions, aux taux de change pratiqués sur le marché. La stratégie de couverture appliquée aux catégories d'Actions couvertes peut varier d'un Compartiment à l'autre. Chaque Compartiment comprenant des catégories d'Actions couvertes appliquera une stratégie de couverture qui vise à atténuer le risque de change, sans pour autant l'éliminer complètement. Les cours du change des monnaies nationales peuvent fluctuer considérablement pour de multiples raisons, notamment les caractéristiques de l'offre et de la demande sur les marchés étrangers, les variations réelles ou perçues dans les taux d'intérêt, et l'intervention (ou la non-intervention) des États ou des banques centrales, ou les mesures de contrôle des changes ou l'évolution politique de ces pays. Les monnaies des Pays émergents sont généralement plus volatiles que les marchés des devises des pays développés. Les gouvernements des Pays émergents sont susceptibles d'intervenir et d'influencer le cours du change de la monnaie d'un Pays émergent. De surcroît, les cours du change des monnaies de pays émergents peuvent être particulièrement affectés par les règlements relatifs au contrôle des changes.

Risques liés aux investissements durables et responsables

Si l'objectif d'investissement d'un Compartiment inclut des critères d'investissement durable et responsable (« SRI »), alors les investisseurs doivent accepter les moins-values temporaires liées au nombre limité de sociétés dans lesquelles ce Compartiment peut investir en raison de ces critères éthiques et, en conséquence, doivent considérer les investissements dans un tel Compartiment comme des investissements à long terme. Les Compartiments de ce type viseront à exclure de leurs portefeuilles les titres considérés comme incompatibles avec leurs critères SRI. Par conséquent, l'éventail des investissements accessibles à un Compartiment sera plus limité que pour les autres fonds qui n'appliquent pas ces critères. Un Compartiment sera dans l'interdiction d'acheter, ou dans l'obligation de vendre, certains titres par ailleurs conformes à son objectif et sa stratégie d'investissement et dont la détention pourrait sinon s'avérer avantageuse. L'application des critères SRI pourrait résulter dans de meilleures ou de moins bonnes performances que celles des autres compartiments d'un Compartiment, selon le rendement des placements exclus et des titres inclus à la place desdits placements exclus.

Les critères SRI d'un Compartiment devraient être basés sur, ou de même intention que les directives développées, adoptées et amendées de temps à autre par des entités privées ou publiques, y compris celles qui peuvent être apparentées à, ou identifiées par certains investisseurs du Compartiment. Les Administrateurs se réservent le droit de déterminer la portée et la teneur des critères SRI d'un Compartiment, et de les modifier et les interpréter, à leur propre discrétion. Les critères SRI d'un Compartiment peuvent intégrer efficacement les exigences de certains investisseurs du Compartiment, mais de personne d'autre, et peuvent s'avérer plus ou moins contraignants que ce qu'un investisseur donné du Compartiment aurait préféré par ailleurs.

Risques liés aux investissements dans des obligations

Les prix des obligations et le rendement des investissements sur des marchés obligataires sont sensibles aux variations dans les taux d'intérêt qui sont, à leur tour, déterminées par de nombreux facteurs économiques, notamment les anticipations inflationnistes des marchés. Les investissements dans les obligations résultent également dans une exposition au risque de manquement de l'émetteur des obligations à s'acquitter de ses obligations, ce qui devrait se traduire par une moins-value pour l'obligataire. Les obligations à haut rendement et les obligations des pays émergents sont généralement perçues comme comportant des risques plus forts de défaillance et de moins-value.

Organisations supranationales

Un Compartiment peut investir dans des titres de créance émis par des Organisations supranationales tels que des billets à ordre, obligations et obligations non garanties librement cessibles. Les Organisations supranationales comprennent, entre autres, la Banque asiatique de développement, les Communautés européennes, la Banque européenne d'investissement, la Banque interaméricaine de développement, le Fonds Monétaire International, les Nations Unies, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (« Banque mondiale ») et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Elles n'ont pas d'autorité fiscale et dépendent de leurs membres pour le paiement des intérêts et du capital. De plus, les activités de prêt de ces Organisations supranationales sont limitées à un pourcentage de leur capital total (y compris le « capital exigible » apporté par les membres suite à l'appel d'une entité), leurs réserves et leur revenu net.

Titres à taux variable et flottant

Les titres à taux variable et flottant sont des obligations qui s'accompagnent d'une formule de rajustement de taux d'intérêt variable ou flottant. Selon les modalités des titres à taux variable ou flottant qu'un Compartiment peut acheter, les taux d'intérêt sont rajustables à des intervalles d'un jour minimum et de six mois maximum. Les rajustements reposent sur les niveaux actuels du marché, le taux préférentiel d'une banque ou tout autre indice approprié de rajustement de taux d'intérêt tel que prévu dans les titres concernés. Certains de ces titres sont payables de manière quotidienne ou moyennant un préavis maximal de sept jours. Les autres titres, tels que les titres avec des rajustements de taux d'intérêt trimestriels ou moins fréquents, peuvent être rachetés certains jours désignés moyennant un préavis maximal de trente jours.

Durée

La durée a été élaborée comme une alternative plus précise du concept d'« échéance ». L'échéance d'un titre de créance était traditionnellement utilisée comme une approximation de la sensibilité du prix du titre aux fluctuations des taux d'intérêt (c'est-à-dire le « risque de taux d'intérêt » ou la « volatilité des prix » du titre). Mais l'échéance ne mesure que le temps qui s'écoulera jusqu'au paiement final d'un titre de créance, sans tenir compte des versements effectués dans le cadre de ce titre avant l'échéance. En revanche, la durée regroupe le rendement d'une obligation, les paiements d'intérêts sur coupon, l'échéance définitive, les options d'achat et de vente et l'exposition au remboursement anticipé, le tout dans une seule mesure. La durée représente l'ampleur de la variation du prix d'une obligation par rapport à une fluctuation donnée des taux d'intérêt du marché. La gestion de la durée est l'un des outils qu'utilise le Gestionnaire d'investissement.

La durée permet de mesurer la durée de vie attendue d'un titre de créance en partant de sa valeur actuelle. Elle mesure la durée des intervalles entre l'heure actuelle et le moment où les versements d'intérêts et de capital sont prévus ou, en cas d'obligation remboursable, le moment où les versements de capital devraient être reçus, puis les pondère en fonction des valeurs actuelles des montants à percevoir à chaque échéance. Pour les titres de créance dont les intérêts sont payés avant le paiement du capital, la durée sera généralement inférieure à l'échéance. En règle générale, tout le reste étant identique, plus le taux convenu ou le taux d'intérêt nominal d'une obligation est bas, plus la durée du titre est longue ; à l'inverse, plus le taux convenu ou le taux d'intérêt nominal d'une obligation est élevé, plus la durée du titre est courte.

La détention de positions longues sur contrats à terme standardisés ou options d'achat allongera la durée du portefeuille d'un Compartiment. La détention de positions courtes sur contrats à terme standardisés ou options de vente raccourcira la durée du portefeuille d'un Compartiment.

Un accord de swap sur un actif ou un groupe d'actifs peut avoir une incidence sur la durée du portefeuille en fonction des attributs du swap. Par exemple, si l'accord de swap fournit à un Compartiment un taux de rendement flottant en échange d'un taux de rendement fixe, la durée du Compartiment sera réduite en conséquence.

Dans certaines circonstances, même le calcul de la durée standard ne reflète pas correctement l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un titre. Par exemple, les titres à taux variable et flottant ont souvent des échéances définitives de dix ans ou plus ; cependant, leur risque de taux d'intérêt correspond à la fréquence de rétablissement du coupon. Les titres de créances hypothécaires sont un bon exemple de mauvaise prise en compte du risque de taux d'intérêt dans le concept d'échéance. L'échéance définitive convenue pour ces titres est souvent de 30 ans, mais les taux de remboursement anticipé actuels comptent davantage dans la détermination du risque de taux d'intérêt des titres. Enfin, la durée du titre de créance peut varier au fil du temps en réponse aux fluctuations des taux d'intérêt et d'autres facteurs du marché.

Obligations

Les prix des obligations et les rendements des placements sur les marchés obligataires sont sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt, lesquelles sont à leur tour déterminées par un certain nombre de facteurs économiques, notamment les prévisions du marché quant à l'inflation future. L'investissement dans des obligations peut également entraîner le risque que l'émetteur ne respecte pas ses engagements et donc que le détenteur essuie une perte de valeur. Les obligations à rendement supérieur et les obligations des marchés émergents sont généralement perçues comme présentant un plus gros risque de défaillance et une plus grande possibilité de perte pour les Compartiments.

Risque de concentration

Lorsqu'un Compartiment concentre ses investissements sur un nombre limité de marchés, de pays, de types d'investissement et/ou d'émetteurs, il n'est pas exposé aux mêmes risques que si les investissements sont moins concentrés. Cette concentration d'investissements risque d'accroître le potentiel de volatilité et le risque de perte, notamment en période de forte volatilité des marchés. Bien que le Gestionnaire d'investissement puisse répartir les actifs d'un Compartiment entre différentes stratégies et techniques d'investissement, il n'y a pas de pourcentages d'attribution fixes. Il existe un risque qu'une part disproportionnée des actifs d'un Compartiment soit liée à une ou plusieurs stratégies ou techniques. En particulier, les Compartiments investis dans un nombre limité de marchés ou pays, par exemple le Baillie Gifford Worldwide Japanese Fund, sont généralement considérés comme davantage exposés à un risque que les fonds internationaux, car ils sont exposés aux fluctuations d'un nombre plus limité de marchés et devises. En outre, lorsqu'un Compartiment dispose d'un portefeuille concentré, cela peut accroître la probabilité de performance volatile, notamment en période de forte volatilité des marchés.

Investissement dans de petites entreprises

L'investissement dans de petites entreprises est généralement considéré comme plus risqué, car le marché de leurs actions peut être moins liquide que pour les grandes entreprises. Les fluctuations du cours des actions peuvent donc être plus importantes. En outre, les résultats des petites entreprises risquent de ne pas être aussi bons en périodes de conjoncture économique défavorable.

Risques liés aux fonds de placement immobilier et autres entreprises immobilières

Certains Compartiments peuvent investir dans des FPI et d'autres entreprises immobilières qui détiennent des actifs immobiliers importants. Par conséquent, les FPI et les titres des sociétés du portefeuille peuvent avoir des caractéristiques communes et réagir de la même façon face aux évolutions du marché immobilier. Les prix de l'immobilier et les rendements des investissements immobiliers sont sensibles à divers facteurs comme les loyers, les taux d'occupation, l'offre de biens immobiliers neufs, la croissance économique, les taux d'intérêt, l'inflation, l'incapacité des emprunteurs à rembourser leurs prêts et une mauvaise gestion.

Les FPI et autres entreprises immobilières peuvent être touchés par les variations de valeur des biens sous-jacents qu'ils possèdent. Ils dépendent en outre de compétences de gestion et ne peuvent généralement pas être diversifiés. Les fonds de placement immobilier et autres entreprises immobilières sont également largement dépendants des flux de trésorerie, des défauts de paiement des emprunteurs et des autoliquidations. D'autre part, il peut arriver qu'un emprunteur soumis à une hypothèque détenue par un FPI ou une entreprise immobilière ou que le locataire d'une propriété appartenant à un FPI ou à une entreprise immobilière ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements. Dans ce cas, le créancier hypothécaire ou bailleur risque d'exécuter ses droits en retard et de devoir engager des dépenses importantes pour protéger ses placements. En plus des risques susmentionnés, les actifs de certains FPI et entreprises immobilières « spéciaux » dans lesquels un Compartiment est susceptible d'investir peuvent se trouver dans des secteurs immobiliers précis, ce qui expose le Compartiment aux risques associés à des développements défavorables dans ces secteurs. La capacité des FPI et autres entreprises immobilières à négocier sur le marché secondaire peut être plus limitée que pour d'autres titres.

Risque d'investissement lié aux infrastructures

Les prix des infrastructures et les rendements des investissements dans les marchés d'infrastructure sont sensibles à plusieurs facteurs tels que les attentes en termes de flux de trésorerie, les taux de change, les taux d'intérêt, l'inflation et la stabilité politique. En outre, les infrastructures sont souvent financées par des capitaux d'emprunt importants. La disponibilité de ces capitaux et leur coût de traitement sont donc des facteurs clés.

Lorsqu'un Compartiment investit indirectement dans des infrastructures par le biais, par exemple, de titres de capital, d'obligations, de parts ou d'actions d'Organismes de placement collectif admissibles ou d'instruments financiers dérivés, le prix de ce type d'instrument risque d'être très volatile en fonction de sa structure et de la politique d'investissement appliquée.

Risque d'investissement lié aux matières premières

Lorsqu'un Compartiment investit indirectement dans des matières premières par le biais, par exemple, de titres de capital, d'obligations, de parts ou d'actions d'Organismes de placement collectif admissibles ou d'instruments financiers dérivés, les Actionnaires doivent noter que le prix des matières premières et le rendement des investissements sur ces marchés sont sensibles à divers facteurs tels que l'offre, la demande industrielle et des consommateurs, les taux d'intérêt, l'inflation, les tarifs douaniers et les conditions météorologiques.

Lorsqu'un Compartiment investit indirectement dans les marchés des matières premières par le biais de marchés d'instruments dérivés, les rendements d'investissement peuvent également être affectés par les différences entre le marché actuel et les prix à terme de chaque matière première ainsi que par les conditions spécifiques des contrats dérivés conclus.

Règlement européen sur les indices de référence

Le Règlement sur les indices de référence impose des obligations d'agrément ou d'enregistrement aux administrateurs d'indices de référence (tels que définis dans ledit Règlement). Ces exigences sont applicables depuis le 1^{er} janvier 2018, mais des dispositions transitoires peuvent être invoquées jusqu'au 1^{er} janvier 2020. Si nécessaire, des informations actualisées concernant l'agrément et

l'enregistrement de l'administrateur d'un indice de référence mentionné dans le présent Prospectus doivent être fournies au plus tard le 1^{er} janvier 2020.

Pour les Compartiments concernés, la Société travaille avec l'administrateur de l'indice de référence utilisé par le Compartiment pour confirmer que les administrateurs de référence sont enregistrés, ou ont l'intention de se faire enregistrer, dans le registre tenu par l'ESMA au titre du Règlement sur les indices de référence.

Conformément au Règlement sur les indices de référence, la Société doit établir et tenir à jour des plans écrits solides décrivant les mesures qu'elle prendrait si un indice de référence subissait des modifications substantielles ou cessait d'être fourni. De plus amples informations sont disponibles sur demande.

Risques généraux

Risques d'investissement

Rien ne peut garantir que le Compartiment atteindra son objectif d'investissement. Un investissement dans un Compartiment comporte des risques, dont la perte éventuelle du montant investi. Chaque Compartiment supporte le risque de défaillance de l'émetteur d'un titre. Le prix des Actions peut aussi bien diminuer qu'augmenter. Le rendement du capital et le revenu d'un Compartiment reposent sur l'appréciation du capital et sur le revenu issu des investissements qu'il détient, déduction faite des frais engagés. Par conséquent, le rendement d'un Compartiment peut être appelé à fluctuer en réponse à des changements dans cette appréciation de capital ou ce revenu. L'investissement n'est donc adapté qu'aux investisseurs qui sont en mesure de prendre de tels risques et d'adopter une approche d'investissement à long terme.

Risques de contrepartie et de règlement

Le Compartiment sera exposé à un risque de crédit vis-à-vis des parties avec lesquelles il effectue des opérations de négoce et peut supporter le risque de défaut de règlement.

Structure sous forme d'organisme de placement collectif en valeurs mobilières à compartiments et risque de responsabilité croisée

Chaque Compartiment sera chargé du paiement de ses frais et commissions, quel que soit son niveau de rentabilité. La Société est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières à compartiments avec responsabilité séparée entre les Compartiments. Au titre du droit irlandais, la Société dans son ensemble ne sera généralement pas tenue responsable à l'égard de tiers et il n'existera normalement pas de potentiel de responsabilité croisée entre les Compartiments. En dépit de ce qui précède, si une action est intentée à l'encontre de la Société par-devant les tribunaux d'une autre juridiction, rien ne garantit que la nature distincte des Compartiments sera nécessairement maintenue.

Dépendance envers le Gestionnaire d'investissement

La réussite d'un Compartiment dépend de la capacité du Gestionnaire d'investissement à affecter les actifs du Compartiment à diverses stratégies d'investissement. Elle dépend également de sa capacité à développer et mettre en œuvre des stratégies d'investissement qui permettent d'atteindre l'objectif d'investissement du Compartiment. Par exemple, l'incapacité du Gestionnaire d'investissement à couvrir efficacement une stratégie d'investissement qu'il utilise peut entraîner une baisse significative de la valeur des actifs d'un Compartiment ainsi que des pertes importantes pour ce Compartiment. De plus, les décisions subjectives prises par le Gestionnaire d'investissement peuvent exposer le Compartiment à des pertes financières ou d'opportunités de profit sur lesquelles il aurait autrement pu capitaliser.

Gestionnaire d'investissement - Risque de conflits d'intérêts

La Société peut consulter le Gestionnaire d'investissement pour l'évaluation : (i) d'investissements non cotés ou (ii) de titres cotés, échangés ou négociés sur un marché réglementé, mais dont les prix ne

sont pas disponibles ou représentatifs. Il existe un conflit d'intérêts inhérent entre l'implication du Gestionnaire d'investissement dans la détermination de la valeur des investissements d'un Compartiment et les autres responsabilités du Gestionnaire d'investissement.

Risques fiscaux

Les déclarations contenues dans ce Prospectus concernant l'imposition des Actionnaires, de la Société ou d'un Compartiment sont fondées sur la loi et notre compréhension de la pratique des Autorités fiscales à la date du présent Prospectus. Tout changement de statut fiscal de la Société ou d'un Compartiment ou toute évolution des normes comptables, de la législation fiscale, du régime fiscal ou de la pratique d'interprétation ou d'application de la législation fiscale applicable à la Société, au Compartiment ou aux actifs d'un Compartiment peut avoir une incidence sur la valeur des placements détenus par le Compartiment, sur la capacité du Compartiment à atteindre l'objectif déclaré, sur la capacité du Compartiment à verser des dividendes aux Actionnaires et/ou à modifier les rendements après impôt pour les Actionnaires. Une évolution de la législation peut avoir un effet rétroactif. Les informations figurant dans ce Prospectus ne sont données qu'à titre indicatif et ne sauraient remplacer les conseils d'un professionnel. Les Actionnaires éligibles à une exonération de retenue à la source au titre de la loi irlandaise sont tenus de fournir à la Société une déclaration confirmant ladite exonération. Il est conseillé aux investisseurs de consulter leurs propres conseillers fiscaux pour obtenir un avis adapté à leur situation personnelle et juger de la pertinence de cet investissement. Veuillez également vous reporter à la section intitulée « Fiscalité » aux pages 58 à 65 ci-dessous.

Rachats importants

Si un grand nombre d'actions d'un Compartiment devaient être rachetées au même moment ou à peu près au même moment, un Compartiment pourrait devoir vendre rapidement une grande partie de son portefeuille pour couvrir ces transactions, à un moment ou à des prix non choisis par le Gestionnaire d'investissement. Cela pourrait entraîner une réduction de la valeur d'un Compartiment et des prix obtenus pour les titres vendus par celui-ci. La valeur des titres d'un Compartiment peut également être affectée si d'autres fonds similaires se retrouvent dans la même situation. Un ajustement de dilution peut être mis en œuvre pour ces rachats afin de couvrir les frais de transaction. Conséquence de cette politique, les transactions inférieures effectuées les jours d'importantes sorties de capitaux se négocient à un prix qui inclut un ajustement de dilution supérieur, ce qui peut entraîner une augmentation des frais de transaction.

Suspension des transactions sur Actions

Il est rappelé aux investisseurs que, dans certaines circonstances, le droit de racheter les Actions peut être suspendu (voir section « Suspension temporaire de la cotation des Actions et des ventes et des rachats » à la page 52 ci-dessous).

Risques liés aux instruments dérivés

Les paragraphes suivants concernent les facteurs de risque importants et les questions concernant l'utilisation d'instruments dérivés que les investisseurs doivent connaître avant d'investir dans un Compartiment.

Risque de marché : il s'agit du risque général (associé à tous les investissements) d'impact négatif de la valeur d'un investissement particulier sur les intérêts d'un Compartiment.

Risque de gestion : les produits dérivés sont des instruments hautement spécialisés qui nécessitent des techniques d'investissement et des analyses de risque différentes de celles associées aux actions et obligations. L'utilisation d'un produit dérivé nécessite de comprendre aussi bien l'instrument sous-jacent que le dérivé lui-même et présente l'inconvénient de ne pas performer dans toutes les conditions de marché possibles. L'utilisation et la complexité des produits dérivés exigent notamment le maintien de contrôles appropriés pour surveiller les transactions conclues, la capacité à évaluer le risque supplémentaire que présente un dérivé pour le portefeuille d'un Compartiment et la capacité à prévoir correctement les évolutions de prix, de taux ou de change.

Risque de crédit de contrepartie : il s'agit du risque de perte auquel un Compartiment est exposé du fait du non-respect par l'autre partie à un instrument dérivé (généralement appelée « contrepartie ») des conditions du contrat sur produits dérivés. Le risque de crédit lié aux produits dérivés négociés en bourse ou de façon centralisée est généralement inférieur à celui des produits dérivés négociés de gré à gré, car la chambre de compensation, qui est la contrepartie à chaque produit dérivé négocié en bourse, offre une garantie à ses membres. Cette garantie est soutenue par un système de paiement quotidien (c'est-à-dire des exigences de marge) géré par la chambre de compensation afin de réduire le risque de crédit global. Il n'existe pas de garantie de chambre de compensation similaire pour les instruments dérivés négociés de gré à gré. Par conséquent, le Gestionnaire d'investissement tient compte de la solvabilité de chaque contrepartie à un produit dérivé négocié de gré à gré lors de l'évaluation du risque de crédit potentiel et gère les éventuels accords de soutien au crédit conclus par la Société pour un Compartiment.

Risque de liquidité : il existe un risque de liquidité lorsqu'un instrument particulier est difficile à acheter ou vendre. Si une transaction d'instrument dérivé est particulièrement importante ou si le marché concerné est non liquide (comme c'est le cas avec de nombreux instruments dérivés négociés de gré à gré), il peut ne pas être possible d'initier une transaction ou de liquider une position à un prix avantageux.

Risque d'effet de levier : de nombreux produits dérivés ont un effet de levier. Le prix des Actions d'un Compartiment qui a recours à des produits dérivés peut donc subir de plus fortes fluctuations (à la hausse comme à la baisse). De plus, les variations défavorables de la valeur ou du niveau du taux, de l'indice ou de l'actif sous-jacent peuvent entraîner une perte considérablement supérieure au montant investi dans le produit dérivé lui-même. Dans le cas des swaps, le risque de perte est généralement lié à un montant nominal principal, même si les parties n'ont effectué aucun investissement initial. Certains produits dérivés peuvent subir des pertes illimitées, quelle que soit la taille de l'investissement initial.

Autres risques : les autres risques liés à l'utilisation de produits dérivés comprennent le risque de mauvaise évaluation des produits dérivés. De nombreux produits dérivés, notamment ceux négociés de gré à gré, sont complexes et souvent évalués de manière subjective. S'ils sont mal évalués, ils peuvent entraîner une hausse des exigences de paiement en espèces pour les contreparties ou une perte de valeur pour un Compartiment. De plus, les produits dérivés ne suivent ou ne corrélient pas toujours parfaitement ou fortement la valeur des actifs, taux ou indices qu'ils doivent suivre. Par conséquent, le recours aux produits dérivés peut ne pas toujours être un moyen efficace d'atteindre l'objectif d'investissement d'un Compartiment et peut même parfois être contre-productif. Une fluctuation défavorable des prix dans une position de produit dérivé peut entraîner pour la Société la nécessité de payer en espèces une marge de variation, qui pourrait à son tour nécessiter, si la trésorerie disponible dans le portefeuille n'est pas suffisante, la vente des investissements d'un Compartiment à des conditions défavorables.

Risque de règlement : les Compartiments sont également exposés au risque de défaillance de l'une des bourses sur lesquelles les instruments financiers dérivés sont négociés ou de leurs chambres de compensation. Les pratiques de marché relatives au règlement des opérations sur titres et à la conservation des actifs pourraient accroître les risques.

Risque juridique : l'utilisation d'instruments financiers dérivés peut faire courir des risques juridiques susceptibles d'entraîner des pertes en raison de l'application inattendue d'une loi ou d'une réglementation, d'une mauvaise documentation des contrats ou de leur caractère non exécutoire.

Investissements dans d'autres organismes de placement collectif

Un Compartiment peut investir dans un ou plusieurs organismes de placement collectif, y compris des organismes gérés par le Gestionnaire d'investissement ou ses filiales. En tant qu'actionnaire d'un autre organisme de placement collectif, un Compartiment supporte, avec les autres Actionnaires, sa part au prorata des dépenses de l'autre organisme de placement collectif, y compris les frais de gestion et/ou autres. Ces frais viendront s'ajouter aux frais de gestion et autres que le Compartiment supporte directement dans le cadre de ses propres opérations. Le Compartiment sera chargé du paiement de ses frais et commissions, quel que soit son niveau de rentabilité.

Titres de qualité inférieure

Un Compartiment peut investir dans des titres dont la notation est inférieure à l'investment grade ou qui ne sont pas notés. Les investissements dans ce type de titres sont considérés comme exposés à un plus gros risque de paiement d'intérêts et de rendement de capital que les titres assortis d'une notation investment grade. Les investisseurs doivent donc évaluer les risques associés à un investissement dans ce type de Compartiment. Les titres de créance moins bien notés et non notés offrent généralement un rendement supérieur à celui des titres de qualité supérieure. Toutefois, les titres de créance moins bien notés et non notés impliquent des risques supérieurs et sont plus sensibles aux changements défavorables de la conjoncture économique générale et des secteurs dans lesquels les émetteurs sont engagés, ainsi qu'aux changements dans la situation financière des émetteurs et aux fluctuations des taux d'intérêt. De plus, le marché des titres de créance moins bien notés et non notés est généralement moins actif que celui des titres de qualité supérieure et la capacité d'un Compartiment à liquider ses participations en réponse aux changements économiques ou sur les marchés financiers peut être limitée par des facteurs tels qu'une publicité défavorable et les sentiments des investisseurs.

Les obligations ou autres titres de créance impliquent un risque de crédit pour l'émetteur qui peut être attesté par sa notation de crédit. Les titres qui sont subordonnés et/ou dont la notation de crédit est inférieure sont généralement considérés comme présentant un risque de crédit supérieur et de plus grandes chances de défaillance que les titres mieux notés. Cependant, l'exactitude des notations de crédit n'est absolument pas garantie. Si un émetteur d'obligations ou d'autres titres de créance dans lesquels les actifs d'un Compartiment sont investis est en défaut, devient insolvable ou rencontre des difficultés financières ou économiques, la valeur des titres concernés (qui peut être nulle) et les montants versés sur ces titres (qui peuvent être nuls) peuvent être affectés. En périodes d'instabilité financière, la solvabilité des émetteurs de titres de créance ou d'autres titres, y compris d'instruments financiers dérivés, peut être incertaine et les conditions du marché peuvent entraîner une hausse des cas de défaut chez les émetteurs. La Valeur liquidative par action peut, à son tour, s'en voir affectée.

La valeur d'un Compartiment peut être affectée si l'une des institutions financières auprès desquelles la trésorerie d'un Compartiment est investie ou déposée devient insolvable ou rencontre d'autres difficultés financières.

Il n'existe aucune certitude quant à la solvabilité des émetteurs de titres de créance. L'instabilité des marchés peut entraîner une augmentation des cas de défaillance chez les émetteurs.

Risques politiques

Les performances d'un Compartiment peuvent être affectées par des changements dans les conditions économiques et de marché, des incertitudes telles que des évolutions politiques, un conflit militaire ou des troubles civils, des modifications dans les politiques gouvernementales, des crédits gouvernementaux, l'imposition de restrictions sur le transfert des capitaux ou encore des exigences légales, réglementaires et fiscales.

Évaluation du risque d'investissement

Rien ne garantit que les notations de chaque agence de notation continueront d'être calculées et publiées sur la base décrite dans le présent Prospectus ou qu'elles ne seront pas largement modifiées. Les performances passées d'une agence de notation ne constituent pas nécessairement une indication de performances futures.

Fonds négociés en bourse (« ETF »)

Un Compartiment peut investir dans des ETF, qui sont des actions de fonds communs de placement ou de fonds d'investissement à capital variable cotés en bourse, dont l'objectif est de répliquer le rendement et le rendement boursier de certains indices ou sociétés dans des secteurs connexes. Toutefois, les actionnaires d'ETF sont généralement soumis au même risque que les porteurs des titres sous-jacents qu'ils sont censés suivre. Les ETF sont également assujettis à certains risques supplémentaires, dont le risque que leurs prix ne correspondent pas parfaitement aux fluctuations des

cours des titres sous-jacents qu'ils sont censés suivre et le risque de négociation en cas d'arrêt d'un ETF en raison des conditions de marché ou d'autres raisons, en fonction des politiques de la bourse sur laquelle l'ETF est négocié. En outre, un Compartiment peut supporter, avec les autres actionnaires d'un ETF, sa part au *pro rata* des dépenses de l'ETF, y compris les frais de gestion. Par conséquent, en plus de supporter leur quote-part d'un Compartiment et les dépenses d'un Compartiment, les Actionnaires peuvent également supporter indirectement les dépenses similaires d'un ETF, ce qui peut avoir un effet défavorable important sur le rendement d'un Compartiment.

Titres à faible capitalisation

Un Compartiment peut investir dans des petites sociétés moins expérimentées. Les titres de sociétés à faible capitalisation peuvent présenter des risques d'investissement plus importants, car ces sociétés peuvent avoir des gammes de produits, des canaux de distribution et des ressources financières et de gestion limités. En outre, les informations accessibles au public concernant ces entreprises sont souvent moins nombreuses que pour les grandes entreprises mieux établies. Les titres de capital de ces sociétés peuvent ne pas être négociés dans les mêmes volumes que les sociétés à moyenne et grande capitalisation cotées sur une grande bourse et peuvent être moins liquides que celles des sociétés à grande capitalisation. En raison de la nature moins liquide des sociétés à petite capitalisation, un Compartiment peut être amené à céder ces titres sur une période plus longue (et potentiellement moins favorable) que celle requise pour céder des titres de sociétés plus grandes et mieux établies.

Ajustement de dilution

Un ajustement de dilution peut être appliqué à la Valeur liquidative par action en présence de souscriptions ou rachats nets pour couvrir les coûts de négociation associés (également appelé « prix unique variable »). Si un investisseur achète des Actions lorsqu'un Compartiment est en pleine expansion et vend alors qu'un Compartiment est en train de conclure un contrat, cela peut avoir un effet négatif sur le rendement de son investissement.

Le niveau de l'ajustement de dilution est fixé par le Gestionnaire d'investissement en fonction des conditions de marché prédominantes. Lorsque la liquidité est restreinte et la négociation de nombreuses actions du portefeuille entraîne une fluctuation importante des prix, le Gestionnaire d'investissement peut ajuster le niveau de l'ajustement de dilution pour protéger les intérêts des investisseurs actuels dans un Compartiment. La nécessité d'un ajustement peut dépendre des entrées et sorties nettes de capitaux d'un Compartiment et des conditions de marché sous-jacentes un même jour. Il n'est donc pas possible de prédire quand effectuer un ajustement.

Conséquence de cette politique, les transactions inférieures réalisées les jours d'importantes entrées et sorties de capitaux se négocient à un prix qui inclut un ajustement de dilution supérieur, ce qui peut entraîner une augmentation des frais de transaction.

Risques de conservation

Les pratiques de marché relatives au règlement des opérations sur titres et à la conservation des actifs pourraient accroître les risques. Comme un Compartiment peut investir sur des marchés où les systèmes de garde et/ou de règlement ne sont pas pleinement développés, ses actifs qui sont négociés sur ces marchés et qui ont été confiés à des sous-dépositaires, lorsque le recours à de tels sous-dépositaires est nécessaire, peuvent être exposés à des risques à l'égard desquels le Dépositaire n'assumera aucune responsabilité.

La Société est exposée à un certain nombre de risques liés à l'insolvabilité du Dépositaire. La Société est exposée à des risques similaires en cas d'insolvabilité d'un sous-dépositaire auprès duquel elle détient des titres pertinents ou d'une banque tierce dans laquelle elle détient l'argent d'un client. En outre, la Société est exposée au risque que les liquidités détenues par le Dépositaire ne soient pas conformes aux exigences contractuelles.

Crise de la zone euro

Certains Compartiments peuvent détenir des investissements cotés ou négociés sur des marchés réglementés au sein de la zone euro. La Société et les Compartiments ne seront en aucun cas tenus responsables en cas d'événement économique et/ou financier concernant l'euro ou la zone euro susceptible d'affecter les objectifs d'investissement, la valeur des Actions et/ou la performance d'un Compartiment.

Risque de sécurité des informations

Comme pour les autres entreprises, l'utilisation d'Internet et d'autres médias et technologies électroniques expose la Société, les prestataires de la Société et leurs opérations respectives à des risques potentiels d'attaques ou d'incidents de sécurité des informations (ci-après dénommés collectivement « cyber-événements »). Les cyber-événements peuvent inclure, par exemple, un accès non autorisé à des systèmes, réseaux ou dispositifs (par piratage par exemple), une infection par des virus informatiques ou d'autres codes malveillants et des attaques qui arrêtent, désactivent, ralentissent ou perturbent d'une quelconque autre façon les opérations, les processus d'affaires, l'accès à un site Web ou la fonctionnalité d'un site Web. Outre les cyber-événements intentionnels, des cyber-événements involontaires peuvent survenir, comme la divulgation par inadvertance d'informations confidentielles. Les cyber-événements peuvent avoir un effet négatif sur la Société et les Actionnaires et entraîner des pertes et charges financières pour le Compartiment, ainsi que des pénalités réglementaires, une atteinte à sa réputation et des coûts supplémentaires de mise en conformité associés aux mesures correctives qui s'imposent. Les cyber-événements peuvent entraîner pour la Société, un Compartiment ou les prestataires de la Société des pertes de données confidentielles, une altération des données, une perte de capacité opérationnelle (perte de la capacité à traiter des transactions, à calculer la Valeur liquidative d'un Compartiment ou à permettre aux Actionnaires de faire des transactions) et/ou de non-respect des lois applicables en matière de confidentialité et autres. Parmi les autres effets potentiellement dangereux, les cyber-événements peuvent également entraîner des vols, une surveillance non autorisée et la défaillance des infrastructures physiques ou des systèmes d'exploitation qui gèrent la Société et ses prestataires. En outre, les cyber-événements affectant les émetteurs dans lesquels un Compartiment investit peuvent entraîner une perte de valeur pour ses investissements.

Règlement sur l'infrastructure du marché européen

Un Compartiment peut conclure des contrats d'instruments dérivés de gré à gré. L'EMIR établit certaines exigences pour les contrats d'instruments dérivés de gré à gré, y compris des obligations de compensation obligatoire, des exigences de gestion bilatérale des risques et des exigences de déclaration.

Les implications possibles de l'EMIR pour les Compartiments comprennent, sans toutefois s'y restreindre :

1. une obligation de compensation : certaines opérations sur instruments dérivés de gré à gré normalisés sont soumises à une obligation de compensation par une contrepartie centrale (une « CPC »). La compensation d'instruments dérivés par une CPC peut entraîner des coûts supplémentaires et des conditions moins favorables qu'en l'absence d'obligation de compensation centralisée ;
2. des techniques d'atténuation des risques : pour les instruments dérivés de gré à gré qui ne sont pas soumis à une compensation centrale, les Compartiments doivent mettre en place des techniques d'atténuation des risques, comprenant la constitution de garanties pour tous les instruments dérivés de gré à gré. Ces techniques peuvent augmenter le coût que les Compartiments devront dépenser pour poursuivre leur stratégie d'investissement (ou couvrir les risques en découlant) ; et
3. un risque de sanction par la Banque centrale en cas de non-respect des obligations au titre de l'EMIR.

Risques associés aux Comptes de recouvrement global

Les Comptes de recouvrement global fonctionneront à l'égard de la Société plutôt que d'un Compartiment concerné et la séparation entre les deniers des Actionnaires et le passif des Compartiments autres que le Compartiment concerné auxquels les deniers des Actionnaires se rapportent dépend, entre autres, d'un enregistrement adapté de l'actif et du passif des Compartiments individuels par et pour le compte de la Société.

En cas d'insolvabilité d'un Compartiment, rien ne garantit que le Compartiment possède des fonds suffisants pour rembourser intégralement les créanciers non garantis (y compris les investisseurs ayant droit aux deniers des Actionnaires).

Les montants attribuables à d'autres Compartiments de la Société seront également détenus dans un Compte de recouvrement global. En cas d'insolvabilité d'un Compartiment (« Compartiment insolvable »), le recouvrement de tous les montants auxquels d'autres Compartiments ont droit (« Compartiment bénéficiaire »), mais qui sont susceptibles d'avoir été transférés au Compartiment insolvable suite à une opération du Compte de recouvrement global, sera soumis au droit applicable et aux procédures opérationnelles du Compte de recouvrement global. Le recouvrement desdits montants peut faire l'objet de retards et/ou de litiges et il est possible que le Compartiment insolvable ne possède pas les fonds nécessaires pour rembourser les sommes dues au Compartiment bénéficiaire.

Aucun intérêt n'est censé être versé sur les montants détenus dans un Compte de recouvrement global. Tous intérêts acquis sur les fonds d'un Compte de recouvrement global seront au profit du Compartiment concerné et seront attribués au Compartiment sur une base périodique au profit des Actionnaires au moment de leur répartition.

Les recommandations de la Banque centrale concernant les comptes de recouvrement global sont récentes et peuvent faire l'objet de modifications et de clarifications supplémentaires.

FRAIS ET DÉPENSES

Chaque Compartiment doit payer l'ensemble de ses dépenses et l'intégralité de sa quote-part des dépenses engagées par la Société. Ces dépenses peuvent inclure les coûts suivants : (i) frais de maintenance de la Société et du Compartiment concerné et d'enregistrement de la Société, du Compartiment concerné et des Actions auprès de toute autorité gouvernementale ou réglementaire ou d'une bourse ; (ii) frais de gestion, d'administration, de garde, de mise en conformité et de services connexes ; (iii) frais de préparation, d'impression et d'affichage des prospectus, de la documentation commerciale et des rapports aux Actionnaires, à la Banque centrale et à d'autres agences gouvernementales ; (iv) frais marketing ; (v) taxes ; (vi) commissions et frais de courtage ; (vii) dépenses engagées dans le cadre de l'acquisition et de la cession des actifs de la Société ; (viii) frais d'audit, fiscaux, de mise en conformité et juridiques (y compris les frais liés aux procédures judiciaires ou administratives) ; (ix) primes d'assurance ; (x) honoraires et frais des agents payeurs, représentants locaux et agents similaires, facturés à des taux négociés dans des conditions de concurrence normale ; (xi) frais d'inscription, s'il y a lieu et (xii) autres charges d'exploitation. Afin de lever toute ambiguïté, tous les frais et commissions mentionnés dans cette section du Prospectus excluent la TVA ou toutes autres taxes sur les ventes similaires qui pourraient être dues.

Lorsque la Société investit dans un autre organisme de placement collectif géré par le Gestionnaire d'investissement ou ses filiales, l'organisme de placement collectif sous-jacent renonce aux frais de souscription, de conversion ou de rachat qu'il facture normalement. Si le Gestionnaire d'investissement ou ses filiales perçoivent une commission au titre d'un investissement réalisé par un Compartiment dans un organisme de placement collectif sous-jacent, cette commission doit être versée à l'actif d'un Compartiment. Si un fonds nourricier perçoit une commission au titre d'un investissement réalisé par un Compartiment dans un fonds maître et les deux sont gérés par le Gestionnaire d'investissement ou ses filiales, cette commission doit être versée à l'actif du fonds nourricier.

La Société remboursera aux Administrateurs, au Dépositaire, à l'Agent administratif et au Gestionnaire d'investissement tous les frais et débours raisonnables engagés par eux, le cas échéant.

Toutes les dépenses liées à la création de la Société et de chaque Compartiment ont été assumées par le Gestionnaire d'investissement.

Les statuts prévoient que les Administrateurs peuvent prétendre à une commission à titre de rémunération pour leurs services, à un taux que ces derniers déterminent ponctuellement. Les employés, partenaires et dirigeants du Gestionnaire d'investissement et de ses filiales ne peuvent prétendre à aucun jeton de présence.

Commission de gestion financière

En vertu du Contrat de gestion financière, la Société doit verser au Gestionnaire d'investissement des frais de gestion et de distribution au taux annuel global applicable au Compartiment tel qu'indiqué ci-après.

Le Gestionnaire d'investissement peut renoncer aux frais de gestion et de distribution de n'importe quelle Catégorie d'Actions, ou les réduire, pour certains Actionnaires à sa seule discrétion. La commission de gestion financière doit être calculée et cumulée quotidiennement et payée trimestriellement à terme échu. En outre, le Gestionnaire d'investissement pourra prétendre au remboursement des frais et débours raisonnables qu'il aura engagés.

Baillie Gifford Worldwide Japanese Fund

Catégorie A	:	1,5 % de la Valeur liquidative
Catégorie B	:	0,6 % de la Valeur liquidative
Catégorie C**	:	Néant

** Les Actions de Catégorie C sont réservées aux personnes auxquelles le Gestionnaire d'investissement, les associés du Gestionnaire d'investissement ou les personnes auxquelles le Gestionnaire d'investissement ou l'un de ses associés fournit des services au titre d'un contrat de gestion d'investissement ou autre.

Commission de l'Agent administratif

L'Agent administratif est en droit de recevoir une commission d'administration prélevée sur les actifs de chaque Compartiment, provisionnée quotidiennement et payable tous les mois à terme échu, qui correspond à 0,04 % maximum par an de la Valeur liquidative de chaque Compartiment.

Commission de Dépositaire

Le Dépositaire est en droit de recevoir une commission de fiduciaire prélevée sur les actifs de chaque Compartiment, provisionnée quotidiennement et payable tous les mois à terme échu, qui correspond à 0,015 % maximum par an de la Valeur liquidative de chaque Compartiment.

Le Dépositaire recevra également de chaque Compartiment des frais de garde pouvant atteindre 0,5 % de la valeur des actifs détenus, en fonction du marché concerné et à condition que la commission de garde globale ne dépasse pas 0,5 % de la Valeur liquidative de chaque Compartiment. Ces commissions seront provisionnées quotidiennement et payées tous les mois à terme échu. Le Dépositaire sera également en droit de recevoir des frais de transaction, et tous les frais de sous-dépositaire seront recouvrés par le Dépositaire auprès de la Société au fur et à mesure qu'ils seront encourus par le sous-dépositaire concerné. Tous ces frais doivent être à des taux négociés dans des conditions de concurrence normale. Le Dépositaire peut également prétendre au remboursement de tous les débours raisonnables et raisonnablement encourus au profit de la Société.

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

Détermination de la Valeur liquidative

L'Agent administratif déterminera la Valeur liquidative par Action de chaque catégorie, chaque Jour de négociation au Point d'évaluation, de la manière indiquée ci-dessous et conformément aux Statuts.

La Valeur liquidative par Action d'un Compartiment sera la valeur de l'actif brut attribuable à ce Compartiment, déduction faite de tous les passifs attribuables à ce Compartiment (y compris les provisions que l'Agent administrateur estime appropriées pour les coûts et dépenses payables dans le cadre de ce Compartiment) divisés par le nombre d'Actions de ce Compartiment en circulation au Jour de négociation. Le passif de la Société qui n'est attribuable à aucun Compartiment doit être réparti entre tous les Compartiments au prorata de la Valeur liquidative relative des Compartiments.

La Valeur liquidative de chaque catégorie sera déterminée en calculant le montant de la Valeur liquidative attribuable à chaque catégorie. Le montant de la Valeur liquidative d'un Compartiment attribuable à une catégorie sera déterminé en établissant la proportion des actifs de la catégorie lors du dernier calcul de la Valeur liquidative ou à la clôture de la Période d'offre initiale dans le cas d'une offre initiale pour une catégorie, corrigée pour tenir compte des ordres de souscription (après déduction des ordres de rachat), en allouant les frais de Catégorie concernés (tels que définis ci-dessous) et les commissions à la catégorie, en procédant à des ajustements appropriés pour tenir compte des distributions versées, le cas échéant, et en répartissant la Valeur liquidative en conséquence. La Valeur liquidative par Action d'une catégorie sera calculée en divisant la Valeur liquidative de la catégorie par le nombre d'Actions en circulation dans cette catégorie. Les frais, commissions ou charges non imputables à une catégorie particulière peuvent être répartis entre les catégories en fonction de leur Valeur liquidative respective ou de toute autre base raisonnable approuvée par le Dépositaire en tenant compte de la nature desdits frais, commissions et charges. Les commissions et Frais de Catégorie liés spécifiquement à une catégorie seront facturés à cette dernière. Si les cours sont libellés dans une devise autre que la Devise de référence, les frais de change seront assumés par cette catégorie.

L'expression « Frais de Catégorie » désigne les frais d'enregistrement d'une catégorie dans une juridiction ou sur une bourse, un marché réglementé ou un système de règlement quels qu'ils soient, et toutes les autres dépenses résultant d'un tel enregistrement ainsi que toutes les autres dépenses de quelque nature que ce soit susceptibles d'être divulguées dans le Prospectus. Les frais de change et les coûts et gains/pertes des opérations de couverture spécifiques à la catégorie (le cas échéant) sont supportés uniquement par la catégorie concernée.

La Valeur liquidative par Action sera arrondie à la hausse ou à la baisse à quatre décimales près.

Lors de la détermination de la valeur des actifs d'un Compartiment, chaque investissement évalué, coté ou négocié sur un Marché réglementé pour lequel des cotations de marché sont facilement disponibles sera évalué au dernier prix négocié sur ledit Marché réglementé au Point d'évaluation du Jour de négociation concerné, à condition que la valeur de l'investissement évalué, coté ou négocié sur un Marché réglementé, mais acquis ou négocié au-dessus ou en dessous de leur valeur en bourse, puisse être évaluée en tenant compte du niveau de prime ou décote à la date d'évaluation de l'investissement. Le Dépositaire doit s'assurer que l'adoption d'une telle procédure est justifiable dans le cadre de l'établissement de la valeur de réalisation probable du titre. Si l'investissement est normalement évalué, coté ou négocié sur ou selon les règles de plusieurs Marchés réglementés, le Marché réglementé pertinent sera celui qui constitue le marché principal de l'investissement. Si les prix d'un investissement évalué, coté ou négocié sur le Marché réglementé pertinent ne sont pas disponibles au bon moment ou ne sont pas représentatifs, cet investissement sera évalué à une valeur qui sera certifiée avec soin et de bonne foi comme valeur de réalisation probable de l'investissement par un professionnel compétent nommé par les Administrateurs et approuvé à cette fin par le Dépositaire, qui peut être le Gestionnaire d'investissement. Ni le Gestionnaire d'investissement ni l'Agent administrateur ne seront tenus responsables s'il est prouvé qu'un prix raisonnablement supposé par eux comme étant le dernier prix alors disponible ne l'est finalement pas.

Les parts ou actions d'organismes de placement collectif qui ne sont pas évaluées conformément aux dispositions ci-dessus seront évaluées sur la base de la dernière valeur liquidative disponible par part/action publiée par l'organisme de placement collectif.

Les dépôts en espèces et les investissements similaires sont évalués à leur valeur nominale, majorée des intérêts courus, sauf si les Administrateurs estiment qu'un ajustement devrait être réalisé pour refléter leur juste valeur.

Les instruments dérivés négociés en bourse seront évalués au prix de règlement applicable sur la bourse applicable, à condition que, si le prix de règlement d'un instrument dérivé négocié en bourse n'est pas disponible, la valeur de cet instrument soit la valeur de réalisation probable estimée avec soin et de bonne foi par une personne compétente nommée par les Administrateurs et approuvée à cette fin par le Dépositaire, qui peut être le Gestionnaire d'investissement. La contrepartie aux instruments dérivés non négociés en bourse doit être prête à évaluer le contrat, au moins une fois par mois, et à clôturer la transaction en juste valeur à la demande de la Société. La Société peut choisir d'évaluer les produits dérivés négociés de gré à gré en utilisant soit l'évaluation de la contrepartie soit une autre évaluation, telle qu'une évaluation calculée par la Société ou par un agent de cotation indépendant. La Société doit évaluer quotidiennement les produits dérivés négociés de gré à gré. Lorsque la Société utilise une autre évaluation pour évaluer des produits dérivés négociés de gré à gré, elle doit suivre les meilleures pratiques internationales et adhérer aux principes de valorisation des instruments de gré à gré mis en place par des organismes tels que l'IOSCO et l'AIMA. L'autre évaluation est celle fournie par une personne compétente nommée par les Administrateurs et approuvée à cette fin par le Dépositaire ou une évaluation par tout autre moyen, à condition que la valeur soit approuvée par le Dépositaire. L'autre évaluation sera rapprochée une fois par mois de celle de la contrepartie. Si des différences importantes sont relevées, elles feront immédiatement l'objet de recherches et seront expliquées. Lorsque la Société évalue des produits dérivés négociés de gré à gré en utilisant l'évaluation de la contrepartie, l'évaluation doit être approuvée ou vérifiée par une partie approuvée à cette fin par le Dépositaire et indépendante de la contrepartie. La vérification indépendante doit être effectuée au moins une fois par semaine. Les contrats de change à terme seront évalués par référence à des cotations de marché librement disponibles à la fermeture des bureaux le Jour de négociation.

Les Compartiments peuvent appliquer une méthode d'évaluation du coût amorti à des instruments très bien notés dont l'échéance résiduelle n'excède pas 3 mois. La méthode d'évaluation du coût amorti ne peut être utilisée que pour les Compartiments répondant aux exigences de la Banque centrale pour les SICAV monétaires et pour lesquels un examen de l'évaluation du coût amorti par rapport à l'évaluation du marché sera effectué conformément aux directives de la Banque centrale.

Les Administrateurs, avec l'approbation du Dépositaire, peuvent ajuster la Valeur liquidative par Action lorsqu'un tel ajustement est jugé nécessaire pour refléter la juste valeur eu égard à la devise, à la négociabilité, aux frais de négociation et/ou à d'autres considérations jugées pertinentes.

S'il est impossible ou incorrect d'évaluer un investissement spécifique conformément aux règles d'évaluation énoncées ci-dessus ou si cette valorisation n'est pas représentative de la juste valeur de réalisation d'un actif, une personne compétente désignée par les Administrateurs et approuvée à cette fin par le Dépositaire est en droit d'utiliser toute autre méthode d'évaluation généralement reconnue pour parvenir à une évaluation correcte de cet instrument spécifique, à condition que ladite méthode ait été approuvée par le Dépositaire.

Souscription d'Actions

Les souscripteurs doivent confirmer que les Actions ne sont pas acquises directement ou indirectement par un ressortissant des États-Unis (« U.S. Person ») ou pour son compte ou pour celui de toute personne résidant dans un autre pays qui ne serait pas autorisée à acquérir des Actions et que l'investisseur ne vendra, ni ne cèdera ou transfèrera lesdites Actions, directement ou indirectement, à un ressortissant des États-Unis ou sur le territoire des États-Unis ou à toute personne résidant dans ledit pays à laquelle la loi interdit de faire cette offre ou démarchage. Veuillez consulter le chapitre intitulé « Restrictions de vente » sur les pages vii et viii pour obtenir plus d'informations.

Les bulletins de souscription d'actions sont disponibles auprès de l'Agent administratif. Les investisseurs éligibles qui ont envoyé le bulletin de souscription complété et fourni un justificatif d'identité valable à l'Agent administratif avant l'Heure limite d'acceptation des ordres pourront acheter des Actions.

Une fois que la demande de souscription a été reçue par l'Agent administratif, elle est irrévocable et contraignante pour l'investisseur. Une demande de souscription ne peut être annulée ou rectifiée qu'avec l'accord de la Société après la réception d'une demande écrite d'annulation ou modification de l'investisseur avant l'Heure limite d'acceptation des ordres. Toute demande de souscription reçue par l'Agent administratif après l'Heure limite d'acceptation des ordres sera mise en attente et traitée le Jour de négociation suivant. La Société peut toutefois dans des circonstances exceptionnelles (lesquelles sont déterminées par les Administrateurs) décider d'accepter une demande de souscription reçue par l'Agent administratif après l'Heure limite d'acceptation des ordres, mais avant l'Heure d'évaluation.

Avant de souscrire des Actions, un investisseur devra compléter une déclaration (incluse dans le bulletin de souscription) concernant sa résidence ou son statut fiscal sous la forme exigée par le Revenu Commissioners.

Les souscriptions initiales peuvent être effectuées au moyen d'un bulletin de souscription original signé ou un bulletin envoyé par fax. En cas d'envoi par fax du bulletin, le bulletin de souscription original signé et l'ensemble des pièces justificatives concernant la lutte contre le blanchiment d'argent doivent être reçus immédiatement. Aucune autre souscription, aucune cession d'Actions ni aucun paiement au titre d'un rachat ne pourra être effectué tant que le bulletin original et l'ensemble des documents concernant la lutte contre le blanchiment d'argent n'auront pas été transmis par l'investisseur et que toutes les procédures contre le blanchiment d'argent n'auront pas été appliquées à la satisfaction de la Société et de ses délégués.

Les souscriptions d'Actions doivent être effectuées dans la devise désignée de la Catégorie. Toutefois, dans certaines circonstances exceptionnelles et avec l'accord préalable de l'Agent administratif et la Société, les souscriptions peuvent être effectuées dans une devise qui n'est pas la devise désignée de la Catégorie, mais elles seront converties dans la devise désignée de la Catégorie au taux de change disponible à l'Agent administratif et les frais de conversion seront déduits des fonds des souscriptions qui seront ensuite investis en Actions.

Les investisseurs doivent transmettre des fonds compensés représentant les droits de souscription par virement sur les comptes indiqués sur le bulletin de souscription de sorte que les fonds soient crédités sur le compte de la Société à la Date de règlement correspondante avant 10h. Dans certaines circonstances, la Société peut juger bon d'exiger que les fonds compensés représentant les fonds des souscriptions soient crédités sur le compte de la Société par l'Agent administratif avant l'Heure limite d'acceptation des ordres. Dans les cas où les fonds compensés doivent être payés avant l'Heure limite d'acceptation des ordres, la Société en informera les investisseurs. Si le paiement d'une souscription n'est pas reçu à 10h à la Date de règlement (ou l'Heure limite d'acceptation des ordres, selon les cas), les actions émises peuvent être annulées ou des intérêts peuvent être facturés à l'investisseur sur les fonds correspondant aux souscriptions aux taux commerciaux en vigueur. En complétant le bulletin de souscription, les investisseurs assument la pleine responsabilité et s'engagent à indemniser et à dégager de toute responsabilité la Société, le Gestionnaire financier, l'Agent administratif et le Dépositaire (individuellement, une « Partie du Compartiment ») sur demande concernant toute procédure, plainte, réclamation, dette, préjudice, perte, frais, coûts et dépense directement ou indirectement subi ou encouru par chaque Partie du Compartiment si : (a) les fonds compensés ne sont pas reçus sur le compte de la Société par l'Agent administratif à 10h à la Date de règlement (ou l'Heure limite d'acceptation des ordres, selon les cas) ; et/ou (b) les fonds compensés reçus sur le compte de la Société par l'Agent administratif à 10h à la Date de règlement (ou l'Heure limite d'acceptation des ordres, selon les cas) sont inférieurs aux fonds compensés requis conformément aux instructions de la Société ou de son agent. Si la Société ne peut pas recouvrer ces montants auprès de l'investisseur défaillant, le Compartiment concerné peut subir des pertes ou s'acquitter de frais en attendant la réception desdits montants, dont le Compartiment et ses actionnaires peuvent être redevables.

La Société peut émettre des actions fractionnées arrondies au millième près. Les fractions d'actions ne conféreront aucun droit de vote.

La Société se réserve le droit de refuser toute demande de souscription.

Les Actions peuvent être souscrites au cas par cas par transfert *in specie* avec l'accord du Gestionnaire financier et avec celui du Dépositaire. Ce dernier doit s'assurer que les actionnaires existants de la Société ne pourraient subir aucun préjudice. Le cas échéant, la Société émettra des actions en échange des investissements que la Société peut acquérir conformément à ses objectifs, politiques et restrictions d'investissement et peut détenir ou vendre, céder ou convertir ces titres en numéraire. Aucune Action ne sera émise tant que les investissements ne seront pas acquis par le Dépositaire ou son mandataire. La valeur des Actions émises sera calculée sur la même base que celle des Actions émises contre du numéraire.

Procédures en matière de lutte contre le blanchiment d'argent

L'Agent administratif se réserve le droit, en concertation avec le responsable de la lutte contre le blanchiment d'argent de la Société, de refuser toute demande de souscription d'Actions ou de demander un complément d'informations ou des justificatifs d'identité à un souscripteur, repreneur d'Actions ou un Actionnaire. Lorsqu'une demande de souscription ou une souscription supplémentaire est rejetée, les fonds seront remboursés sans intérêts au souscripteur. Il est entendu que la Société, le Gestionnaire financier et l'Agent administratif seront dégagés de toute responsabilité par le souscripteur, repreneur ou Actionnaire (selon les cas) en cas de perte découlant du non-traitement d'une première demande de souscription, une nouvelle demande de souscription, cession d'Actions ou demande de rachat si les informations demandées par l'Agent administratif n'ont pas été fournies.

Les mesures visant à lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme peuvent imposer à un souscripteur ou repreneur d'Actions ou un Actionnaire de fournir des justificatifs d'identité à l'Agent administratif (que ce soit les concernant ou concernant des personnes qui leur sont liées). L'Agent administratif informera les souscripteurs, les repreneurs et les Actionnaires si un autre justificatif d'identité est requis. Lorsque des documents sont fournis, l'ensemble des documents sont envoyés au risque du souscripteur, du repreneur ou de l'Actionnaire et la responsabilité de la Société, du Gestionnaire financier et de l'Agent administratif ne peut être engagée en cas de perte d'un document. À titre d'exemple, un individu peut être tenu de fournir la copie d'un passeport ou d'une carte d'identité ainsi qu'un justificatif de domicile, comme une facture d'électricité ou un relevé de compte. Les entreprises devront, quant à elles, fournir une copie certifiée conforme de l'attestation d'immatriculation (et d'un éventuel changement de la raison sociale), du règlement intérieur, de l'acte constitutif et des statuts (ou équivalent) et les noms, les dates de naissance et les adresses de tous les administrateurs et propriétaires. L'Agent administratif peut avoir recours à des services de vérification électroniques qui peuvent garder une trace écrite de ces vérifications, afin de satisfaire les exigences en matière de lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent.

Les premières demandes de souscription, les demandes ultérieures et les transferts d'actions ne peuvent être acceptés ni traités et les produits des rachats et les paiements des distributions ne peuvent pas être débloqués tant que le bulletin de souscription original signé et l'ensemble des documents requis en lien avec les obligations de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme n'ont pas été reçus par l'Agent administratif et que toutes les procédures en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme n'ont pas été dûment respectées. Chaque Actionnaire doit informer l'Agent administratif par écrit de toute modification des informations contenues dans le bulletin de souscription ou qui l'accompagnent et lui fournir les documents supplémentaires concernant ladite modification qu'il pourrait demander.

Souscriptions ultérieures

Les souscriptions ultérieures (celles qui font suite à une première souscription d'Actions d'un Compartiment) peuvent être effectuées en envoyant un bulletin de souscription à l'Agent administratif avant l'Heure limite d'acceptation des ordres par écrit, par fax ou par tout autre moyen, par exemple, par voie électronique, conformément aux exigences de la Banque centrale. Les demandes de souscription reçues après l'Heure limite d'acceptation des ordres seront traitées le Jour de négociation suivant. La Société peut toutefois dans des circonstances exceptionnelles (lesquelles sont déterminées

par les Administrateurs) décider d'accepter une demande de souscription reçue par l'Agent administratif après l'Heure limite d'acceptation des ordres, mais avant l'Heure d'évaluation.

Les demandes de souscription électroniques ou envoyées par fax peuvent être traitées sans imposer l'obligation de transmettre les originaux.

Les modifications des données d'inscription d'un Actionnaire et des instructions de paiement ne seront effectuées qu'après la réception des documents originaux.

Prix de souscription

Pendant la Période d'offre initiale, le prix de souscription initial par Action de chaque Compartiment sera le Prix d'Offre initial. Après la clôture de la Période d'Offre initiale, le prix de souscription par Action sera la Valeur liquidative par Action déterminée au cours d'un Jour de négociation. Généralement, la Période d'Offre initiale d'une Catégorie d'Actions prend fin à la réception de la souscription initiale par la Société.

Les actions seront émises à la Valeur liquidative par Action telle que déterminée le Jour de négociation lors duquel l'Action est réputée émise.

Confirmations écrites de la propriété

L'Agent administratif sera responsable de la gestion du registre des actionnaires de la Société dans lequel toutes les émissions, les rachats, les conversions et les transferts d'Actions seront consignés. Des confirmations écrites de propriété seront délivrées pour les Actions. Les actions seront nominatives. L'Agent administratif ne délivrera aucun certificat pour les Actions. Une Action peut être enregistrée sous un seul nom ou sous jusqu'à quatre noms. Le registre des Actionnaires sera disponible en libre consultation au siège social de la Société aux heures ouvrées habituelles durant lesquelles un Actionnaire ne peut vérifier sa présence sur le registre.

Demandes de rachat

Les actions peuvent être rachetées un Jour de négociation en envoyant un bulletin de rachat signé à l'Agent administratif avant l'Heure limite d'acceptation des ordres. La demande de rachat peut être effectuée par courrier, par fax ou par tout autre moyen, par exemple, par voie électronique, conformément aux exigences de la Banque centrale.

S'agissant des demandes de rachat, le paiement ne sera effectué que sur le compte enregistré.

Les demandes de rachat reçues après l'Heure limite d'acceptation des ordres seront traitées le jour de négociation suivant. La Société peut toutefois dans des circonstances exceptionnelles (lesquelles sont déterminées par les Administrateurs) décider d'accepter une demande de rachat reçue par l'Agent administratif après l'Heure limite d'acceptation des ordres, mais avant l'Heure d'évaluation.

Si les demandes de rachat lors d'un Jour de négociation dépassent 10 % de la Valeur liquidative d'un Compartiment, la Société peut reporter les demandes de rachat excédentaires aux Jours de négociation suivants et rachètera les Actions au prorata. Les demandes de rachat reportées seront traitées en priorité par rapport aux demandes reçues au cours des Jours de négociation ultérieurs, conformément à la section intitulée « Suspension temporaire de la cotation des actions et des ventes et des rachats » ci-dessous.

Prix de rachat

Les actions seront rachetées à la Valeur liquidative par Action déterminée le Jour de négociation lors duquel l'Action est réputée rachetée. La Société peut à la discrétion des Administrateurs appliquer un ajustement pour dilution en cas de rachats nets afin de couvrir les coûts de transaction.

L'ensemble des paiements des fonds correspondant aux rachats seront généralement effectués dans un délai de 3 jours ouvrables suivant le Jour de négociation lors duquel le rachat est effectué, lequel

délai ne pourra en aucun cas dépasser 10 jours ouvrables suivant l'Heure limite d'acceptation des ordres à laquelle la demande de rachat est reçue. Les fonds des rachats seront envoyés par virement aux frais de l'Actionnaire sur le compte bancaire de ce dernier, dont les coordonnées bancaires seront communiquées à l'Agent administratif sur le bulletin de souscription. Les fonds des rachats ne peuvent pas être débloqués tant que le bulletin de souscription original signé et l'ensemble des documents requis en lien avec l'obligation de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme n'ont pas été reçus par l'Agent administratif et que l'ensemble des procédures en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme n'ont pas été dûment respectées.

Sur décision de la Société et avec le consentement de l'Actionnaire qui effectue cette demande de rachat, les actifs peuvent être transférés à un Actionnaire en contrepartie des fonds dus sur le rachat d'Actions, pourvu que cette distribution soit équitable et qu'elle ne porte pas atteinte aux intérêts des autres Actionnaires. La répartition de ces actifs sera soumise à l'approbation du Dépositaire. Lorsqu'une demande de rachat représente au moins 5 % des Actions d'un Compartiment, la Société peut traiter la demande de rachat en transférant des actifs en nature (*in specie*) à l'Actionnaire sans l'accord de ce dernier. Ces actifs peuvent être vendus par la Société à la demande de l'Actionnaire qui effectue cette demande de rachat et les produits de la vente seront transmis à l'Actionnaire. Les coûts de transaction acquittés dans le cadre de la vente des actifs seront à la charge de l'Actionnaire.

Lorsqu'un Compartiment investit dans des obligations d'entreprises, il sera affecté par les conditions actuelles des marchés des obligations d'entreprises. La liquidité plus faible de ces marchés accroît la volatilité des prix de ces obligations et fait qu'ils soient plus difficiles à déterminer précisément. Le niveau de liquidité plus faible peut en outre avoir un impact fort sur la capacité des gérants de portefeuilles obligataires à acheter et à vendre les investissements sous-jacents à un prix raisonnable et à gérer efficacement les entrées et les sorties de fonds. En conséquence, lorsque des demandes de rachat importantes sont effectuées un Jour de négociation, il est plus probable qu'elles soient réglées en nature, plutôt qu'en espèces.

Ajustement de dilution

Dans le cadre du calcul de la Valeur liquidative par Action, la Société peut librement décider d'ajuster la Valeur liquidative par Action en appliquant un ajustement antidilution afin de couvrir les coûts de transaction réels et protéger la valeur des actifs sous-jacents du Compartiment concerné. Cet ajustement antidilution vise à protéger les actionnaires existants contre les coûts des souscriptions, des rachats ou des conversions et non à obtenir un profit pour la Société, le Gestionnaire financier ou toute autre partie. Le niveau de l'ajustement antidilution est fixé par le Gestionnaire financier selon les conditions de marché (cf. section intitulée « Ajustement de dilution » à la page 48).

Rachat obligatoire d'actions

Si la participation d'un Actionnaire passe sous le seuil de participation minimum à la suite d'un rachat, la Société peut racheter l'ensemble des actions dudit Actionnaire. La Société devra en informer au préalable l'Actionnaire concerné et lui accorder 30 jours pour acheter des actions supplémentaires afin d'atteindre le seuil minimum de participation.

Les Actionnaires sont tenus d'informer immédiatement l'Agent administratif de l'acquisition du statut d'*U.S. Persons*. Les Actionnaires qui acquièrent la nationalité américaine peuvent être tenus de vendre leurs Actions à des non-ressortissants des États-Unis le Jour de négociation suivant, sauf si les Actions sont détenues au titre d'une dérogation qui leur permettrait de les détenir. La Société se réserve le droit de racheter ou d'exiger le transfert d'Actions qui sont en possession ou qui sont détenues directement ou indirectement par un ressortissant des États-Unis ou une autre personne si la loi interdit à cette personne d'investir dans les Actions ou si les Administrateurs estiment que cette participation obligerait la Société ou l'ensemble de ses Actionnaires à s'acquitter d'une taxe ou entraînerait une pénalité administrative importante ou pécuniaire qu'ils n'auraient pas encourue ou acquittée dans le cas contraire.

Transfert d'Actions

L'ensemble des transferts d'Actions seront effectués par transfert par écrit sous une forme habituelle ou commune et toutes les formes de transfert devront faire état du nom complet et de l'adresse du cédant et ceux du repreneur, ainsi que le numéro de compte et le code ISIN du cédant, le cas échéant. L'acte de transfert d'une Action devra être signé par ou pour le compte du cédant et du repreneur et le formulaire original doit être envoyé à l'Agent administratif. Le cédant restera le détenteur de l'Action jusqu'à l'inscription du nom du repreneur sur le registre des Actions. Lorsque le repreneur n'est pas un actionnaire existant d'aucun des Compartiment, il devra compléter un bulletin de souscription et se soumettre aux procédures en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Les Administrateurs peuvent refuser d'inscrire un transfert d'Actions si, en conséquence dudit transfert, le cédant ou le repreneur détiendrait une participation inférieure au seuil minimum ou violerait les restrictions concernant la détention d'Actions décrites ci-dessus. L'enregistrement des transferts peut être suspendu à ces dates et pour ces périodes pouvant être fixées par les Administrateurs, à condition que cet enregistrement ne soit pas suspendu pendant plus de 30 jours au cours d'une année civile. Les Administrateurs peuvent refuser d'enregistrer un transfert d'Actions, sauf si l'acte de transfert est déposé au siège social de la Société ou tout autre lieu raisonnablement imposé par les Administrateurs, avec d'autres justificatifs exigés par ces derniers afin d'attester du droit du cédant d'effectuer le transfert. Ces justificatifs peuvent inclure une déclaration prouvant que le repreneur proposé ne possède pas la nationalité américaine et que les Actions ne seront pas détenues par un citoyen américain ou en son nom à la suite du transfert.

Retenues à la source et déductions

La Société peut être tenue de s'acquitter d'une taxe sur toute distribution ou la valeur des Actions rachetées ou transférées au taux applicable sauf si elle a reçu de la part du destinataire, de l'investisseur sortant (*redeemer*) ou du cédant d'une déclaration sous la forme prescrite confirmant que l'Actionnaire n'est pas un Actionnaire pour lequel la taxe doit être déduite. La Société se réserve le droit de racheter le nombre d'Actions détenues par un destinataire, un investisseur sortant ou cédant afin de régler les taxes qui en découlent. La Société se réserve le droit de refuser d'enregistrer un transfert d'Actions ou de traiter une demande de rachat avant d'avoir reçu une déclaration concernant la résidence ou le statut de l'investisseur sortant, du cédant ou du repreneur (le cas échéant) dans la forme prescrite par le Revenue Commissioners.

Conversion d'Actions

Avec le consentement des Administrateurs, un Actionnaire peut convertir des Actions d'un Compartiment ou d'une Catégorie en Actions d'un autre Compartiment ou d'une autre Catégorie à condition d'informer l'Agent administratif par le moyen exigé par ce dernier, pourvu que la participation remplisse les critères d'investissement minimum et que la demande originale soit reçue dans les délais susmentionnés dans le cas des souscriptions. La conversion n'a pas pour but de faciliter les opérations à court terme ou haute fréquence. La conversion est effectuée en procédant au rachat d'Actions d'un Compartiment et la souscription pour les Actions de l'autre Compartiment avec les fonds.

La conversion sera effectuée conformément à la formule suivante :

$$NS = \frac{A \times (B - [TC]) \times C}{D}$$

où :

- NS = le nombre d'Actions qui seront émises dans le nouveau Compartiment ;
- A = le nombre d'Actions qui seront converties ;
- B = le prix de rachat des Actions qui seront converties ;
- C = le facteur de conversion de la devise (le cas échéant) déterminé par les Administrateurs ;

D	=	le prix d'émission des Actions du nouveau Compartiment le Jour de négociation concerné ; et
TC	=	les frais de transaction (frais de rachat) encourus dans le cadre de la transaction proposée qui ne seront en aucun cas supérieurs à 5 % de la valeur liquidative par action.

Si NS n'est pas un nombre entier, les Administrateurs se réservent le droit d'émettre des fractions d'Actions du nouveau Compartiment ou de restituer l'excédent à l'Actionnaire qui souhaite convertir les Actions.

Le délai de conversion variera en fonction des Compartiments concernés et de la date à laquelle la conversion est démarrée. En général, le délai de conversion dépendra du délai nécessaire à l'obtention du paiement des fonds correspondant aux rachats auprès du Compartiment dont les actions sont achetées. Comme la conversion d'Actions nécessite le consentement des Administrateurs, lorsqu'une demande est déposée, les Actions peuvent être converties lors d'un Jour de négociation suivant le jour auquel l'Actionnaire a demandé initialement la conversion, en raison de l'obligation d'obtenir ce consentement.

Comptes au comptant

Des comptes au comptant seront ouverts pour la Société et les Compartiments en conséquence de l'introduction de nouvelles exigences concernant les comptes de recouvrement des souscriptions et/ou des rachats. Veuillez trouver ci-dessous une description du fonctionnement de ces comptes au comptant. Ces comptes ne sont pas couverts par les protections des *Investor Money Regulations* et seront au contraire soumis aux lignes directrices publiées par la Banque centrale concernant les comptes au comptant.

Les fonds des actionnaires seront déposés sur un seul Compte au comptant pour chaque devise dans laquelle une Catégorie d'actions est libellée. Les actifs déposés sur les Comptes au comptant seront des actifs de la Société.

Les fonds des souscriptions reçues par un Compartiment avant l'émission d'Actions seront déposés sur un Compte au comptant et considérés comme un actif du Compartiment concerné. Les investisseurs souscripteurs seront des créanciers non garantis du Compartiment concernant les fonds de leurs souscriptions jusqu'à l'émission des Actions en leur faveur le Jour de négociation correspondant. Les investisseurs souscripteurs seront exposés au risque de crédit de l'institution auprès de laquelle le Compte au comptant a été ouvert. Ces investisseurs ne bénéficieront pas d'une appréciation de la Valeur liquidative du Compartiment ou des autres droits des Actionnaires concernant les fonds des souscriptions (dont les droits à percevoir des dividendes) jusqu'à l'émission des Actions le Jour de négociation concerné.

Les investisseurs demandant le rachat ne seront plus des Actionnaires des Actions rachetées à compter du Jour de négociation concerné. Les dividendes et les fonds de rachat seront conservés sur un Compte au comptant en attendant d'être versés aux investisseurs concernés. Les investisseurs qui demandent le rachat et ceux qui ont le droit à des dividendes déposés sur un Compte au comptant seront des créanciers non garantis du Compartiment concerné s'agissant de ces fonds. Lorsque les montants des dividendes et des fonds de rachat ne peuvent pas être transférés aux investisseurs concernés, par exemple, lorsque les investisseurs n'ont pas fourni les informations requises pour permettre à la Société de remplir ses obligations au regard des lois en matière de lutte contre le financement du terrorisme et de blanchiment d'argent, les dividendes et les fonds de rachat seront conservés sur un Compte au comptant et les investisseurs devront régler rapidement les problèmes en suspens. Les investisseurs demandant un rachat ne bénéficieront pas de l'appréciation éventuelle de la Valeur liquidative du Compartiment ou des droits accordés aux Actionnaires, dont, entre autres, le droit à des dividendes futurs) au titre de ces montants.

Pour des informations sur les risques inhérents aux Comptes au comptant, consultez la section « Risques liés aux Comptes au comptant » du chapitre « Facteurs de risque concernant les Compartiments » du Prospectus.

Trading à haute fréquence

Un Compartiment est recommandé aux investisseurs qui ont horizon de placement de moyen et long terme. Un Compartiment prendra des mesures raisonnables afin de lutter contre les opérations boursières de court terme. Les opérations boursières excessives de court terme (ou le *market timing*) de vente et d'achat de parts d'un Compartiment ou d'autres pratiques abusives peuvent perturber les stratégies d'investissement du portefeuille et augmenter les frais et faire baisser les rendements financiers pour l'ensemble des Actionnaires, y compris ceux qui investissent à moyen et long terme qui ne génèrent pas ces frais. La Société se réserve le droit de rejeter toute demande de souscription d'Actions (dont les demandes de conversion) d'un investisseur ou un groupe d'investisseurs, pour quelque raison que ce soit, sans préavis, y compris, notamment, si elle estime que les opérations financières sont de nature à perturber un Compartiment. La Société peut par exemple refuser de traiter une demande de souscription (ou de conversion) si le Gestionnaire financier estime ne pas être en mesure d'investir les fonds à bon escient conformément aux politiques d'investissement du Compartiment concerné ou le Compartiment subirait les conséquences découlant du montant de la transaction, la fréquence de négociation ou d'autres facteurs.

L'historique des opérations des comptes détenus ou contrôlés par plusieurs titulaires peut être pris en compte dans l'application de ces politiques. Les ordres de bourse passés auprès du même intermédiaire financier via un compte omnibus peuvent être considérés comme faisant partie d'un groupe au regard de cette politique et être rejetés partiellement ou totalement par un Compartiment.

Les ordres acceptés par un intermédiaire financier en violation de la politique en matière de trading à haute fréquence de la Société ne sont pas réputés acceptés par la Société et peuvent être annulés ou révoqués par la Société le Jour ouvrable suivant la réception.

Nous rappelons aux investisseurs qu'il existe des contraintes pratiques pour déterminer la politique qui convient aux intérêts des investisseurs de moyen et long terme et pour l'application de cette politique. Par exemple, la capacité à identifier et prévenir les pratiques de trading ou les opérations de court terme lorsque des investisseurs agissent par le biais des comptes omnibus est limitée. Les investisseurs tels qu'un fonds de fonds et des fonds d'allocation d'actifs modifieront également la part de leurs actifs investis dans la Société ou un Compartiment selon leurs propres stratégies ou mandat d'investissement. La Société s'efforcera de concilier les intérêts de ces investisseurs de manière à prendre en compte ceux des investisseurs de moyen et long terme, mais nous ne pouvons garantir que la Société parviendra dans tous les cas à les concilier. Par exemple, il n'est pas toujours possible d'identifier ou de détecter les opérations excessives qui peuvent être facilitées par des intermédiaires financiers ou difficiles à identifier en raison de l'utilisation de comptes omnibus par ces mêmes intermédiaires.

La Société fera en sorte de surveiller les « round trips » à partir des rapports fournis par l'Agent administratif destinés à faciliter l'analyse. Un « round trip » est un rachat ou une conversion d'un Compartiment (par quelque moyen que ce soit) suivi d'un rachat ou d'une conversion en Actions du même Compartiment (par quelque moyen que ce soit). La Société peut limiter le nombre d'allers-retours effectués par un Actionnaire.

Politique relative aux informations sur la composition du portefeuille

La Société a adopté une politique permettant la divulgation d'informations sur la composition du portefeuille aux Actionnaires, actionnaires potentiels et autres prestataires avec un mois de délai. Le détail complet de la composition du portefeuille datant de moins d'un mois (« Informations confidentielles sur le portefeuille ») peut être également fourni aux Actionnaires, aux actionnaires potentiels et aux prestataires de services (les « Destinataires ») sur simple demande auprès du Gestionnaire financier. Ces informations confidentielles sur le portefeuille sont fournies à la condition que le Destinataire en garantisse la confidentialité, ne les divulgue ni les diffuse pas directement ou indirectement à des tiers et ne les utilise ni ne les exploite que dans le cadre de sa propre analyse du

portefeuille d'un Compartiment. Ni la Société ni le Gestionnaire financier n'apporte une garantie ni ne prend un engagement concernant les Informations confidentielles sur le portefeuille, leur exactitude ou leur exhaustivité. Les Informations confidentielles sur le portefeuille ont une valeur purement informative et ne doivent pas être utilisées par le Destinataire à des fins de *market timing* ou pour obtenir un avantage indu.

Publication du prix des Actions

À moins d'une suspension temporaire du calcul de la Valeur liquidative dans les circonstances ci-dessous, la Valeur liquidative par action sera rendue publique au siège social de l'Agent administratif chaque Jour de négociation. La Valeur liquidative par action sera également publiée le Jour ouvrable qui suit immédiatement chaque Jour de négociation sur le site Internet www.bailliegifford.com. Ces informations concerneront la Valeur liquidative par action pour le Jour de négociation précédent et sont publiées à des fins d'information. Ce n'est nullement une invitation à souscrire, racheter ou convertir des Actions à la Valeur liquidative par action.

Suspension temporaire de la cotation des Actions et des ventes et des rachats

La Société peut temporairement suspendre le calcul de la Valeur liquidative et la vente, la conversion ou le rachat d'Actions de la Société ou d'un Compartiment pendant :

- (i) toute période (en dehors des jours fériés ou des week-ends habituels) au cours de laquelle le marché principal pour une part importante des investissements d'un Compartiment est fermé, ou pendant laquelle les opérations font l'objet de restrictions ou sont suspendues ;
- (ii) toute période pendant laquelle la vente ou la cotation d'une part importante des investissements de la Société n'est pas possible sans porter gravement atteinte aux intérêts des Actionnaires de la Société, à la suite d'événements politiques, économiques, militaires ou monétaires ou de circonstances indépendantes de la volonté, ne relevant pas de la responsabilité et du pouvoir des Administrateurs ;
- (iii) toute période pendant laquelle la vente ou la cotation des investissements qui représentent une part importante des actifs d'un Compartiment n'est pas possible ou ne serait possible qu'à des conditions très défavorables pour les Actionnaires ;
- (iv) toute période pendant laquelle les prix des investissements d'un Compartiment ne peuvent pas être raisonnablement, rapidement ou précisément vérifiés par l'Agent administratif, quelle qu'en soit la raison ;
- (v) toute période pendant laquelle l'envoi de fonds qui seront ou pourront être utilisés dans la réalisation ou le paiement des investissements d'un Compartiment ne peut pas être effectué aux taux de change en vigueur ;
- (vi) toute période pendant laquelle les fonds de la vente ou du rachat des Actions ne peuvent être crédités sur le compte d'un Compartiment ni en être débités ;
- (vii) après l'envoi aux Actionnaires d'un avis les invitant à statuer sur une résolution concernant la dissolution de la Société ou la fermeture d'un Compartiment ;
- (viii) après la survenue d'un événement entraînant la mise en liquidation de la Société ; ou
- (ix) au cours d'une période pendant laquelle les Administrateurs jugent que cela va dans l'intérêt de la Société ou d'un Compartiment.

La suspension des rachats peut être décidée à tout instant avant le paiement des droits de rachat et la radiation des Actions concernées du registre des Actionnaires. Les souscriptions peuvent être suspendues à tout instant avant l'inscription des Actions concernées au registre des Actionnaires.

Cette suspension sera communiquée immédiatement à la Banque centrale. Toutes les mesures possibles et raisonnables seront prises afin de mettre rapidement fin à une période de suspension.

Avis relatif à la protection des données

Les investisseurs potentiels doivent savoir qu'en remplissant le bulletin de souscription, ils fournissent des informations à caractère personnel qui peuvent constituer des données personnelles au sens de la Loi irlandaise de 1988 sur la protection des données, telle que modifiée par la Loi de 2003 sur la protection des données (la « Législation sur la protection des données »). Les données seront utilisées pour les besoins de l'administration, du transfert, de l'analyse statistique, de la recherche et de la divulgation d'informations à la Société, ses délégués et agents. En signant le bulletin de souscription, les investisseurs potentiels donnent leur consentement à la Société, ses délégués et ses agents dûment autorisés et l'ensemble de leurs sociétés associées ou affiliées respectives pour obtenir, conserver, utiliser, divulguer et traiter les données pour une ou plusieurs des finalités ci-dessous :

- gérer et administrer les placements de l'investisseur dans la Société et les comptes associés ;
- pour d'autres fins pour lesquelles l'investisseur a donné son consentement ;
- réaliser des analyses statistiques et des études de marché ;
- remplir les obligations légales et réglementaires applicables à l'investisseur et à la Société ;
- pour la divulgation ou le transfert, en Irlande ou dans d'autres pays, dont les États-Unis, dont les lois en matière de protection des données peuvent être différentes des lois irlandaises, à des tiers, y compris des conseillers financiers, des organismes de réglementation, des commissaires aux comptes et des fournisseurs de technologies ou à la Société et ses délégués et ses agents dûment autorisés et leurs sociétés associées ou affiliées pour les finalités ci-dessus ; ou
- pour d'autres intérêts économiques légitimes de la Société.

Rapports sur les organismes de placement, FATCA, la Norme commune de déclaration et DAC2

Afin de se mettre en conformité avec les normes de déclaration mises en place en Irlande par la Section 891C, les Sections 891E à 891G (incluse) de la TCA, et les réglementations adoptées en vertu de ces Sections, les données des Actionnaires (dont les informations financières) peuvent être communiquées au Revenue Commissioners. Le Revenue Commissioners peut à son tour échanger des informations (dont des données à caractère personnel et des informations financières) avec des administrations fiscales étrangères (dont celles de pays qui n'appartiennent pas à l'EEE). Veuillez consulter la page Web consacrée à l'EAI (échange automatique d'informations) sur le site www.revenue.ie pour en savoir plus sur le sujet.

Conformément à la législation sur la protection des données, les investisseurs ont le droit d'accéder à leurs données à caractère personnel conservées par la Société et le droit de demander par écrit à la Société de pouvoir modifier et corriger les données qui sont en sa possession.

La Société possède le statut de responsable du traitement des données au sens de la Législation sur la protection des données et s'engage à conserver les informations fournies par les investisseurs en accord avec la Législation sur la protection des données.

GESTION ET ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est chargé de la gestion des affaires commerciales de la Société conformément aux Statuts. Les Administrateurs peuvent déléguer certaines fonctions de l'Agent administratif, du Gestionnaire financier et d'autres parties, lesquels sont supervisés et dirigés par les Administrateurs et à condition que la délégation n'empêche pas la Société d'être dirigée dans l'intérêt

de ses Actionnaires. La direction des activités de la Société sera décidée par au moins deux Administrateurs.

Les Administrateurs et leurs fonctions principales sont exposés ci-dessous. L'adresse des Administrateurs est le siège social de la Société.

Gavin Scott (président)

Gavin Scott (Britannique) est titulaire d'un master en économie obtenu en 2000 à l'université d'Édimbourg. Avant de rejoindre Baillie Gifford en 2007, il travaillait chez Old Mutual Asset Managers comme analyste au sein de l'équipe petites et moyennes capitalisations britanniques et chez Cazenove comme analyste au sein de l'équipe Amérique du Nord. Il est chargé des relations clients pour l'Europe et le Moyen-Orient dans le cadre de ses fonctions de responsable du service client au sein du département clients de Baillie Gifford et il est titulaire du CFA.

Brian Collins

Brian Collins (Irlandais) a occupé le poste de directeur général de Bank of Ireland Securities Services entre 1996 et 2004. Entre 1992 et 1996, il a travaillé comme directeur général de Bank of Ireland International Finance, une division de Bank of Ireland Corporate Banking, en charge de la gestion de plusieurs comptes au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Europe et en Extrême-Orient. Entre 1986 et 1992, il a officié comme Directeur général et Responsable des divisions de Hong Kong de Bank of Ireland, dans les activités Trésorerie, Corporate, Finance commerciale et de représentation générale dans la région. Il travaille actuellement comme administrateur non-exécutif pour plusieurs entreprises irlandaises.

Derek McGowan

Derek McGowan (Britannique) est administrateur de Baillie Gifford & Co Ltd., l'*authorised corporate director* des SICAV britanniques de Baillie Gifford. Il a obtenu la qualification d'expert-comptable au sein du cabinet KPMG et il a rejoint Baillie Gifford en 1994. Il est enregistré comme *approved person* auprès de la FCA et il possède une licence avec mention de l'université Heriot Watt.

Christopher Murphy

Christopher Murphy (Britannique) est titulaire d'une licence avec mention en économie obtenue à l'université de Durham en 1999 et il a été admis à l'Institut des experts-comptables anglais et gallois (ICAEW) en 2003. Après plus de huit années passées au Royaume-Uni et en Australie dans les secteurs de la comptabilité et la banque d'affaires, M. Murphy a rejoint Baillie Gifford en juin 2010 et il exerce la fonction de directeur au sein du département Clients. C'est un spécialiste des produits multi-actifs.

Ronan Walsh

Ronan Walsh (Irlandais) était associé du cabinet d'avocats Arthur Cox à Dublin entre 1981 et 2009, spécialisé dans le droit des affaires, plus particulièrement dans la finance d'entreprise et les services financiers. M. Walsh exerce les fonctions d'administrateur non-exécutif pour plusieurs entreprises irlandaises. M. Walsh a fait des études au Trinity College, à Dublin et a obtenu le diplôme d'avocat en 1975.

Le secrétaire de la Société est Bradwell Limited.

Les Statuts n'imposent aucun âge maximum pour les Administrateurs ni de roulement des membres du Conseil d'administration. Les Statuts stipulent qu'un Administrateur peut être une partie d'une transaction ou d'un contrat avec la Société ou dans laquelle/lequel la Société possède des intérêts, à condition d'avoir divulgué la nature et l'étendue de ces intérêts éventuels. Un Administrateur peut toutefois voter sur toute proposition concernant une autre société dans laquelle il possède des intérêts, directement ou indirectement, que ce soit comme dirigeant ou actionnaire ou autre, à condition de ne pas détenir 5 % ou plus des actions émises de toute catégorie de cette société ou des droits de vote

des actionnaires de cette société. Un Administrateur peut également voter sur toute proposition concernant une offre d'Actions dans laquelle il possède un intérêt en tant que participant d'un contrat de souscription ou de sous-souscription et peut également voter en faveur ou non de l'octroi d'une sûreté, une garantie ou une indemnité concernant l'argent prêté par l'Administrateur à la Société ou à un tiers concernant une dette de la Société pour laquelle l'Administrateur a assumé tout ou partie de la responsabilité.

Les Statuts prévoient que les Administrateurs peuvent exercer tous les pouvoirs de la Société d'emprunter de l'argent, hypothéquer ou mettre en gage son entreprise, tout ou partie de son patrimoine et peuvent déléguer ces pouvoirs à un Gestionnaire financier.

Le Gestionnaire financier

Baillie Gifford Overseas Limited fait office de Gestionnaire financier, de promoteur et de Distributeur. Baillie Gifford Overseas Limited est une société agréée et réglementée par la FCA et enregistrée en tant que société de conseil en placement auprès de l'U.S. Securities and Exchange Commission. Les sociétés Baillie Gifford, dont Gifford Overseas Limited, géraient environ 158 733,5 millions de GBP d'actifs au 31 mars 2017.

Le Contrat de gestion et de distribution conclu entre la Société et le Gestionnaire financier stipule que ce dernier sera responsable de l'investissement et du réinvestissement des actifs de la Société. Le Contrat de gestion et de distribution restera en vigueur jusqu'à sa résiliation par l'une des parties qui devra transmettre un préavis 90 jours à l'avance. Chaque partie peut résilier à tout instant le Contrat de gestion et de distribution en envoyant un préavis écrit à l'autre partie si à tout instant : (i) l'autre partie est mise en liquidation (sauf dissolution volontaire en vue d'une restructuration ou une fusion aux conditions précédemment convenues par écrit par la partie non-défaillante) ou n'est pas en mesure de rembourser ses dettes ou se déclare en faillite en vertu des lois irlandaises ou écossaises, au besoin, ou en cas de nomination d'un administrateur judiciaire pour la gestion des actifs de l'autre partie ou d'événement ayant un effet similaire, ou si (ii) le Gestionnaire financier n'est plus agréé comme gestionnaire pour la Société, ou si (iii) l'autre partie commet une violation grave des clauses du Contrat de gestion et de distribution et n'a pas dédommagé la partie lésée (si elle en a la capacité) dans les trente jours suivant l'avis exigeant réparation, ou si (iv) un administrateur judiciaire ou un liquidateur est nommé. Le Gestionnaire financier peut par ailleurs résilier le Contrat de gestion et de distribution avec effet immédiat en adressant un préavis écrit à la Société, si une autorité de tutelle compétente l'exige.

Le Gestionnaire financier a également été nommé par la Société pour agir comme distributeur des Actions.

La Société devra indemniser le Gestionnaire financier au titre des dettes, frais, coûts (dont les frais de justice raisonnables), taxes, impôts, pénalités, amendes et prélèvements que le Gestionnaire financier encourt directement ou auxquels il est directement assujéti, sauf en cas de négligence, d'imprudence, de faute intentionnelle, de mauvaise foi ou de fraude du Gestionnaire financier dans l'exercice de ses obligations et devoirs en vertu du Contrat de gestion et de distribution ou de violation dudit contrat par ce dernier.

Veuillez vous reporter à l'annexe VI du présent Prospectus pour obtenir des détails sur le marché cible pour chacun des Compartiments déterminé par le Gestionnaire financier afin de remplir les obligations qui lui incombent en tant que distributeur des actions en vertu de la directive MiFID II.

L'Agent administratif

Brown Brothers Harriman Fund Administration Services (Ireland) Limited a été nommé comme agent administratif de la Société en application du Contrat d'administration. L'Agent administratif a été constitué le 29 mars 1995 en Irlande sous la forme d'une société à responsabilité limitée. L'activité

principale de l'Agent administratif est l'administration d'organismes de placement collectif. L'Agent administratif est responsable de l'administration de la Société, dont le calcul de la Valeur liquidative.

Le Contrat d'administration stipule que l'Agent administratif administrera la Société en conformité avec les lois irlandaises (dont les Règles OCPVM), l'Acte constitutif et les Statuts et les dispositions du présent Prospectus. L'Agent administratif agira également comme agent de registre et de transfert de la Société. Le Contrat d'administration restera en vigueur jusqu'à sa résiliation par l'une des parties qui devra transmettre un préavis 90 jours à l'avance. Chaque partie peut résilier le Contrat d'administration à tout instant par écrit à l'autre partie si : (i) l'autre partie est mise en liquidation (sauf dissolution volontaire pour les besoins d'une restructuration ou une fusion aux conditions précédemment approuvées par écrit par la partie non-défaillante) ou un liquidateur ou un administrateur judiciaire est nommé pour l'autre partie ou un événement similaire se produit ; ou (ii) l'autre partie se rend coupable d'une violation grave des dispositions du Contrat d'administration qui n'a pas été réparée dans les 30 jours suivant la réception de la mise en demeure exigeant réparation ; ou (iii) une partie n'est plus autorisée à exercer sa fonction actuelle en vertu de lois applicables ; ou (iv) le Dépositaire perd son statut de dépositaire de la Société.

La responsabilité de l'Agent administratif ne pourra en aucun cas être engagée pour les pertes, préjudices ou frais encourus ou subis par la Société ou un Actionnaire en lien avec l'exercice par l'Agent administratif de ses obligations et devoirs en vertu du Contrat d'administration, à l'exception des pertes, des préjudices ou des frais résultant de la négligence, la fraude, une faute intentionnelle, l'imprudence ou la mauvaise foi de l'Agent administratif dans l'exercice de ses obligations et devoirs. La Société et l'Agent administratif ont convenu de s'indemniser et de se dégager de toute responsabilité concernant les pertes, procédures, préjudices, dettes ou frais (dont les frais de justice dans la limite du raisonnable) découlant de tout acte, omission, erreur ou retard ou d'une plainte, demande, action en justice ou procès, en lien avec l'exercice de ses obligations et devoirs en vertu du Contrat d'administration, et non de la négligence, fraude, faute intentionnelle, imprudence ou mauvaise foi de l'autre partie dans l'exercice de ces obligations et devoirs.

Le Dépositaire

Brown Brothers Harriman Trustee Services (Ireland) Limited a été nommée comme Dépositaire conformément au Contrat de dépositaire. Le Dépositaire a été constitué le 29 mars 1995 en Irlande sous la forme d'une société à responsabilité limitée. Le Dépositaire est une filiale de Brown Brothers Harriman & Co. et a émis pour plus de 1,5 million de dollars américains d'actions. L'activité principale du Dépositaire est l'activité de fiduciaire et de dépositaire d'organismes de placement collectif.

L'obligation du Dépositaire est de fournir des services de conservation, de contrôle et de vérification pour les actifs de la Société et de chaque Compartiment conformément aux dispositions des Règles OPCVM et de la Directive. Le Dépositaire fournira également des services de suivi de la trésorerie pour les flux de trésorerie et les souscriptions de chaque Compartiment.

Le Dépositaire a le pouvoir de déléguer certaines de ses fonctions. En général, chaque fois que le Dépositaire délègue une ou plusieurs de ses fonctions de conservation à un délégué, il restera responsable des pertes éventuellement subies à la suite d'un acte ou d'une omission du délégué concerné, comme si ces pertes étaient la conséquence directe d'un acte ou d'une omission dont il serait l'auteur.

À la date du présent Prospectus, le Dépositaire a conclu des accords décrits qui délèguent l'exercice de sa fonction de conservation pour certains des actifs de la Société à des sous-dépositaires. La liste des sous-dépositaires nommés par le Dépositaire à la date du Prospectus est publiée dans l'annexe V. Le choix des sous-dépositaires dépendra des marchés sur lesquels la Société investit.

Le Dépositaire doit exercer ses fonctions avec le professionnalisme, le soin et la rigueur qui s'imposent.

La responsabilité du Dépositaire sera engagée pour les pertes d'instruments financiers conservés ou conservés par un sous-dépositaire, sauf s'il est en mesure de prouver que la perte n'était pas la conséquence directe de la négligence ou du manquement délibéré du Dépositaire à ses obligations et

qu'elle est due à un événement externe indépendant de sa volonté, dont les conséquences n'auraient pu être évitées y compris si toutes les mesures nécessaires avaient été prises. Sa responsabilité pourra être également engagée pour toutes les autres pertes subies à la suite d'une négligence du Dépositaire ou d'un manquement délibéré à ses obligations en application de la Directive et du Contrat de dépositaire. La responsabilité du Dépositaire ne sera en aucun cas affectée par le fait qu'il ait délégué à un tiers certaines de ses fonctions pour les actifs de la Société. Le Dépositaire doit faire preuve de rigueur et de professionnalisme dans la sélection, la nomination continue et la surveillance permanente des délégués et des sous-délégués.

Des conflits peuvent ponctuellement opposer le Dépositaire et les délégués ou sous-délégués, par exemple lorsqu'un délégué ou un sous-délégué nommé est une société filiale qui perçoit une rémunération en contrepartie du service d'un autre dépositaire fourni à la Société. En cas de risque de conflit d'intérêts dans le cadre des activités normales, le Dépositaire appliquera les textes de lois applicables.

Des informations à jour sur les devoirs du Dépositaire, les conflits d'intérêts qui peuvent survenir et les accords de délégation du Dépositaire seront fournies aux investisseurs sur demande.

Le Contrat de dépositaire peut être résilié par le Dépositaire ou la Société à condition d'en informer l'autre partie par écrit au moins 90 jours à l'avance. Chaque partie peut résilier immédiatement le Contrat de dépositaire par écrit à l'autre partie si : (i) un liquidateur ou un administrateur judiciaire est nommé pour cette partie ou en cas de survenue d'un événement comparable, que ce soit à la discrétion d'une agence de régulation ou une cour compétente ou une autre instance, ou (ii) l'autre partie ne remédie pas à une grave violation du Contrat de dépositaire dans les 30 jours suivant la réception du courrier de mise en demeure ou (iii) si le Dépositaire n'est plus autorisé à agir comme dépositaire ou fiduciaire par la Banque centrale. Le Dépositaire restera en fonction jusqu'à la désignation d'un successeur. Si aucun successeur n'est nommé dans un délai de 90 jours suivant l'envoi d'un avis de résiliation, une assemblée générale extraordinaire sera convoquée afin de statuer sur une résolution spéciale concernant la dissolution de la Société afin que les Actions puissent être rachetées ou qu'un liquidateur puisse être nommé qui procèdera à la dissolution de la Société. La Société demandera dès que possible à la Banque centrale de retirer l'agrément de la Société, retrait à la suite duquel le mandat du Dépositaire prendra fin. Le cas échéant, le mandat du Dépositaire ne sera pas révoqué tant que l'agrément de la Société n'a pas été retiré par la Banque centrale.

Agents payeurs / Sous-distributeurs

Les Administrateurs, le Gestionnaire financier ou leurs délégués dûment autorisés peuvent nommer les agents payeurs et les représentants locaux pouvant être nécessaires pour faciliter l'autorisation ou l'enregistrement de la Société et/ou la commercialisation de ses Actions dans n'importe quelle juridiction.

Les réglementations locales en vigueur dans les pays de l'EEE peuvent imposer la nomination d'agents payeurs et la conservation de comptes par ces agents par le biais desquels les fonds de souscription et de rachat peuvent être réglés. Les investisseurs qui choisissent ou qui sont obligés en vertu des réglementations locales de payer/recevoir les fonds de souscription/rachat via un intermédiaire plutôt que directement de l'Agent administratif ou du Dépositaire (un sous-distributeur ou agent dans la juridiction locale) sont exposés à un risque de crédit vis-à-vis de cette entité intermédiaire concernant (a) les fonds de souscription avant leur transmission à l'Agent administratif ou au Dépositaire pour le compte du Compartiment et (b) les fonds de rachat devant être payés par cette entité intermédiaire à l'investisseur concerné. Les commissions de ces sous-distributeurs et agents payeurs seront payées par le Compartiment.

Baillie Gifford Asia (Hong Kong) Limited est une société à responsabilité limitée constituée à Hong Kong, immatriculée sous le numéro 2229826 et dont le siège social est situé à One International Finance Centre, One Harbour View Street, Central, Hong Kong (« BGA(HK) »). BGA(HK) est nommée par le Gestionnaire financier et le Distributeur comme distributeur des Actions pour son compte à des investisseurs professionnels à Hong Kong. BGA(HK) recevra une contrepartie financière de la part du Gestionnaire financier et Distributeur sous la forme d'honoraires qui sont basés sur une marge par

rapport aux frais (à l'exception des coûts de financement) acquittés dans le cadre de la prestation des services de distribution.

FISCALITÉ

Les paragraphes ci-après constituent un résumé global des principales règles fiscales irlandaises applicables à la Société et à certains investisseurs dans la Société qui sont les bénéficiaires effectifs d'Actions de la Société. Ils n'ont pas pour objet d'évoquer toutes les conséquences fiscales applicables à la Société ou à toutes les catégories d'investisseurs, dont certains pourraient être soumis à des règles spéciales. Par exemple, ils n'évoquent pas la situation fiscale des Actionnaires dont l'acquisition d'Actions dans la Société serait considérée comme une participation dans un Personal Portfolio Investment Undertaking (PPIU). Par conséquent, leur applicabilité dépendra de la situation spécifique de chaque Actionnaire. Ils ne constituent pas des conseils fiscaux et nous recommandons aux Actionnaires et investisseurs potentiels de consulter leurs conseillers professionnels concernant la fiscalité ou les autres conséquences de l'achat, la détention, la vente, la conversion ou la cession des Actions en vertu des lois de leur pays de constitution, d'établissement, de citoyenneté, de résidence ou de domicile, et en fonction de leur situation spécifique.

Les paragraphes sur la fiscalité ci-après se basent sur des conseils reçus par les Administrateurs concernant le droit et la pratique en vigueur en Irlande à la date du présent document. Les évolutions législatives, administratives et judiciaires pourraient modifier les conséquences fiscales décrites ci-dessous et comme c'est le cas pour tout investissement, il n'existe aucune garantie que la situation fiscale réelle ou proposée au moment où un investissement est effectué perdurera indéfiniment.

Fiscalité de la Société

Les Administrateurs ont été informés qu'en vertu de la loi et de la pratiques irlandaises actuelles, la Société est considérée comme une société d'investissement aux fins de l'Article 739B du TCA dès lors qu'elle est résidente en Irlande. Par conséquent, ses revenus et plus-values ne sont généralement pas soumis à l'impôt irlandais.

Fait générateur

Même si la Société n'est pas assujettie à l'impôt irlandais sur ses revenus et plus-values, l'impôt irlandais (à un taux pouvant aller de 25 % à 60 %) pourrait être dû par la Société lors de la survenue d'un « **fait générateur** ». Les faits générateurs incluent les paiements ou distributions aux Actionnaires ainsi que les encaissements, rachats, remboursements, annulations ou transferts d'Actions et toute cession présumée d'Actions comme indiqué ci-dessous, aux fins de l'impôt irlandais découlant de la détention d'Actions de la Société et pour une période de huit ans ou plus. Si un fait générateur a lieu, la Société est tenue de déclarer l'impôt le concernant.

Aucun impôt ne sera dû en Irlande suite à un fait générateur si :

- (a) l'Actionnaire n'est pas résident et n'a pas sa résidence habituelle en Irlande (« Non-Résident Irlandais ») et il (ou un intermédiaire agissant pour son compte) a présenté une déclaration à cet effet et la Société n'est en possession d'aucune information suggérant que les informations contenues dans la déclaration ne sont pas exactes ou ont cessé de l'être ; ou
- (b) l'Actionnaire est Non-Résident Irlandais et l'a confirmé à la Société, laquelle est en possession d'un avis d'approbation écrit de la part des Revenue Commissioners attestant qu'il a été satisfait à l'exigence de fournir une déclaration de non-résidence concernant l'Actionnaire et que l'approbation ne lui a pas été retirée ; ou
- (c) l'Actionnaire est un Résident Irlandais Exonéré comme défini ci-dessous.

Toute référence à un « **intermédiaire** » désigne un intermédiaire au sens de l'Article 739B(1) du TCA, c'est-à-dire une personne qui (a) exerce une activité consistant en, ou comprenant, la réception de paiements provenant d'une société d'investissement pour le compte d'autres personnes ; ou (b) détient des parts dans une société d'investissement pour le compte d'autres personnes.

En l'absence d'une déclaration ou d'un avis d'approbation écrit, rempli(e) et signé(e) par les Revenue Commissioners, selon les cas, il existe une présomption que l'Actionnaire, qui est en possession d'actions de la Société à la date considérée, est résident ou a sa résidence habituelle en Irlande (« **Résident Irlandais** ») ou n'est pas un Résident Irlandais Exonéré et est donc assujetti à l'impôt. Un fait générateur n'inclut pas les cas suivants :

- les opérations (qui pourraient autrement constituer des faits générateurs) sur les Actions détenues dans un système de compensation reconnu et désigné sur ordre des Revenue Commissioners ; ou
- un transfert d'Actions entre époux/partenaires civils et tout transfert d'Actions entre les époux/partenaires civils ou anciens époux/partenaires civils à l'occasion d'une séparation judiciaire, d'un décret de dissolution et/ou d'un divorce, selon les cas ; ou
- un échange par un Actionnaire, réalisé par le biais d'une négociation dans les conditions normales du marché, des Actions de la Société contre d'autres Actions de la Société ; ou
- un échange d'Actions ayant lieu lors d'une fusion ou d'une restructuration éligible (au sens de l'Article 739H du TCA) de la Société avec une autre société d'investissement.

Si la Société devient redevable de l'impôt applicable à la survenance d'un fait générateur, elle aura le droit de déduire du paiement qui en découle un montant égal au montant de l'impôt dû et/ou, le cas échéant, de racheter et annuler le nombre d'Actions détenues par l'Actionnaire requis pour parvenir au montant dû. L'Actionnaire concerné indemniser la Société contre les pertes subies par elle au titre de l'impôt dont elle est redevable lors de la survenance d'un fait générateur.

Service des tribunaux irlandais

Si des Actions sont détenues par le Service des tribunaux irlandais, la Société n'est pas tenue de déclarer l'impôt irlandais au titre d'un fait générateur pour ces Actions. En revanche, si des sommes placées sous le contrôle ou soumises à une ordonnance des tribunaux irlandais sont utilisées pour acquérir des Actions de la Société, le Service des tribunaux irlandais assumera, concernant les Actions acquises, les obligations de la Société, qui consisteront, *entre autres*, à déclarer les impôts dus au titre de faits générateurs et à préparer ses déclarations d'impôts.

Actionnaires résidents irlandais exonérés

La Société ne sera pas tenue de verser des impôts au titre des catégories ci-après d'Actionnaires résidant en Irlande, à condition qu'elle ait en sa possession les déclarations nécessaires de ces personnes (ou d'un intermédiaire agissant pour leur compte) et qu'elle ne soit pas en possession d'informations susceptibles de suggérer que les informations figurant dans les déclarations ne sont pas exactes dans leurs aspects importants ou ont cessé de l'être. Un Actionnaire qui relève de toute catégorie énumérée ci-après et qui (directement ou à travers un intermédiaire) a fourni la déclaration nécessaire à la Société est désigné par les présentes comme un « **Résident Irlandais Exonéré** » :

- (a) un régime de retraite considéré comme un « régime approuvé exonéré » au sens de l'Article 774 du TCA, ou un contrat de rente de retraite ou un plan de fiducie auquel s'applique l'Article 784 ou l'Article 785 du TCA ;
- (b) une compagnie d'assurance-vie au sens de l'Article 706 du TCA ;
- (c) une société d'investissement au sens de l'Article 739B(1) du TCA ou une société de placement en commandite au sens de l'Article 739J du TCA ;

- (d) un organisme de placement spécial au sens de l'Article 737 du TCA ;
- (e) un organisme de bienfaisance visé à l'Article 739D(6)(f)(i) du TCA ;
- (f) une société de gestion éligible au sens de l'Article 739B(1) du TCA ;
- (g) un fonds commun de placement auquel s'applique l'Article 731(5)(a) du TCA ;
- (h) une personne exonérée de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés en vertu de l'Article 784A(2) du TCA, dans la mesure où les Actions détenues sont des actifs d'une caisse de retraite agréée ou d'une caisse de retraite minimum agréée ;
- (i) une personne exonérée de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés en vertu de l'Article 787I du TCA, dans la mesure où les Actions sont les actifs d'un PRSA ;
- (j) une coopérative de crédit au sens de l'Article 2 du Credit Union Act de 1997 ;
- (k) la National Asset Management Agency ;
- (l) la National Asset Management Agency ou un véhicule d'investissement (au sens de l'Article 37 du National Asset Management Agency Act (modifié) de 2014) dont le ministère des Finances d'Irlande est le seul propriétaire effectif, ou encore l'Irlande agissant par le biais de la National Asset Management Agency ;
- (m) une société assujettie à l'impôt sur les sociétés, conformément à l'Article 110(2) du TCA (sociétés de titrisation) ;
- (n) dans certaines circonstances, une société assujettie à l'impôt sur les sociétés en vertu de l'Article 739G(2), au titre des paiements qui lui sont versés par la Société ; ou
- (o) toute autre personne qui est résidente ou a sa résidence habituelle en Irlande et peut être autorisée à détenir des Actions en vertu des lois fiscales ou des pratiques ou concessions écrites des Revenue Commissioners sans donner lieu à un impôt ou une charge pour la Société et sans nuire aux exonérations fiscales dont bénéficie la Société.

Aucune disposition n'est prévue concernant un crédit d'impôt pour les Actionnaires Résidents Irlandais Exonérés si des impôts ont été prélevés en l'absence de la déclaration nécessaire. Un crédit d'impôt peut être versé uniquement aux Sociétés actionnaires qui sont assujetties à l'impôt sur les sociétés.

Imposition des Actionnaires Non-Résidents Irlandais

Les Actionnaires Non-Résidents Irlandais qui (directement ou à travers un intermédiaire) ont fait les déclarations nécessaires de non-résidence en Irlande, le cas échéant, ne sont pas redevables de l'impôt irlandais au titre des revenus ou plus-values qui découlent de leur investissement dans la Société et aucun impôt ne sera dû sur les distributions ou paiements que leur verse la Société au titre de tout encaissement, rachat, remboursement, annulation ou autre cession de leur investissement. Ces Actionnaires ne sont généralement pas redevables de l'impôt irlandais au titre des revenus ou plus-values tirés de la détention ou de la cession d'Actions, sauf si les Actions sont attribuables à une de leurs filiales ou agences irlandaises.

À moins que la Société ne soit en possession d'un avis écrit d'approbation de la part des Revenue Commissioners permettant à l'Actionnaire de respecter son obligation de fournir une déclaration de non-résidence et que l'approbation n'ait pas été révoquée, si un Actionnaire non-résident (ou un intermédiaire agissant pour son compte) omet de présenter la déclaration de non-résidence nécessaire, l'impôt sera dû en vertu des dispositions ci-dessus lors de la survenue d'un fait générateur et nonobstant le fait que l'Actionnaire ne soit pas résident ou n'ait pas sa résidence habituelle en Irlande, l'impôt ainsi déduit ne sera généralement pas remboursable.

Si une société Non-Résidente Irlandaise détient des Actions dans la Société qui sont attribuables à une agence ou filiale irlandaise, elle sera redevable de l'impôt sur les sociétés irlandais au titre des revenus et distributions de capitaux versés par la Société dans le cadre du système d'auto-évaluation.

Imposition des Actionnaires Résidents Irlandais

Prélèvement d'impôts

Un impôt sera prélevé et versé aux Revenue Commissioners par la Société sur toutes les distributions effectuées par elle aux Actionnaires Résidents Irlandais qui ne sont pas des Résidents Irlandais Exonérés, à un taux de 41 %.

L'impôt sera également prélevé et versé aux Revenue Commissioners par la Société sur toutes les plus-values découlant d'un encaissement, un rachat, un remboursement, une annulation ou une autre cession d'Actions par un Actionnaire, à un taux de 41 %. Toute plus-value correspondra à la différence entre la valeur de l'investissement de l'Actionnaire dans la Société à la date du fait générateur et le coût initial de l'investissement, calculé selon des règles spéciales.

Si un Actionnaire est une société résidente irlandaise et que la Société est en possession d'une déclaration de l'Actionnaire selon laquelle ce dernier est une société et qui comprend le numéro de référence fiscale de la société, l'impôt sera déduit par la Société sur toutes les distributions effectuées par elle à l'Actionnaire et sur toute plus-value découlant des encaissements, rachats, remboursements, annulations ou autres cessions d'actions par l'Actionnaire, à un taux de 25 %.

Cessions présumées

Une cession présumée d'Actions aura lieu à chaque huitième anniversaire de l'acquisition des Actions de la Société détenues par des Actionnaires Résidents Irlandais qui ne sont pas des Résidents Irlandais Exonérés. La Société, dans certaines circonstances, peut opter pour ne pas déclarer l'impôt irlandais au titre des cessions présumées. Si la valeur totale des Actions détenues par les Actionnaires Résidents Irlandais (et non pas Résidents Irlandais Exonérés) est de 10 % ou plus de la Valeur liquidative du Compartiment concerné, la Société sera tenue de déclarer l'impôt sur toute cession présumée des Actions de ce Compartiment. Cependant, si la valeur totale des Actions détenues par ces Actionnaires est inférieure à 10 % de la Valeur liquidative du Compartiment concerné, la Société pourra choisir de ne pas déclarer l'impôt sur la cession présumée et il faut s'attendre à ce qu'elle s'en abstienne. Dans ce cas, la Société avisera les Actionnaires concernés de ce choix et ces derniers seront obligés de déclarer eux-mêmes l'impôt calculé dans le cadre du système d'auto-évaluation.

Une plus-value présumée correspond à la différence entre la valeur des Actions détenues par l'Actionnaire lors du huitième anniversaire concerné ou, si la Société en décide ainsi, la valeur des Actions au 30 juin ou au 31 décembre (si cette date est plus éloignée) avant la date de cession présumée, d'une part, et le coût de ces Actions, d'autre part. L'excédent en résultant sera imposable à un taux de 41 % (ou, dans le cas de Sociétés Actionnaires Résidents Irlandais et si une déclaration a été remplie, à un taux de 25 %). Les impôts versés lors d'une cession présumée doivent pouvoir être imputés à l'impôt à payer lors de la cession réelle de ces Actions.

Obligation fiscale résiduelle en Irlande

Les Sociétés Actionnaires Résidents Irlandais qui reçoivent des sommes sur lesquelles un impôt a été prélevé seront traitées comme ayant reçu un paiement annuel imposable en vertu du Cas IV de l'Annexe D, sur lequel un impôt a été déduit à un taux de 25 % (ou 41 % si aucune déclaration n'a été déposée). Sous réserve des commentaires ci-après concernant l'impôt à payer sur un gain de change, en règle générale, ces Actionnaires ne seront pas redevables d'autres impôts irlandais sur les paiements reçus au titre des actions qu'ils détiennent et dont l'impôt a été déduit. Une Société Actionnaire Résident Irlandais qui détient des Actions dans le cadre d'une opération sera redevable de l'impôt sur tout revenu ou plus-value reçu(e) pour cette opération de la part de la Société, lequel sera imputable à l'impôt sur les sociétés à verser pour tout impôt déduit de ces versements par la Société. En pratique, si un impôt supérieur à 25 % est déduit des paiements à une Société Actionnaire Résident Irlandais, un crédit du

montant de l'impôt excédentaire (déduit au-delà du taux d'imposition sur les sociétés de 25 %) devrait être consenti.

Si une plus-value de change est réalisée par un Actionnaire sur la cession d'Actions, celui-ci sera redevable d'un impôt sur les plus-values au titre de cette plus-value pour l'exercice(les exercices) au cours duquel(desquels) les Actions sont cédées.

Tout Actionnaire Résident Irlandais qui n'est pas un Résident Irlandais Exonéré et reçoit une distribution sur laquelle aucun impôt n'a été prélevé ou une plus-value sur un encaissement, un rachat, un remboursement, une annulation ou une cession sur lequel aucun impôt n'a été déduit (par exemple, si les Actions sont détenues dans un système de compensation reconnu) sera tenu de déclarer l'impôt sur le revenu ou l'impôt sur les sociétés, selon les cas, sur le paiement ou le montant des plus-values dans le cadre du système d'auto-évaluation et, en particulier, de la partie 41A du TCA.

Dividendes étrangers

Les dividendes (le cas échéant) et intérêts que la Société reçoit au titre des investissements (autres que les valeurs mobilières d'émetteurs irlandais) peuvent être imposables et notamment faire l'objet de retenues fiscales dans les pays où les émetteurs des investissements sont situés. On ne sait pas si la Société pourra bénéficier des taux réduits de retenues fiscales en vertu des traités relatifs à la double imposition que l'Irlande a conclus avec différents pays.

Cependant, si la Société reçoit un remboursement des retenues fiscales versées, la Valeur liquidative du Compartiment concerné ne sera pas recalculée et le bénéfice de tout remboursement sera attribué de manière proportionnelle aux Actionnaires en fonction au moment du remboursement.

Droit de timbre

Dès lors que la Société est considérée comme une société d'investissement au sens de l'Article 739B du TCA, de manière générale, aucun droit de timbre ne sera dû en Irlande sur l'émission, le transfert, le rachat ou le remboursement d'Actions de la Société. Cependant, si une souscription ou un remboursement d'Actions est réalisé par le biais d'un transfert en nature ou en espèces de valeurs mobilières irlandaises ou autres bien irlandais, des droits de timbre irlandais pourraient être dus sur le transfert de ces valeurs mobilières ou biens.

La Société ne sera soumise à aucun droit de timbre irlandais lors de la cession ou du transfert d'actions ou de titres négociables d'une société non immatriculée en Irlande, à condition que la cession ou le transfert ne porte sur aucun bien immeuble situé en Irlande, sur aucun droit sur ce bien ou participation dans ce bien, ni sur des actions ou titres négociables d'une société (autre qu'une société d'investissement au sens de l'Article 739B du TCA ou une société éligible au sens de l'Article 110 du TCA) immatriculée en Irlande.

Résidence

En règle générale, les Actionnaires de la Société seront des personnes privées, entreprises ou fiducies. En vertu des règles irlandaises, les personnes privées et les fiducies peuvent être résidentes ou avoir leur résidence habituelle en Irlande. Le concept de résidence habituelle ne s'applique pas aux personnes morales.

Investisseurs individuels

Critères de résidence

Une personne physique sera considérée comme résidant en Irlande pour un exercice fiscal spécifique si elle est présente en Irlande : (1) pour une période d'au moins 183 jours au cours de tout exercice fiscal ; ou (2) pour une période d'au moins 280 jours au titre de deux exercices fiscaux consécutifs, à condition que la personne réside en Irlande pendant au moins 31 jours au cours de tout exercice fiscal.

Pour déterminer le nombre de jours passés en Irlande, une personne physique est jugée présente si elle est présente dans le pays à quelque moment que ce soit de la journée.

Si une personne physique n'est pas résidente en Irlande au cours d'un exercice fiscal particulier, elle pourra, dans certaines situations, opter pour être résidente.

Critères de résidence habituelle

Si une personne physique a été résidente pour les trois exercices fiscaux précédents, elle sera réputée avoir sa « résidence habituelle » en Irlande à compter du début de la quatrième année. Une personne physique conservera sa résidence habituelle en Irlande jusqu'à ce qu'elle ait été non-résidente pour trois exercices fiscaux consécutifs.

Investisseurs fiducie

Une fiducie sera généralement considérée comme résidant en Irlande si tous ses fiduciaires résident en Irlande. Il est conseillé aux investisseurs de solliciter des conseils fiscaux spécifiques s'ils ne sont pas certains du statut de la fiducie comme résidant en Irlande ou non.

Investisseurs entreprise

Une société sera résidente en Irlande si son centre de gestion et de contrôle se trouve en Irlande ou (dans certains cas) si elle est constituée en Irlande. Pour que l'Irlande soit considérée comme centre de gestion et de contrôle de la société, il faut généralement que toutes les décisions de politique fondamentales de la société soient prises en Irlande.

Toutes les sociétés constituées en Irlande sont résidentes en Irlande à des fins fiscales, sauf dans les cas suivants :

(i) si la société est constituée avant le 1er janvier 2015, la société ou une société liée exerce ses activités en Irlande, et soit (a) la société est contrôlée en dernière instance par des personnes résidant dans un « territoire concerné », c'est-à-dire un État membre ou un pays avec lequel l'Irlande a conclu un traité de double imposition, lequel est en vigueur en vertu de l'Article 826(1) du TCA, ou qui a été signé et entrera en vigueur une fois que toutes les procédures de ratification énoncées à l'Article 826(1) du TCA auront été mises en œuvre, ou (b) la principale Catégorie d'Actions de la société ou d'une société liée est substantiellement et régulièrement négociée sur une bourse reconnue d'un pays concerné, et le centre de gestion et de contrôle de la Société est situé hors d'Irlande (cependant, cette exception ne s'applique pas si le centre de gestion et de contrôle de la Société est situé dans un pays qui applique uniquement des critères de constitution pour déterminer la résidence et, par conséquent, si elle est susceptible d'être considérée comme résidente fiscale d'aucun pays) ; ou

(ii) si la société est considérée comme résidant dans un autre pays que l'Irlande et n'est pas résidente en Irlande en vertu d'un traité de double imposition conclu entre l'Irlande et cet autre pays.

L'exception à la règle de constitution de la résidence fiscale prévue au point (i) ci-dessus pour une société constituée avant le 1^{er} janvier 2015, cessera de s'appliquer et d'être invocable après le 31 décembre 2020 ou, si cette date est antérieure, à compter de la date, postérieure au 31 décembre 2014, d'un changement de propriétaire (direct ou indirect) de la société en cas d'évolution majeure de la nature ou de la conduite des affaires de la société au cours de la période démarrant au plus tard le 1^{er} janvier 2015 ou à la date tombant un an avant celle du changement de propriétaire de la société et se terminant 5 ans après la date de changement de propriétaire. À cette fin, une évolution majeure de la nature ou de la conduite des affaires de la société comprend le commencement, par la société, d'une nouvelle activité, ou un changement majeur découlant de l'acquisition par la société d'un bien ou d'une participation ou d'un droit sur le bien.

Cession d'Actions et Impôt irlandais sur les acquisitions de capital

(a) Personnes domiciliées ou ayant leur résidence habituelle en Irlande

La cession d'Actions dans le cadre d'une donation ou d'un héritage, effectuée par un cessionnaire domicilié ou ayant sa résidence habituelle en Irlande ou reçue par un bénéficiaire domicilié ou ayant sa résidence habituelle en Irlande peut assujettir le bénéficiaire de cette donation ou de cet héritage à l'impôt irlandais sur les acquisitions de capital au titre de ces Actions.

(b) Personnes non domiciliées ou n'ayant pas leur résidence habituelle en Irlande

Dans la mesure où la Société peut être considérée comme une société d'investissement au sens de l'Article 739B du TCA, la cession d'Actions ne sera pas assujettie à l'impôt irlandais sur les acquisitions de capital, à condition que :

- les Actions fassent partie de la donation ou de l'héritage à la date de la donation ou de l'héritage et à la date de valorisation ;
- le donateur ne soit pas domicilié et n'ait pas sa résidence habituelle en Irlande à la date de la cession ; et
- le bénéficiaire ne soit pas domicilié et n'ait pas sa résidence habituelle en Irlande à la date de la donation ou de l'héritage.

Informations sur la fiscalité allemande

Le Baillie Gifford Worldwide Japanese Fund continuera d'investir au moins 51 % de son actif net dans des fonds propres, tels que définis à l'art. 2 alinéa 8 de la Loi allemande sur la fiscalité des investissements (2018) et, par conséquent, d'assurer son éligibilité à l'exonération fiscale partielle en tant que fonds d'investissement en vertu de l'art. 2 alinéa 6 de la Loi allemande sur la fiscalité des investissements pour les investisseurs résidant en Allemagne.

Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA)

Les dispositions du FATCA exigent que la détention directe et indirecte de certains comptes non-américains et certaines entités non-américaines par certains ressortissants américains soit déclarée par les institutions financières étrangères (« **IFE** ») aux autorités fiscales étrangères, qui fourniront ensuite ces informations à l'IRS.

La Société peut être considérée comme une IFE aux fins du FATCA. Le FATCA peut imposer une retenue pouvant aller jusqu'à 30 % sur certains revenus provenant des États-Unis (dividendes et intérêts inclus) et, après le 31 décembre 2018, sur le produit brut de la vente ou autre cession de biens susceptible de produire des intérêts de source américaine ou des dividendes versés à une IFE.

La législation fiscale irlandaise, notamment le Règlement de 2014 sur la déclaration des comptes financiers (États-Unis d'Amérique) ainsi que les règles et pratiques de déclaration entérinent le FATCA. La Société pourrait exiger des informations complémentaires de la part des Actionnaires afin de se conformer à ces dispositions. La Société pourra divulguer les informations, certificats ou autres documents reçus de la part de ses Actionnaires (ou les concernant) aux Revenue Commissioners dans la mesure nécessaire pour se conformer à la législation fiscale irlandaise et aux pratiques et règles de déclaration relatives au FATCA, aux accords intergouvernementaux connexes ou aux autres lois ou réglementations applicables. Les Revenue Commissioners, ensuite, déclareront ces informations à l'IRS. Si, du fait d'un Actionnaire (directement ou indirectement), la Société subit une retenue dans le cadre du FATCA (« **Déduction FATCA** ») ou supporte tout autre coût, pénalité, dépense ou responsabilité d'ordre financier, la Société pourra procéder au rachat obligatoire des Actions de cet Actionnaire et/ou prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que cette Déduction FATCA ou tout autre coût, pénalité, dépense ou responsabilité d'ordre financier soit supporté économiquement par cet actionnaire. Il est

vivement recommandé à chaque investisseur potentiel de consulter son conseiller fiscal concernant l'applicabilité du FATCA et toute autre exigence de déclaration au regard de la situation spécifique dudit investisseur potentiel. Le cas échéant, il est recommandé aux investisseurs de contacter leur intermédiaire concernant l'application de ce régime à leurs investissements dans la Société.

Norme commune de déclaration de l'OCDE

L'Irlande a mis en œuvre la « Norme d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers », également dénommée (« **NCD** ») en droit irlandais.

La NCD est une norme mondiale unique d'Échange Automatique d'Information (« **EIDI** ») qui a été approuvée par le Conseil de l'OCDE en juillet 2014. Elle s'appuie sur des travaux réalisés par l'OCDE et l'UE, les normes mondiales de lutte contre le blanchiment d'argent et, en particulier, le Modèle d'accord FATCA intergouvernemental. La NCD contient des dispositions détaillées sur les informations financières à échanger, les établissements financiers tenus à une obligation de déclaration et les normes de diligence raisonnable communes devant être suivies par les établissements financiers.

En vertu de la NCD, les pays participants sont tenus d'échanger certaines informations détenues par les établissements financiers concernant leurs clients non-résidents. Pour respecter les obligations qui lui incombent en vertu de la NCD (ou accords de partage des informations similaires), la Société pourrait demander des informations et documents complémentaires aux Actionnaires. La Société peut divulguer les informations, certificats ou autres documents reçus de la part des Actionnaires ou les concernant aux Revenue Commissioners qui pourront, à leur tour, échanger ces informations avec les autorités fiscales d'autres territoires.

En souscrivant des Actions de la Société, chaque Actionnaire accepte de fournir ces informations à la demande de la Société ou de son représentant. Les Actionnaires refusant de fournir à la Société les informations requises pourrait faire l'objet d'un signalement auprès des autorités fiscales irlandaises ou d'autres parties, dans la mesure nécessaire pour assurer le respect de la NCD.

La description ci-dessus se base en partie sur les règlements, les lignes directrices de l'OCDE et la NCD, qui sont susceptibles de modification. Il est recommandé à chaque investisseur potentiel de consulter son propre conseiller fiscal concernant les exigences qui s'appliquent à sa propre situation au regard de ces accords.

Déclarations des sociétés d'investissement

En vertu de l'article 891C du TCA et des Règlements Return of Values (Investment Undertakings) de 2013, la Société est tenue de déclarer annuellement aux Revenue Commissioners certaines informations relatives aux Actions détenues par les investisseurs. Les informations à déclarer comprennent le nom, l'adresse, la date de naissance (si elle figure aux dossiers) et le numéro de référence fiscale de l'Actionnaire (c'est-à-dire un numéro de référence fiscale irlandais ou un numéro de TVA ou, dans le cas d'une personne physique, le numéro de PPS de la personne ou, en l'absence d'un numéro de référence fiscale, une mention indiquant qu'il n'a pas été fourni) et le numéro d'investissement associé aux Actions détenues par l'Actionnaire ainsi que leur valeur. Ces dispositions n'exigent pas de déclarer ces informations concernant les Actionnaires qui :

- sont des Résidents Irlandais Exonérés (comme définis ci-dessus) ;
- sont des Actionnaires qui ne sont pas des Résidents Irlandais et n'ont leur résidence habituelle en Irlande (à condition que la déclaration pertinente ait été transmise) ; ou

sont des Actionnaires dont les Actions sont détenues dans un système de compensation reconnu.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Politique de rémunération

La Société a adopté une politique de rémunération, comme l'exige le Règlement OPCVM (la « Politique de Rémunération »). La Politique de Rémunération cherche à promouvoir en permanence une gestion effective des risques et est conçue pour décourager la Société de prendre des risques qui ne correspondent pas aux profils de risque des Compartiments. La politique de rémunération s'applique aux catégories de personnel de la Société dont les activités professionnelles ont un impact important sur le profil de risque de la Société ou des Compartiments (le « Personnel Identifié »). À la date du présent Prospectus, les Personnels Identifiés comprennent les Administrateurs. Tandis que certains Administrateurs reçoivent une commission annuelle fixe pour leurs services rendus à la Société, les Administrateurs qui sont des employés du Gestionnaire d'Investissement ou de l'une de ses filiales ne reçoivent aucune commission pour leurs services d'Administrateur. Du fait de la taille et de l'organisation interne de la Société et de la nature, la portée et la complexité de ses activités, aucun comité des rémunérations n'a été établi par la Société. Tout accord sur les commissions avec les Administrateurs de la Société sera soumis à l'approbation du Conseil d'Administration. Veuillez consulter la section intitulée « Commissions et frais » pour un exposé détaillé des frais et dépenses devant être versés aux Administrateurs. Des informations complémentaires sur la politique de rémunération actuelle de la Société, notamment une description de la manière dont la rémunération et les bénéfices sont calculés et l'identité des personnes responsables de la rémunération et des bénéfices sont disponibles sur <https://www.bailliegifford.com/about-us/literature-library/legal/baillie-gifford-worldwide-funds-plc-remuneration-policy/>. Une copie papier de ces informations est disponible gratuitement à la demande du Gestionnaire des Investissements.

Actions collectives

Si la Société prend connaissance d'une action collective concernant des investissements détenus par un Compartiment, elle pourra accomplir des démarches dans le cadre de cette action collective, notamment, sans s'y limiter, la participation au contentieux dès le départ ou le dépôt de preuves de créance post-règlement. Tous les fonds de règlement ou sommes devant être versées en vertu d'une ordonnance du tribunal dans le cadre d'une action collective seront au profit du Compartiment concerné et, par conséquent, des Actionnaires de ce Compartiment à la date de perception de ces montants.

Conflits d'intérêts

Les Administrateurs, Gestionnaire des Investissements, Dépositaire et Agent d'administration peuvent, de temps à autre, agir comme administrateurs, gestionnaire des investissements, conseiller en investissements, dépositaire, agent d'administration, secrétaire, courtier ou distributeur en lien avec d'autres fonds et comptes établis par des parties autres que la Société, qui ont des objectifs d'investissement similaires à ceux de la Société et de tout Compartiment. Ces autres fonds et comptes peuvent verser des commissions plus ou moins élevées qu'un Compartiment ou des commissions basées sur la performance pour les services exécutés. Le Gestionnaire des Investissements et ses filiales n'auront aucune obligation de proposer à la Société les opportunités d'investissement dont ils prendront connaissance ni de déclarer à la Société (ou de l'en informer ou aviser) une telle opération ou tout bénéfice reçu par eux dans le cadre de cette opération, mais répartiront ces opportunités éventuelles sur une base équitable entre la Société et ses autres Clients en tenant compte des objectifs d'investissement, des limitations à l'investissement et du capital disponible pour la position d'investissement et de diversification de la Société et d'autres clients. Par conséquent, il est possible que l'une de ces personnes, dans le cours de ses affaires, développe un conflit d'intérêt potentiel avec la Société ou un Compartiment. Dans ce cas, chacun de ces acteurs, à tout moment, tiendra compte de ses obligations vis-à-vis de la Société et des Compartiments et s'assurera que ces conflits sont résolus de manière équitable.

En outre, tout Administrateur, Gestionnaire des Investissements ou Dépositaire, délégué ou sous-délégué du Dépositaire (à l'exclusion de tout sous-dépositaire non-société du groupe désigné par le Dépositaire) et toute société du groupe ou société associée du Dépositaire ou tout délégué ou sous-délégué du Dépositaire (à l'exclusion de tout sous-dépositaire non-société du groupe désigné par le

Dépositaire) peut engager des négociations avec la Société, en tant que principal ou agent, sur les actifs d'un Compartiment, à condition que ces négociations soient menées dans les conditions normales du marché. Les opérations doivent être réalisées dans l'intérêt des Actionnaires.

Les négociations seront réputées avoir été menées dans les conditions normales du marché si (a) la valeur de l'opération est certifiée par soit (i) une personne agréée par le Dépositaire comme étant indépendante et compétente ou (ii) une personne agréée par les Administrateurs comme étant indépendante et compétente dans le cadre d'opérations auxquelles participe le Dépositaire ; (b) l'opération est exécutée dans les meilleures conditions sur une bourse d'investissement organisée, conformément aux règles de la bourse en question ; ou (c) si (a) et (b) ne sont pas facilement réalisables, l'opération est exécutée selon des modalités qui, selon le Dépositaire ou, dans le cas d'une opération impliquant le Dépositaire, les Administrateurs, sont négociées dans les conditions normales du marché et dans l'intérêt des Actionnaires. Le Dépositaire ou, dans le cas d'une opération impliquant le Dépositaire, les Administrateurs, produiront des justificatifs de leur conformité aux exigences des paragraphes (a), (b) ou (c) ci-dessus. Si les opérations sont réalisées conformément au paragraphe (c) ci-dessus, le Dépositaire ou, dans le cadre d'une opération impliquant le Dépositaire, les Administrateurs, produiront des justificatifs des motifs pour lesquels ils estiment que l'opération respecte les principes décrits par les présentes.

Des conflits d'intérêts peuvent découler d'opérations sur les IFE. Par exemple, les contreparties à ces opérations ou agents, intermédiaires ou autres entités qui fournissent des services dans le cadre de ces opérations, peuvent être liés au Dépositaire. Par conséquent, ces entités peuvent générer des bénéfices, commissions ou autres revenus ou éviter des pertes en exécutant ces opérations. En outre, des conflits d'intérêts peuvent également découler d'une situation où la garantie fournie par ces entités est soumise à une valorisation ou une décote appliquée par une partie liée.

Le Gestionnaire des Investissements et ses filiales peuvent investir, directement ou indirectement dans des actifs susceptibles d'être achetés ou vendus par la Société, ou gérer ou conseiller d'autres comptes ou fonds d'investissement investissant dans ces actifs. Ni le Gestionnaire des Investissements, ni aucune de ses filiales n'a l'obligation de proposer à la Société les opportunités d'investissement dont il(elle) a connaissance ni de déclarer à la Société (ou de l'en informer ou aviser) une telle opération ou tout bénéfice reçu par lui(elle) dans le cadre de cette opération, mais répartira ces opportunités éventuelles sur une base équitable entre la Société et d'autres clients.

Le Gestionnaire des Investissements peut aider l'Agent d'Administration à valoriser certaines valeurs mobilières détenues par un Compartiment. Le Gestionnaire des Investissements reçoit une commission qui est un pourcentage de la Valeur liquidative de chaque Compartiment. Par conséquent, un conflit d'intérêts pourrait en découler entre ses intérêts et ceux d'un Compartiment. En cas de conflit d'intérêts, le Gestionnaire des Investissements tiendra compte de ses obligations vis-à-vis de la Société et des Compartiments et s'assurera que ces conflits sont résolus de manière équitable et dans l'intérêt des Actionnaires.

La Société met en œuvre des politiques conçues pour s'assurer que dans le cadre de toutes ses opérations, un effort raisonnable est fourni pour éviter les conflits d'intérêts et que, lorsque ceux-ci ne peuvent être évités, les Compartiments et leurs actionnaires sont traités équitablement.

La Société met en œuvre des politiques conçues pour s'assurer que ses prestataires de services agissent dans l'intérêt du Compartiment lorsqu'elle met à exécution des décisions de négocier pour le compte de ces Compartiments dans le contexte de la gestion des portefeuilles du Compartiment. À ces fins, toutes les démarches raisonnables doivent être accomplies pour obtenir les meilleurs résultats possibles pour le Compartiment en tenant compte du prix, des coûts, de la rapidité et de la probabilité de l'exécution et du règlement, du volume des ordres et de leur nature, des services de recherche fournis par le courtier au Gestionnaire des Investissements ou de tout autre facteur pertinent pour l'exécution des ordres. Des informations concernant les politiques d'exécution du Compartiment sont mises à la disposition des Actionnaires gratuitement, sur demande.

Le capital social

Le capital social de la Société sera, à tout moment, égal à la Valeur liquidative de la Société. Les Administrateurs ont le pouvoir de procéder à des émissions d'un montant en devises équivalent à 500 milliards d'euros maximum, divisées en un nombre d'Actions de la Société sans valeur nominale non spécifié à la Valeur liquidative par Action, aux conditions qu'ils jugent adaptées. Il n'existe aucun droit de préemption sur l'émission d'Actions de la Société. Lors de sa constitution, la Société a émis des Actions de Souscription à hauteur de 300 000 euros et, depuis, a racheté toutes ces actions, sauf deux. Une Action de Souscription est actuellement détenue par le Gestionnaire des Investissements et l'autre est détenue par Baillie Gifford & Co Limited. Les Actions de Souscription ne permettent pas de participer aux actifs du Compartiment. À tout moment, la Société aura un capital social émis de 300 000 EUR minimum.

Chaque Action confère à l'Actionnaire un droit sur une part égale et proportionnelle des dividendes et de l'actif net d'un Compartiment attribuables à la catégorie au titre de laquelle ils sont émis, sauf si les dividendes sont déclarés avant sa prise de participation. Le droit conféré par les Actions de Souscription se limite au montant souscrit et aux intérêts accumulés sur ce montant.

Le produit de l'émission d'Actions sera inscrit dans les registres de la Société pour le Compartiment concerné et utilisé pour l'acquisition, pour le compte du Compartiment, d'actifs dans lesquels le Compartiment pourrait investir. Les registres et comptes de chaque Compartiment seront séparés.

Les Administrateurs se réservent le droit de modifier la désignation de toute Catégorie d'Actions de temps à autre, à condition que les actionnaires de cette catégorie aient reçu préavis de la modification de la désignation de la part de la Société et aient eu l'opportunité de faire racheter leurs Actions par la Société. Toutefois, cette exigence ne s'appliquera pas aux situations où les Administrateurs modifient la désignation des Actions émises afin de faciliter la création d'une Catégorie d'Actions supplémentaire.

Toute Action confère à son détenteur le droit d'assister et de voter aux assemblées de la Société et du Compartiment représenté par cette Action. Aucune Catégorie d'Actions ne confère à son détenteur de droit préférentiel ou de préemption ni aucun droit aux bénéfices et dividendes de toute autre Catégorie d'Actions ou droits de vote sur des sujets concernant exclusivement une autre Catégorie d'Actions.

Toute résolution visant à modifier les droits liés aux Catégories d'Actions nécessite l'approbation écrite de tous les détenteurs d'Actions ou l'approbation des trois quarts des détenteurs d'Actions, en termes de valeur, qu'ils soient présents ou représentés, et votant à une assemblée générale dûment convoquée en vertu des Statuts.

Les Statuts de la Société confèrent aux Administrateurs le droit d'émettre des fractions d'actions dans l'entreprise. Les fractions d'actions pourront être émises mais ne seront pas assorties de droits de vote aux assemblées générales de la Société ou de tout Compartiment ou catégorie et la Valeur liquidative de toute fraction d'Action sera la valeur liquidative par Action ajustée au prorata de la fraction.

Les Actions de Souscription confèrent aux Actionnaires qui les détiennent le droit d'assister et de voter lors de toutes les assemblées de la Société mais ne confèrent pas à leurs détenteurs de droit sur les dividendes ou l'actif net d'un Compartiment ou de la Société.

Les Compartiments et la séparation des responsabilités

Les actifs et passifs de chaque Compartiment seront répartis comme suit :

- (a) le produit de l'émission des Actions représentant un Compartiment sera affecté au Compartiment dans les registres de la Société et l'actif, le passif, les produits et les charges qui lui seront attribuables seront affectés à ce Compartiment sous réserve des dispositions des Statuts ;

- (b) si un actif est dérivé d'un autre actif, cet actif dérivé sera affecté, dans les registres de la Société, au même Compartiment que les actifs dont il est dérivé et lors de toute valorisation d'un actif, la hausse ou la baisse de valeur sera affectée au Compartiment concerné ;
- (c) si la Société contracte un passif en lien avec un actif d'un Compartiment spécifique ou une mesure mise en œuvre en lien avec un actif d'un Compartiment spécifique, ce passif sera attribué au Compartiment concerné, selon les cas ; et
- (d) si un actif ou un passif de la Société ne peut être considéré comme étant attribuable à un Compartiment spécifique, cet actif ou ce passif, sous réserve de l'approbation du Dépositaire, sera attribué à tous les Compartiments au prorata de la Valeur liquidative de chaque Compartiment.

Tout passif contracté pour le compte de, ou attribuable à, un Compartiment, sera imputé exclusivement aux actifs de ce Compartiment et ni la Société, ni aucun Administrateur de la Société, administrateur judiciaire, séquestre, liquidateur, liquidateur provisoire ou autre personne n'affectera, ni ne sera tenu d'affecter, les actifs de ce Compartiment au règlement d'une dette contractée pour le compte de, ou attribuable à, tout autre Compartiment.

Les conditions suivantes sont implicitement présentes dans chaque contrat, accord, entente ou opération conclu(e) par la Société :

- (i) le(s) partenaire(s) contractuel(s) de la Société s'abstiendra(ont) de chercher à affecter tout actif de tout Compartiment au paiement de tout ou partie d'un passif non contracté pour le compte de ce Compartiment, que ce soit par le biais d'une procédure judiciaire ou par quelque autre moyen que ce soit et où que ce soit ;
- (ii) si un partenaire contractuel de la Société parvient, par quelque moyen que ce soit et où que ce soit à affecter un actif de quelque Compartiment que ce soit au paiement de tout ou partie d'un passif non contracté pour le compte de ce Compartiment, cette partie sera redevable auprès de la Société d'un montant égal à la valeur du bénéfice ainsi obtenu ; et
- (iii) si un partenaire contractuel de la Société parvient à faire saisir ou confisquer de quelque manière que ce soit, ou à procéder à une saisie-exécution sur, les actifs d'un Compartiment au titre d'une dette non contractée pour le compte de ce Compartiment, ce partenaire contractuel détiendra ces actifs ou le produit direct ou indirect de la vente de ces actifs en fiducie pour la Société et conservera ces actifs ou ce produit séparément, en les identifiant comme « biens en fiducie ».

Tous les montants pouvant être recouvrés par la Société seront portés au crédit de tout passif concurrent en vertu des conditions implicites énoncées aux points (i) à (iii) ci-dessus.

Tout actif ou montant recouvré par la Société devra, après déduction ou paiement de tous les frais de recouvrement, être affecté à la compensation du Compartiment concerné.

Si les actifs attribuables à un Compartiment font l'objet d'une saisie-exécution au titre d'un passif non attribuable à ce Compartiment, et dans la mesure où ces actifs ou le produit de leur vente ne peuvent être remis au Compartiment affecté, les Administrateurs, sous réserve du consentement du Dépositaire, certifieront ou feront certifier la valeur des actifs perdus par le Compartiment impacté et transféreront ou paieront sur les actifs du(des) Compartiment(s) auquel(auxquels) le passif était attribuable, en priorité sur toutes les autres demandes à l'encontre de ce(s) Compartiment(s), des actifs ou sommes suffisants(tes) pour recréditer au Compartiment impacté la valeur des actifs ou sommes qu'il a perdus.

Un Compartiment n'est pas une personne morale séparée de la Société, mais la Société peut poursuivre et être poursuivie au titre d'un Compartiment spécifique et peut exercer les mêmes droits de compensation, le cas échéant, entre ses fonds que ceux qui s'appliquent, en droit, entre les sociétés, et les biens d'un Compartiment sont soumis aux ordonnances des tribunaux comme ils le seraient si ledit Compartiment était une personne morale distincte.

Des registres séparés seront tenus pour chaque Compartiment.

Résiliation

Toutes les Actions de la Société ou toutes les Actions d'un Compartiment ou d'une catégorie peuvent être rachetées dans les situations suivantes :

- (i) si une majorité des voix exprimées lors d'une assemblée générale de la Société ou du Compartiment ou de la catégorie concerné(e), selon les cas, approuve le rachat des Actions ;
- (ii) si les Administrateurs décident, sous réserve d'un préavis écrit de 21 jours minimum adressé aux détenteurs d'Actions de la Société, du Compartiment ou de la catégorie, selon les cas, que toutes les Actions de la Société, du Compartiment ou de la catégorie, selon les cas, seront rachetées par la Société ; ou
- (iii) si aucun dépositaire remplaçant n'est désigné au cours d'une période de 90 jours à compter de la date où le Dépositaire ou tout remplaçant du Dépositaire notifie la Société de son souhait de se retirer en tant que dépositaire ou perd son agrément de la Banque centrale.

Si un rachat d'Actions doit entraîner une baisse du nombre d'Actionnaires en dessous de 2 ou de toute valeur minimale stipulée par la loi ou si ce rachat doit entraîner la chute du capital social libéré de la Société en dessous du montant minimale que la Société pourrait être tenue de maintenir en vertu du droit en vigueur, la Société pourra reporter le rachat du nombre minimal d'Actions suffisant pour assurer la conformité avec le droit applicable. Le rachat de ces Actions sera reporté jusqu'à la date de liquidation de la Société ou jusqu'à ce que la Société fasse en sorte d'émettre suffisamment d'actions pour s'assurer que le rachat puisse avoir lieu. La Société aura le droit de sélectionner les Actions pour un rachat différé de la manière qu'elle juge juste et raisonnable et comme approuvé par le Dépositaire.

Lors d'une liquidation ou si toutes les Actions d'un Compartiment, quel qu'il soit, doivent être rachetées, les actifs disponibles à la distribution (après satisfaction des demandes des créanciers) seront distribués aux détenteurs des Actions au prorata du nombre d'Actions détenues dans ce Compartiment. Le solde des actifs de la Société non attribuables à un Compartiment spécifique sera réparti entre les Compartiments au prorata de la Valeur liquidative de chaque fonds immédiatement avant toute distribution aux Actionnaires et sera ventilé entre les Actionnaires de chaque Compartiment au prorata du nombre d'Actions qu'ils détiennent dans ce Compartiment. Sur autorisation donnée par résolution ordinaire des Actionnaires ou avec le consentement de tout Actionnaire, la Société peut procéder à des distributions en espèces aux Actionnaires ou à tout Actionnaire individuel qui y consent. À la demande de tout Actionnaire, la Société organisera la vente de ces actifs aux frais de cet Actionnaire et sans encourir la responsabilité de la Société, de l'Administrateur ou du Gestionnaire des Investissements si le produit de la vente de tout actif est inférieur à la valeur des actifs au moment où il est distribué en espèces. Les coûts de transaction découlant de la cession de ces investissements seront supportés par l'Actionnaire. Les Actions de Souscription ne confèrent pas à leurs détenteurs de droit de participer aux distributions de dividendes ou de l'actif net du Compartiment.

Assemblées

Toutes les assemblées générales de la Société ou d'un Compartiment se tiendront en Irlande. À chaque exercice, la Société organisera une assemblée générale qui sera son assemblée générale annuelle. Le quorum pour les assemblées générales sera de 2 personnes présentes en personne ou par procuration. Un préavis de 21 jours francs sera transmis pour toute assemblée générale de la Société. L'avis précisera le lieu et la date de l'assemblée ainsi que les questions devant faire l'objet de délibérations lors de l'assemblée. Tout Actionnaire peut se faire représenter par une procuration. Une résolution ordinaire est une résolution adoptée à la majorité simple des suffrages exprimés et une résolution spéciale est une résolution adoptée par une majorité de 75 % minimum des suffrages exprimés. Les Statuts prévoient que des décisions peuvent être prises par une assemblée des Actionnaires à main levée, chaque Actionnaire disposant d'une voix, sauf si un vote par bulletin est exigé par 5 Actionnaires ou par des Actionnaires détenant 10 % minimum des Actions ou sauf si le Président de l'assemblée en

fait la demande. Chaque Action (notamment les Actions de Souscription) confère à son détenteur une voix concernant toute question liée à la Société et soumise au vote des Actionnaires à bulletin secret.

Rapports

Chaque année, les Administrateurs organiseront la préparation d'un rapport annuel et d'un audit des comptes annuels de la Société. Ceux-ci seront transmis aux actionnaires dans un délai de 4 mois à compter de la fin de l'exercice financier et au moins 21 jours avant l'assemblée générale annuelle. En outre, la Société enverra aux Actionnaires, dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exercice concerné, un rapport semestriel qui inclura les comptes semestriels non-audités de la Société.

Les comptes annuels seront dressés jusqu'au 30 septembre de chaque année. Les comptes semestriels non audités seront dressés au 31 mars de chaque année.

Les rapports annuels audités et les rapports semestriels non-audités accompagnés des états financiers seront envoyés à chaque Actionnaire ou adressés, sur demande, à tout investisseur potentiel, et seront mis à disposition pour inspection au siège de la Société.

Réclamations des Actionnaires

Les Actionnaires peuvent déposer gratuitement toute réclamation sur la Société ou un Compartiment au siège de la Société. Des informations concernant la procédure de réclamation de la Société sont mises à la disposition des Actionnaires gratuitement, sur demande.

Dispositions diverses

- (i) La Société n'est engagée dans aucune procédure juridique ou d'arbitrage et ne l'a pas été depuis sa constitution et, à la connaissance des Administrateurs, aucune procédure juridique ou d'arbitrage n'est en cours ou ne menace la Société actuellement.
- (ii) Il n'existe aucun contrat de service entre la Société et un Administrateur de la Société, et aucun contrat de cette nature n'est proposé.
- (iii) M. McGowan, M. Murphy et M. Scott sont des associés, responsables ou employés du Gestionnaire d'Investissement ou des sociétés ou sociétés de personnes affiliées au Gestionnaire d'Investissement.
- (iv) Ni les administrateurs(trices), ni leurs époux(ses), ni leurs enfants en bas-âge ou personnes liées ne détiennent de participation directe ou indirecte dans le capital social de la Société ou une quelconque option concernant ce capital.
- (v) Aucune Action ou capital emprunté de la Société ne fait l'objet d'une option ou convention conditionnelle ou inconditionnelle de mise sous option.
- (vi) Sauf mention contraire des présentes dans la partie intitulée « Commissions et dépenses » ci-dessus, aucune commission, remise, frais de courtage ou autre condition spéciale n'a été octroyée par la Société en lien avec les Actions émises par elle.
- (vii) La Société n'a pas d'employés ou de filiales et n'en a jamais eu depuis sa constitution.

Contrats importants

Les contrats suivants, dont les détails figurent à la section intitulée « Gestion et administration » ont été conclus par la Société et constituent des accords substantiels :

- (a) L'Accord de Gestion des Investissements et de Distribution en date du 23 décembre 2010 entre la Société et le Gestionnaire des Investissements, en vertu duquel ce dernier a été désigné gestionnaire des investissements et distributeur concernant la Société.

- (b) Le Contrat de Dépositaire en date du 20 mai 2016 conclu entre la Société et le Dépositaire, en vertu duquel ce dernier agit comme dépositaire concernant la Société.
- (c) Le Contrat d'Administration en date du 23 décembre 2010 conclu entre la Société et l'Agent d'Administration, en vertu duquel ce dernier agit comme agent d'administration, registraire et agent de transfert de la Société.

Fourniture et inspection des documents

Les documents ci-après sont mis à disposition gratuitement pour inspection au cours des horaires de bureau les jours de semaine (sauf les samedis, dimanches et jours fériés) au siège de la Société ;

- (a) le certificat de constitution et les Statuts de la Société ;
- (b) les contrats importants susvisés ; et
- (c) les règles OPCVM.

Des copies des Statuts de la Société (chacun, tel que modifié de temps à autre conformément aux exigences de la Banque centrale) et les derniers états financiers de la Société, selon les cas, peuvent être obtenus gratuitement, sur demande, auprès du siège de la Société.

ANNEXE I

Catégories d'Actions

Baillie Gifford Worldwide Japanese Fund

Catégorie d'actions	Devise de base de la catégorie d'actions	Catégorie de devise couverte	Prix d'offre initial	Investissement initial minimal	Investissement ultérieur minimal	Participation minimale	État *
Catégorie A EUR Income	EUR	Non	10 €	1 000 €	100 €	1 000 €	Nouvelle
Catégorie A EUR Accumulation	EUR	Non	10 €	1 000 €	100 €	1 000 €	Libérée
Catégorie A EUR Income (couverte)	EUR	Oui	10 €	1 000 €	100 €	1 000 €	Nouvelle
Catégorie A EUR Accumulation (couverte)	EUR	Oui	10 €	1 000 €	100 €	1 000 €	Nouvelle
Catégorie A GBP Income	GBP	Non	10 £	10,000 £	Néant	10,000 £	Nouvelle
Catégorie A GBP Acc	GBP	Non	10 £	10,000 £	Néant	10,000 £	Nouvelle
Catégorie A GBP Income (couverte)	GBP	Oui	10 £	10,000 £	Néant	10,000 £	Nouvelle
Catégorie A GBP Accumulation (couverte)	GBP	Oui	10 £	10,000 £	Néant	10,000 £	Nouvelle
Catégorie A USD Income	USD	Non	10 \$	1 000 \$	100 \$	1 000 \$	Nouvelle
Catégorie A USD Accumulation	USD	Non	10 \$	1 000 \$	100 \$	1 000 \$	Nouvelle
Catégorie A USD Income (couverte)	USD	Oui	10 \$	1 000 \$	100 \$	1 000 \$	Nouvelle
Catégorie A USD Accumulation (couverte)	USD	Oui	10 \$	1 000 \$	100 \$	1 000 \$	Nouvelle
Catégorie A SEK Income	SEK	Non	100 SEK	10 000 SEK	1 000 SEK	10 000 SEK	Nouvelle
Catégorie A SEK Accumulation	SEK	Non	100 SEK	10 000 SEK	1 000 SEK	10 000 SEK	Nouvelle
Catégorie A JPY Income	JPY	Non	1 000 JPY	2 000 000 JPY	Néant	2 000 000 JPY	Nouvelle
Catégorie A JPY Accumulation	JPY	Non	1 000 JPY	2 000 000 JPY	Néant	2 000 000 JPY	Nouvelle
Catégorie B EUR Income	EUR	Non	10 €	15 000 €	Néant	15 000 €	Nouvelle
Catégorie B EUR Accumulation	EUR	Non	10 €	15 000 €	Néant	15 000 €	Libérée
Catégorie B EUR Income (couverte)	EUR	Oui	10 €	15 000 €	Néant	15 000 €	Nouvelle
Catégorie B EUR Accumulation (couverte)	EUR	Oui	10 €	15 000 €	Néant	15 000 €	Libérée
Catégorie B USD Income	USD	Non	10 \$	20 000 \$	Néant	20 000 \$	Nouvelle
Catégorie B USD Accumulation	USD	Non	10 \$	20 000 \$	Néant	20 000 \$	Libérée
Catégorie B USD Income (couverte)	USD	Oui	10 \$	20 000 \$	Néant	20 000 \$	Nouvelle
Catégorie B USD Accumulation (couverte)	USD	Oui	10 \$	20 000 \$	Néant	20 000 \$	Libérée
Catégorie B JPY Income	JPY	Non	1 000 JPY	2 000 000 JPY	Néant	2 000 000 JPY	Nouvelle
Catégorie B JPY Accumulation	JPY	Non	1 000 JPY	2 000 000 JPY	Néant	2 000 000 JPY	Libérée
Catégorie B NOK Income	NOK	Non	100 NOK	110 000 NOK	Néant	110 000 NOK	Nouvelle
Catégorie B NOK Accumulation	NOK	Non	100 NOK	110 000 NOK	Néant	110 000 NOK	Nouvelle
Catégorie B NOK Income (couverte)	NOK	Oui	100 NOK	110 000 NOK	Néant	110 000 NOK	Nouvelle

Catégorie d'actions	Devise de base de la catégorie d'actions	Catégorie de devise couverte	Prix d'offre initial	Investissement initial minimal	Investissement ultérieur minimal	Participation minimale	État *
Catégorie B NOK Accumulation (couverte)	NOK	Oui	100 NOK	110 000 NOK	Néant	110 000 NOK	Nouvelle
Catégorie B SEK Income	SEK	Non	100 SEK	120 000 SEK	Néant	120 000 SEK	Nouvelle
Catégorie B SEK Accumulation	SEK	Non	100 SEK	120 000 SEK	Néant	120 000 SEK	Nouvelle
Catégorie B SEK Income (couverte)	SEK	Oui	100 SEK	120 000 SEK	Néant	120 000 SEK	Nouvelle
Catégorie B SEK Accumulation (couverte)	SEK	Oui	100 SEK	120 000 SEK	Néant	120 000 SEK	Nouvelle
Catégorie B DKK Income	DKK	Non	100 DKK	100 000 DKK	Néant	100 000 DKK	Nouvelle
Catégorie B DKK Accumulation	DKK	Non	100 DKK	100 000 DKK	Néant	100 000 DKK	Nouvelle
Catégorie B DKK Income (couverte)	DKK	Oui	100 DKK	100 000 DKK	Néant	100 000 DKK	Nouvelle
Catégorie B DKK Accumulation (couverte)	DKK	Oui	100 DKK	100 000 DKK	Néant	100 000 DKK	Nouvelle
Catégorie B CHF Income	CHF	Non	10 CHF	20 000 CHF	Néant	20 000 CHF	Nouvelle
Catégorie B CHF Accumulation	CHF	Non	10 CHF	20 000 CHF	Néant	20 000 CHF	Nouvelle
Catégorie B CHF Income (couverte)	CHF	Oui	10 CHF	20 000 CHF	Néant	20 000 CHF	Nouvelle
Catégorie B CHF Accumulation (couverte)	CHF	Oui	10 CHF	20 000 CHF	Néant	20 000 CHF	Nouvelle
Catégorie B GBP Income	GBP	Non	10 £	10 000 £	Néant	10 000 £	Nouvelle
Catégorie B GBP Accumulation	GBP	Non	10 £	10 000 £	Néant	10 000 £	Nouvelle
Catégorie B GBP Income (couverte)	GBP	Oui	10 £	10 000 £	Néant	10 000 £	Nouvelle
Catégorie B GBP Accumulation (couverte)	GBP	Oui	10 £	10 000 £	Néant	10 000 £	Libérée
Catégorie B AUD Income	AUD	Non	10 AUD	20 000 AUD	Néant	20 000 AUD	Nouvelle
Catégorie B AUD Accumulation	AUD	Non	10 AUD	20 000 AUD	Néant	20 000 AUD	Nouvelle
Catégorie B AUD Income (couverte)	AUD	Oui	10 AUD	20 000 AUD	Néant	20 000 AUD	Nouvelle
Catégorie B AUD Accumulation (couverte)	AUD	Oui	10 AUD	20 000 AUD	Néant	20 000 AUD	Nouvelle
Catégorie B CAD Income	CAD	Non	10 CAD	20 000 CAD	Néant	20 000 CAD	Nouvelle
Catégorie B CAD Accumulation	CAD	Non	10 CAD	20 000 CAD	Néant	20 000 CAD	Nouvelle
Catégorie B CAD Income (couverte)	CAD	Oui	10 CAD	20 000 CAD	Néant	20 000 CAD	Nouvelle
Catégorie B CAD Accumulation (couverte)	CAD	Oui	10 CAD	20 000 CAD	Néant	20 000 CAD	Nouvelle
Catégorie B HKD Income	HKD	Non	100 HKD	150 000 HKD	Néant	150 000 HKD	Nouvelle
Catégorie B HKD Accumulation	HKD	Non	100 HKD	150 000 HKD	Néant	150 000 HKD	Nouvelle
Catégorie B HKD Income (couverte)	HKD	Oui	100 HKD	150 000 HKD	Néant	150 000 HKD	Nouvelle

Catégorie d'actions	Devise de base de la catégorie d'actions	Catégorie de devise couverte	Prix d'offre initial	Investissement initial minimal	Investissement ultérieur minimal	Participation minimale	État *
Catégorie B HKD Accumulation (couverte)	HKD	Oui	100 HKD	150 000 HKD	Néant	150 000 HKD	Nouvelle
Catégorie B SGD Income	SGD	Non	10 SGD	20 000 SGD	Néant	20 000 SGD	Nouvelle
Catégorie B SGD Accumulation	SGD	Non	10 SGD	20 000 SGD	Néant	20 000 SGD	Nouvelle
Catégorie B SGD Income (couverte)	SGD	Oui	10 SGD	20 000 SGD	Néant	20 000 SGD	Nouvelle
Catégorie B SGD Accumulation (couverte)	SGD	Oui	10 SGD	20 000 SGD	Néant	20 000 SGD	Nouvelle
Catégorie B NZD Income	NZD	Non	10 \$	20 000 \$	Néant	20 000 \$	Nouvelle
Catégorie B NZD Accumulation	NZD	Non	10 \$	20 000 \$	Néant	20 000 \$	Nouvelle
Catégorie B NZD Income (couverte)	NZD	Oui	10 \$	20 000 \$	Néant	20 000 \$	Nouvelle
Catégorie B NZD Accumulation (couverte)	NZD	Oui	10 \$	20 000 \$	Néant	20 000 \$	Nouvelle
Catégorie C EUR Income **	EUR	Non	10 €	250 000 €	Néant	250 000 €	Nouvelle
Catégorie C EUR Accumulation **	EUR	Non	10 €	250 000 €	Néant	250 000 €	Nouvelle
Catégorie C EUR Income (couverte) **	EUR	Oui	10 €	250 000 €	Néant	250 000 €	Nouvelle
Catégorie C EUR Accumulation (couverte) **	EUR	Oui	10 €	250 000 €	Néant	250 000 €	Nouvelle
Catégorie C USD Income **	USD	Non	10 \$	250 000 \$	Néant	250 000 \$	Nouvelle
Catégorie C USD Accumulation **	USD	Non	10 \$	250 000 \$	Néant	250 000 \$	Libérée
Catégorie C USD Income (couverte) **	USD	Oui	10 \$	250 000 \$	Néant	250 000 \$	Nouvelle
Catégorie C USD Accumulation (couverte) **	USD	Oui	10 \$	250 000 \$	Néant	250 000 \$	Nouvelle
Catégorie C GBP Income **	GBP	Non	10 £	250 000 £	Néant	250 000 £	Nouvelle
Catégorie C GBP Accumulation **	GBP	Non	10 £	250 000 £	Néant	250 000 £	Libérée
Catégorie C GBP Income (couverte) **	GBP	Oui	10 £	250 000 £	Néant	250 000 £	Nouvelle
Catégorie C GBP Accumulation (couverte) **	GBP	Oui	10 £	250 000 £	Néant	250 000 £	Nouvelle
Catégorie C JPY Income **	JPY	Non	1 000 JPY	30 000 000 JPY	Néant	30 000 000 JPY	Nouvelle
Catégorie C JPY Accumulation **	JPY	Non	1 000 JPY	30 000 000 JPY	Néant	30 000 000 JPY	Nouvelle
Catégorie C NOK Income **	NOK	Non	100 NOK	2 500 000 NOK	Néant	2 500 000 NOK	Nouvelle
Catégorie C NOK Accumulation **	NOK	Non	100 NOK	2 500 000 NOK	Néant	2 500 000 NOK	Nouvelle
Catégorie C NOK Income (couverte) **	NOK	Oui	100 NOK	2 500 000 NOK	Néant	2 500 000 NOK	Nouvelle
Catégorie C NOK Accumulation (couverte) **	NOK	Oui	100 NOK	2 500 000 NOK	Néant	2 500 000 NOK	Nouvelle
Catégorie C SEK Income **	SEK	Non	100 SEK	2 500 000 SEK	Néant	2 500 000 SEK	Nouvelle

Catégorie d'actions	Devise de base de la catégorie d'actions	Catégorie de devise couverte	Prix d'offre initial	Investissement initial minimal	Investissement ultérieur minimal	Participation minimale	État *
Catégorie C SEK Accumulation **	SEK	Non	100 SEK	2 500 000 SEK	Néant	2 500 000 SEK	Nouvelle
Catégorie C SEK Income (couverte) **	SEK	Oui	100 SEK	2 500 000 SEK	Néant	2 500 000 SEK	Nouvelle
Catégorie C SEK Accumulation (couverte) **	SEK	Oui	100 SEK	2 500 000 SEK	Néant	2 500 000 SEK	Nouvelle
Catégorie C DKK Income **	DKK	Non	100 DKK	1 850 000 DKK	Néant	1 850 000 DKK	Nouvelle
Catégorie C DKK Accumulation **	DKK	Non	100 DKK	1 850 000 DKK	Néant	1 850 000 DKK	Nouvelle
Catégorie C DKK Income (couverte) **	DKK	Oui	100 DKK	1 850 000 DKK	Néant	1 850 000 DKK	Nouvelle
Catégorie C DKK Accumulation (couverte) **	DKK	Oui	100 DKK	1 850 000 DKK	Néant	1 850 000 DKK	Nouvelle
Catégorie C CHF Accumulation **	CHF	Non	10 CHF	300 000 CHF	Néant	300 000 CHF	Nouvelle
Catégorie C CHF Income **	CHF	Non	10 CHF	300 000 CHF	Néant	300 000 CHF	Nouvelle
Catégorie C CHF Accumulation(couverte) **	CHF	Oui	10 CHF	300 000 CHF	Néant	300 000 CHF	Nouvelle
Catégorie C CHF Income (couverte) **	CHF	Oui	10 CHF	300 000 CHF	Néant	300 000 CHF	Nouvelle
Catégorie C AUD Income **	AUD	Non	10 AUD	250 000 AUD	Néant	250 000 AUD	Nouvelle
Catégorie C AUD Accumulation **	AUD	Non	10 AUD	250 000 AUD	Néant	250 000 AUD	Nouvelle
Catégorie C AUD Income (couverte) **	AUD	Oui	10 AUD	250 000 AUD	Néant	250 000 AUD	Nouvelle
Catégorie C AUD Accumulation (couverte) **	AUD	Oui	10 AUD	250 000 AUD	Néant	250 000 AUD	Nouvelle
Catégorie C CAD Income **	CAD	Non	10 CAD	250 000 CAD	Néant	250 000 CAD	Nouvelle
Catégorie C CAD Accumulation **	CAD	Non	10 CAD	250 000 CAD	Néant	250 000 CAD	Nouvelle
Catégorie C CAD Income (couverte) **	CAD	Oui	10 CAD	250 000 CAD	Néant	250 000 CAD	Nouvelle
Catégorie C CAD Accumulation (couverte) **	CAD	Oui	10 CAD	250 000 CAD	Néant	250 000 CAD	Nouvelle
Catégorie C HKD Income **	HKD	Non	100 HKD	2 500 000 HKD	Néant	2 500 000 HKD	Nouvelle
Catégorie C HKD Accumulation **	HKD	Non	100 HKD	2 500 000 HKD	Néant	2 500 000 HKD	Nouvelle
Catégorie C HKD Income (couverte) **	HKD	Oui	100 HKD	2 500 000 HKD	Néant	2 500 000 HKD	Nouvelle
Catégorie C HKD Accumulation (couverte) **	HKD	Oui	100 HKD	2 500 000 HKD	Néant	2 500 000 HKD	Nouvelle
Catégorie C SGD Income **	SGD	Non	10 SGD	250 000 SGD	Néant	250 000 SGD	Nouvelle
Catégorie C SGD Accumulation **	SGD	Non	10 SGD	250 000 SGD	Néant	250 000 SGD	Nouvelle
Catégorie C SGD Income (couverte) **	SGD	Oui	10 SGD	250 000 SGD	Néant	250 000 SGD	Nouvelle
Catégorie C SGD Accumulation (couverte) **	SGD	Oui	10 SGD	250 000 SGD	Néant	250 000 SGD	Nouvelle
Catégorie C NZD Income	NZD	Non	10 \$	250 000 \$	Néant	250 000 \$	Nouvelle
Catégorie C NZD Accumulation	NZD	Non	10 \$	250 000 \$	Néant	250 000 \$	Nouvelle

Catégorie d'actions	Devise de base de la catégorie d'actions	Catégorie de devise couverte	Prix d'offre initial	Investissement initial minimal	Investissement ultérieur minimal	Participation minimale	État *
Catégorie C NZD Income (couverte)	NZD	Oui	10 \$	250 000 \$	Néant	250 000 \$	Nouvelle
Catégorie C NZD Accumulation (couverte)	NZD	Oui	10 \$	250 000 \$	Néant	250 000 \$	Nouvelle

* Cette colonne indique « **Nouvelle** » lorsqu'une Catégorie n'est pas émise, « **Libérée** » lorsqu'une Catégorie est émise, et « **Offerte** » lorsqu'une Catégorie a fait l'objet d'une offre, que la Période d'offre initiale a commencé et est en cours mais qu'aucune Action n'a été émise.

** Les Actions de Catégorie C sont réservées aux personnes auxquelles le Gestionnaire d'investissement, les associés du Gestionnaire d'investissement ou les personnes auxquelles le Gestionnaire d'investissement ou l'un de ses associés fournit des services au titre d'un contrat de gestion d'investissement ou autre.

**** Les montants de l'investissement initial minimal et de la participation minimale pour toutes les Catégories d'Actions libellées dans des devises autres que l'euro sont l'équivalent de 300 000 EUR dans la devise concernée de la Catégorie d'actions s'agissant des Actions de Catégorie B ou de 40 000 000 EUR dans la devise concernée de la Catégorie d'actions s'agissant des Actions de Catégorie C, comme déterminé par le Gestionnaire des Investissements le Jour de cotation auquel les Actions sont réputées être émises.

ANNEXE II

Les Marchés réglementés

Ci-après figure une liste des bourses et marchés réglementés sur lesquels les actifs d'un Compartiment peuvent être investis de temps à autre. Elle est fournie conformément aux exigences de la Banque centrale. À l'exception des investissements autorisés dans des valeurs non cotées (notamment, sans s'y limiter, les instruments dérivés négociés hors bourse et autres valeurs négociées de gré à gré), un Compartiment investit exclusivement dans des valeurs cotées ou échangées sur une bourse ou un marché qui remplit les critères réglementaires (réglementé, exploité de manière régulière, reconnu et ouvert au public) et qui est mentionné dans le présent Prospectus. Ces bourses et marchés sont énumérés conformément aux exigences de la Banque centrale. La Banque centrale ne publie pas de liste de bourses ou de marchés agréés. Un Marché réglementé comprend toute bourse située dans un État membre, toute bourse d'un État membre de l'EEE et toute bourse aux États-Unis, en Australie, au Canada, au Japon, à Hong Kong, en Nouvelle-Zélande, à Singapour ou en Suisse qui est une bourse au sens de la loi du pays concerné en matière de bourse ; ou toute bourse ou tout marché figurant dans la liste suivante :

- (i) le marché organisé par l'International Securities Markets Association, le marché des titres du gouvernement des États-Unis, organisé par les négociants principaux et réglementé par la Federal Reserve Bank of New York, le marché de gré à gré aux États-Unis, organisé par les négociants principaux et secondaires et réglementés par l'U.S. Securities and Exchange Commission et la National Association of Securities Dealers (et par des établissements bancaires réglementés par l'office américain du Comptroller of the Currency, le Federal Reserve System ou la Federal Deposit Insurance Corporation), le marché organisé par des institutions du marché monétaire cotées, comme décrit dans la publication de la Banque d'Angleterre intitulée « The Regulation of the Wholesale Cash and OTC Derivatives Markets (in Sterling, foreign currency and bullion) », le marché de gré à gré au Japon, réglementé par la Securities Dealers Association of Japan, l'AIM (Alternative Investment Market) au Royaume-Uni, réglementé et exploité par le London Stock Exchange, le marché français des titres de créance négociables ; la NASDAQ ; l'EASDAQ (l'EASDAQ est un marché récemment créé et son niveau de liquidité général pourrait être inférieur à celui des marchés établis depuis plus longtemps) ; le marché de gré à gré des obligations du gouvernement canadien, réglementé par l'Association

canadienne des valeurs mobilières ; le marché de gré à gré des bons du trésor et billets de la République de Serbie ;

(ii) les bourses suivantes :

Amériques

Argentine

B&MA (Bolsa Y Mercados Argentinos)

Brésil

BM&F Bovespa S.A.

Canada

Bourse de Montréal, Bourse de croissance TSX et marché des obligations du gouvernement du Canada

Chili

Bourse de Santiago

Colombie

Bolsa de Valores de Colombia, Mercado Electronico Colombiano (MEC)

Mexique

Bourse du Mexique

Pérou

Bolsa de Valores de Lima

États-Unis

NYSE Arca, la Bourse Américaine, la Bourse de New York et la Bourse de Philadelphie : NASDAQ, le tableau d'affichage « de gré à gré » exploité par la NASD

Europe

Îles anglo-normandes

Channel Islands Securities Exchange (CISE)

Russie

Bourse de Moscou MICEX-RTS (uniquement en lien avec les valeurs qui sont négociées au niveau 1 ou au niveau 2 de la bourse concernée)

Suisse

SIX Swiss Exchange, ICMA

Turquie

Bourse d'Istanbul

Moyen-Orient

Égypte

Bourse égyptienne

Israël

Bourse de Tel Aviv

Qatar

Bourse du Qatar

Émirats Arabes Unis

Dubai Financial Market

Afrique

Ghana

The Ghana Stock Exchange

Kenya

Nairobi Securities Exchange

Afrique du Sud

JSE Securities Exchange, Bond Exchange of South Africa Ltd

Ouganda

Uganda Securities Exchange

Asie

Australie

ASX Ltd, Australian Securities Exchange

Chine

Bourse de Shanghai et bourse de Shenzhen

Hong Kong

Bourses de Hong Kong

Inde

National Stock Exchange, bourse de Mumbai

Indonésie

Bourse d'Indonésie

Japon

Bourses de Tokyo, Osaka et Nagoya, Jasdaq Securities Exchange et Jasdaq Neo

Corée

Bourse de Corée

Malaisie

Bursa Malaysia Berhad et le marché malaisien de gré à gré des obligations gouvernementales

Nouvelle Zélande

Bourse de Nouvelle Zélande

Pakistan

Bourse de Karachi

Philippines

Bourse des Philippines

Singapour

Bourse de Singapour

Taïwan

Bourse de Taïwan et GreTai Securities Market

Thaïlande

The Stock Exchange of Thailand (SET)

(iii) pour les investissements dans les instruments financiers dérivés :

- (A) tous les marchés dérivés approuvés dans un État membre de l'EEE, le marché organisé par l'International Capital Securities Association ; le marché de gré à gré aux États-Unis mené par les négociants principaux et secondaires, réglementé par la Securities and Exchange Commission et par la National Association of Securities Dealers (et par des établissements bancaires réglementés par l'office américain du Comptroller of the Currency, le Federal Reserve System ou la Federal Deposit Insurance Corporation), le marché organisé par des institutions du marché monétaire cotées, comme décrit dans la publication de la Banque d'Angleterre intitulée « The Regulation of the Wholesale Cash and OTC Derivatives Markets (in Sterling, foreign currency and bullion) » ; le marché de gré à gré au Japon, réglementé par la Securities Dealers Association of Japan, l'AIM (Alternative Investment Market) au Royaume-Uni, réglementé et exploité par le London Stock Exchange, le marché français des titres de créance négociables ; le marché de gré à gré des obligations du gouvernement canadien, réglementé par l'Association canadienne des valeurs mobilières et tous les marchés d'options et de contrats à terme dans un État membre de l'UE ou de l'EEE ; et
- (B) l'American Stock Exchange, l'Australian Securities Exchange, ASX Limited, Sydney Futures Exchange, Bolsa Mexicana de Valores, Commodity Exchange Inc, la Bourse du café, du sucre et du cacao, le Chicago Board of Trade, le Chicago Board Options Exchange and Futures Exchange, le Chicago Mercantile Exchange, CME Group Inc, Copenhagen Stock Exchange (y compris FUTOP), l'European Options Exchange, Eurex Deutschland, Eurex Suisse, Euronext Amsterdam, Financier Termijnmarkt Amsterdam, le Finnish Options Market, l'International Securities Market Association, l'International Monetary Market ; OMX Exchange Helsinki, le Hong Kong Stock Exchange, le Hong Kong Futures Exchange, les Hong Kong Exchanges, le Kansas City Board of Trade, la bourse coréenne, le Korean Futures Exchange, le Financial Futures and Options Exchange, Euronext Paris, MEFF Renta Fija, le marché à terme international de France, le marché des options négociables de Paris (MONEP), MEFF Renta Variable, la Bourse de Montréal, le New York Futures Exchange, le New York Mercantile Exchange, la Bourse de New York, le New Zealand Futures and Options Exchange, OMLX The London Securities and Derivatives Exchange Ltd., OM Stockholm AB, l'Osaka Securities Exchange, le Pacific Stock Exchange, le Philadelphia Board of Trade, la Bourse de Philadelphie, la Bourse de Singapour, le South Africa Futures Exchange (SAFEX), le Sydney Futures Exchange, l'ICE Futures Europe, la National Association of Securities Dealers Automated Quotations System (NASDAQ), la Bourse de Tokyo, le Tokyo International Financial Futures Exchange, TSX Group Exchange, le Brazilian Mercantile & Futures Exchange.

ANNEXE III

Restrictions à l'investissement applicables aux Compartiments

1	Investissements autorisés
	Les investissements dans un Compartiment sont confinés :
1.1	Aux valeurs mobilières transférables et instruments du marché monétaire qui sont soit officiellement cotés à la bourse d'un État membre ou d'un État non-membre, soit négociés sur un marché réglementé, qui fonctionne de manière régulière et qui est reconnu et ouvert au public dans un État membre ou un État non-membre.
1.2	Aux valeurs mobilières transférables récemment émises qui seront cotées à la bourse ou sur un autre marché (comme décrit ci-dessus) dans un délai d'une année.
1.3	Les instruments du marché monétaire autres que ceux négociés sur un Marché réglementé.
1.4	Les parts d'OPCVM.
1.5	Les parts de Fonds d'Investissement Alternatifs (« FIA »).
1.6	Les dépôts auprès d'établissements de crédit.
1.7	Les instruments financiers dérivés.
2	Restrictions d'investissement
2.1	Un Compartiment ne peut investir plus de 10 % de sa Valeur liquidative dans des valeurs mobilières transférables et instruments du marché monétaire autres que ceux visés au paragraphe 1.
2.2	<p><u>Valeurs mobilières transférables nouvellement émises</u></p> <p>(1) Sous réserve du paragraphe (2), un Compartiment ne peut investir plus de 10 % de ses actifs dans des valeurs mobilières du type visé par le Règlement 68(1)(d) du Règlement OPCVM.</p> <p>(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux investissements par un Compartiment dans des valeurs américaines connues sous le nom de « valeurs Rule 144A », à condition que :</p> <p>(a) les valeurs concernées aient été émises avec l'engagement d'enregistrer les valeurs auprès de la SEC dans un délai d'un an à compter de leur émission ; et</p> <p>(b) les valeurs ne soient pas des valeurs illiquides c.-à-d., qu'elles puissent être réalisées au prix auquel elles sont évaluées par le Compartiment ou approximativement à ce prix.</p>
2.3	Un Compartiment ne peut investir plus de 10 % de sa Valeur liquidative dans des valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire émis par la même organisation, à condition que la valeur totale des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire détenus dans les organisations émettrices dans lesquelles il investit plus de 5 % soit inférieure à 40 %.
2.4	La limite de 10 % (point 2.3) est relevée à 25 % pour les obligations qui sont émises par un établissement de crédit qui a son siège dans un État membre et est soumis, par la loi, à un contrôle public spécial conçu pour protéger les porteurs d'obligations. Si un

	Compartiment investit plus de 5 % de sa Valeur liquidative dans des obligations émises par un émetteur unique, la valeur totale de ces investissements ne pourra pas dépasser 80 % de la Valeur liquidative du Compartiment. Faute de l'approbation préalable de la Banque centrale, un Compartiment s'abstiendra de s'en prévaloir.
2.5	La limite de 10 % (point 2.3) est relevée à 35 % si les valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire sont émis ou garantis par un État membre ou ses autorités locales ou par un État non-membre ou une organisation internationale publique dont un ou plusieurs État(s) membre(s) est(sont) membre(s).
2.6	Les valeurs mobilières et instruments du marché monétaire visés aux points 2.4 et 2.5 ne seront pas pris en compte aux fins d'appliquer la limite de 40 % visée au point 2.3.
2.7	Les espèces comptabilisées et détenues dans les réserves de liquidités ne doivent pas dépasser : <ul style="list-style-type: none"> (a) 10 % de la Valeur liquidative du Compartiment ; ou (b) si les espèces sont comptabilisées dans un compte auprès du Dépositaire, 20 pour cent de la Valeur liquidative du Compartiment.
2.8	L'exposition d'un Compartiment à une contrepartie à un instrument dérivé de gré à gré ne peut dépasser 5 % de sa Valeur liquidative. Cette limite est relevée à 10 % dans le cas d'un établissement de crédit agréé dans l'EEE ; d'un établissement de crédit agréé dans un État signataire (autre qu'un État membre de l'EEE) de l'Accord de convergence sur les fonds propres de Bâle de juillet 1988 ; ou d'un établissement de crédit agréé à Jersey, Guernesey, l'Île de Man, l'Australie ou la Nouvelle Zélande.
2.9	Nonobstant les paragraphes 2.3, 2.7 et 2.8 ci-dessus, la combinaison d'au moins deux des avoirs ci-après émis par, ou souscrits auprès de, la même organisation ne peut dépasser 20 % de la Valeur liquidative : <ul style="list-style-type: none"> (i) les investissements dans les valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire ; (ii) les dépôts ; et/ou (iii) l'exposition au risque de contrepartie découlant des opérations sur les produits dérivés de gré à gré.
2.10	Les limites visées aux points 2.3, 2.4, 2.5, 2.7, 2.8 et 2.9 ci-dessus ne peuvent être combinées, de sorte que l'exposition à une seule organisation ne peut dépasser 35 % de sa Valeur liquidative.
2.11	Les sociétés du Groupe sont considérées comme un seul et même émetteur aux fins des points 2.3, 2.4, 2.5, 2.7, 2.8 et 2.9. Cependant, une limite de 20 % de la Valeur liquidative peut être appliquée aux investissements dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire au sein du même groupe.
2.12	Un Compartiment peut investir jusqu'à 100 % de la Valeur liquidative dans différents instruments du marché monétaire et valeurs mobilières émis ou garantis par un État membre ou ses autorités locales, un État non-membre ou un organisme international public dont un ou plusieurs État(s) membre(s) est(sont) membre(s).

	<p>Les émetteurs individuels doivent être énumérés dans le prospectus et peuvent être tirés de la liste suivante :</p> <p>les gouvernements de l'OCDE (à condition que les titres concernés soient cotés « investment grade »), le Gouvernement du Brésil, le Gouvernement d'Inde et le Gouvernement de la République populaire de Chine (à condition que les titres concernés soient cotés « investment grade »), le Gouvernement de Singapour, l'UE, le Conseil de l'Europe, Eurofima, la Banque européenne d'investissement, Euratom, la Banque interaméricaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (la Banque mondiale), la Banque africaine de développement, La Banque centrale européenne, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, le Fonds monétaire international, la Société financière internationale, la Federal National Mortgage Association (Fannie Mae), la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac), la Government National Mortgage Association (Ginnie Mae), la Student Loan Marketing Association (Sallie Mae), la Federal Home Loan Bank, la Federal Farm Credit Bank, la Tennessee Valley Authority, Straight A Funding LLC et les émissions</p> <p>garanties par la « bonne foi et le crédit » du Gouvernement des États-Unis.</p> <p>Le Compartiment doit détenir des valeurs mobilières d'au moins six émissions différentes, les valeurs mobilières d'une émission donnée ne devant pas dépasser 30 % de la Valeur liquidative.</p>
3	Investissement dans des organismes de placement collectif (« OPC »)
3.1	Un Compartiment ne peut investir plus de 20 % de sa Valeur liquidative dans un seul OPC.
3.2	Les investissements dans les FIA ne peuvent, au total, dépasser 30 % de la Valeur liquidative.
3.3	Il est interdit, pour les OPC, d'investir plus de 10 % de leur Valeur liquidative dans d'autres OPC ouverts.
3.4	Lorsqu'un Compartiment investit dans les parts d'autres OPC qui sont gérés, directement ou par délégation, par la société de gestion d'OPCVM ou par toute autre société de gestion d'OPCVM à laquelle elle est liée par un centre de gestion ou de contrôle commun, ou par une participation directe ou indirecte substantielle, cette société de gestion ou autre société ne pourra facturer de frais de souscription, de conversion ou de rachat en raison de l'investissement du Compartiment dans les parts de ces autres OPC.
3.5	Si, en vertu d'un investissement dans les parts d'un autre fonds d'investissement, la Société, un gestionnaire des investissements ou un conseiller en investissement reçoit une commission pour le Compartiment (notamment une commission avec remise), la Société s'assurera que la commission concernée soit reversée dans les actifs du Compartiment.
4	OPCVM suivant un indice
4.1	Un Compartiment peut investir jusqu'à 20 % de sa Valeur liquidative dans des actions et/ou titres de créance émis par le même organisme si la politique d'investissement du Compartiment consiste à répliquer un indice qui satisfait aux critères fixés par le règlement de la Banque centrale et est reconnu par la Banque centrale.
4.2	La limite visée au point 4.1 peut être relevée à 35 % et appliquée à un émetteur unique si cela est justifié par une situation de marché exceptionnelle.

5	Dispositions générales
5.1	Une société d'investissement, un véhicule de gestion des actifs collectif (« VGAC ») ou une société de gestion agissant en lien avec tous les OPC qu'il(elle) gère, ne peut acquérir de parts assorties de droits de vote qui lui permettraient d'exercer une influence significative sur la gestion d'un organisme émetteur.
5.2	<p>Un Compartiment ne peut acquérir plus de :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) 10 % des actions non assorties de droits de vote d'un organisme émetteur unique ; (ii) 10 % des titres de créance d'un organisme émetteur unique ; (iii) 25 % des parts d'un OPC unique ; (iv) 10 % des instruments du marché monétaire d'un organisme émetteur unique. <p>REMARQUE : Les limites visées aux points (ii), (iii) et (iv) ci-dessus peuvent être ignorées au moment de l'acquisition si, à cette date, le montant brut des titres de créance ou des instruments du marché monétaire, ou le montant net des valeurs mobilières émises ne peut être calculé.</p>
5.3	<p>Les points 5.1 et 5.2 ne s'appliqueront pas aux titres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) les valeurs mobilières transférables et instruments du marché monétaire émis ou garantis par un État membre ou ses autorités locales ; (i) les valeurs mobilières transférables et instruments du marché monétaire émis ou garantis par un État non-membre ; (iii) les valeurs mobilières transférables et instruments du marché monétaire émis par des organismes internationaux publics dont un ou plusieurs État(s) membre(s) est(sont) membre(s) ; (iv) les actions détenues par un Compartiment dans le capital d'une société constituée dans un État non-membre qui investit principalement ses actifs dans les valeurs d'organismes émetteurs ayant leur siège dans cet État, si, en vertu de la législation de cet État, cette participation représente la seule manière pour un Compartiment d'investir dans les valeurs d'organismes émetteurs de cet État. Cette renonciation s'applique uniquement si, dans ses politiques d'investissement, la société de l'État non-membre respecte les limites fixées aux paragraphes 2.3 à 2.11, 3.1, 3.2, 5.1, 5.2, 5.4, 5.5 et 5.6, et à condition que si ces limites sont dépassées, les paragraphes 5.5 et 5.6 ci-dessous soient observés ; et (v) les Actions détenues par une société d'investissement ou des sociétés d'investissement ou VGAC dans le capital de filiales exerçant uniquement des activités de gestion, de conseil ou de marketing dans le pays où ces filiales sont situées, s'agissant du rachat de parts à la demande de porteurs de parts et exclusivement pour leur compte.
5.4	Un Compartiment n'est pas tenu de respecter les restrictions sur l'investissement prévues par les présentes lors de l'exercice de droits de souscription afférents aux valeurs mobilières transférables ou instruments du marché monétaire qui font partie de ses actifs.
5.5	La Banque centrale peut autoriser les Compartiments récemment agréés à déroger aux dispositions des points 2.3 à 2.12, 3.1, 3.2, 4.1 et 4.2 pendant six mois à compter de la date de leur agrément, à condition qu'ils respectent le principe de répartition du risque.

5.6	Si les limites visées par les présentes sont dépassées pour des raisons hors du contrôle d'un Compartiment ou du fait de l'exercice des droits de souscription, le Compartiment est tenu, comme objectif prioritaire de ses opérations de vente, de remédier à cette situation en tenant dûment compte des intérêts de ses détenteurs de parts.
5.7	Ni une société d'investissement, ni un VGAC, ni une société de gestion ou un fiduciaire agissant au nom d'un fonds commun de placement ou d'une société de gestion d'un fonds contractuel commun ne peut procéder à la vente à découvert des titres suivants : <ul style="list-style-type: none"> (i) valeurs mobilières transférables ; (ii) instruments du marché monétaire¹ ; (iii) parts de fonds de placement ; ou (iv) instruments financiers dérivés.
5.8	Un Compartiment peut détenir des réserves de liquidités.
6	Instruments financiers dérivés (« IFD »).
6.1	L'exposition globale d'un Compartiment à des IFD ne peut dépasser sa valeur liquidative totale.
6.2	L'exposition aux actifs sous-jacents d'un IFD (notamment les IFD intégrés à des valeurs mobilières transférables ou des instruments du marché monétaire), si on l'ajoute, le cas échéant, aux positions résultant d'investissements directs, ne peut dépasser les limites de placement fixées par les Règlementations/orientations de la Banque centrale. (Cette disposition ne s'applique pas aux IFD basés sur des indices, à condition que l'indice sous-jacent respecte les critères fixés dans les Règlementations de la Banque centrale).
6.3	Un Compartiment peut investir dans des IFD négociés de gré à gré (over-the-counter (OTC)) à condition que les contreparties aux opérations de gré à gré soient des établissements soumis au contrôle des autorités prudentielles et appartiennent aux catégories agréées par la Banque centrale.
6.4	L'investissement dans des IFD est soumis aux conditions et limites fixées par la Banque centrale.

¹ Toute vente à découvert d'instruments du marché monétaire par un Fonds est interdite.

ANNEXE IV

Techniques et instruments d'investissement

Un Compartiment peut utiliser des instruments dérivés négociés sur une bourse organisée et sur les marchés de gré à gré, que ces instruments soient utilisés à des fins d'investissement ou aux fins de la gestion de portefeuille efficace du Compartiment. La capacité d'un Compartiment de faire usage de ces stratégies peut être limitée par la conjoncture économique, des restrictions réglementaires et des considérations fiscales et ces stratégies peuvent être utilisées uniquement en conformité avec les objectifs d'investissement du Compartiment.

Instruments financiers dérivés.

Instruments financiers dérivés (« IFD ») autorisés

1. La Société investira les actifs d'un Compartiment dans un IFD uniquement si :
 - 1.1 les actifs sous-jacents ou indices de référence concernés consistent en un ou plusieurs des éléments suivants : instruments visés par la Règle 68(1)(a) à (f) et (h) du Règlement OPCVM, notamment les instruments financiers ayant une ou plusieurs caractéristiques de ces actifs, indices financiers, taux d'intérêts, taux de change ou devises ;
 - 1.2 l'IFD n'expose pas le Compartiment à des risques que ce dernier ne pourrait autrement assumer ;
 - 1.3 l'investissement dans l'IFD n'a pas pour effet que le Compartiment s'écarte de ses objectifs d'investissement ;
 - 1.4 l'IFD est négocié sur un marché réglementé ou les conditions du paragraphe 6 sont respectées.
- 2 La référence aux indices financiers du point 1.1 sera interprétée comme une référence aux indices qui satisfont aux critères suivants :
 - 2.1 ils sont suffisamment diversifiés et les critères suivants sont satisfaits :
 - (a) l'indice est composé de telle manière que les fluctuations des prix ou activités de négoce concernant un composant n'exercent pas d'influence injustifiée sur l'indice dans son ensemble ;
 - (b) si l'indice est composé d'actifs visés à la Règle 68(1) du Règlement OPCVM, sa composition est, au minimum, diversifiée conformément à la Règle 71 du Règlement OPCVM ;
 - (c) si l'indice est composé d'actifs autres que ceux auxquels la Règle 68(1) du Règlement OPCVM fait référence, il est diversifié d'une manière équivalente à celle prévue par la Règle 71(1) du Règlement OPCVM ;
 - 2.2 ils représentent un benchmark adéquat pour le marché auquel ils font référence, dans la mesure où les critères ci-après sont satisfaits :
 - (a) l'indice mesure la performance d'un groupe représentatif d'actifs sous-jacents d'une manière adaptée et pertinente ;
 - (b) l'indice est révisé ou rééquilibré périodiquement pour s'assurer qu'il continue de refléter les marchés auxquels il fait référence en suivant les critères suivants, qui sont publiquement disponibles ;

- (c) les actifs sous-jacents sont suffisamment liquides, ce qui permet aux utilisateurs de répliquer l'indice, si nécessaire ;
- 2.3 ils sont publiés d'une manière adaptée, c'est-à-dire que les critères suivants sont satisfaits :
- (a) leur processus de publication repose sur des procédures adéquates de collecte des prix pour calculer, puis publier la valeur de l'indice, notamment des procédures de tarification des composants pour lesquels aucun cours n'est disponible ;
 - (b) des informations importantes sur des questions telles que le calcul de l'indice, les méthodologies de rééquilibrage, les changements d'indice ou les difficultés opérationnelles éventuelles en matière de fourniture d'informations exactes ou en temps opportun, sont fournies largement et promptement.

Si la composition des actifs qui sont utilisés comme des actifs sous-jacents par les IFD ne satisfait pas aux critères énoncés aux points 2.1, 2.2 ou 2.3 ci-dessus, ces IFD, s'ils satisfont aux critères prévus par la Règle 68(1)(g) du Règlement OPCVM, seront considérés comme des IFD fondés sur une combinaison d'actifs visée par la Règle 68(1)(g)(i) du Règlement OPCVM, à l'exclusion des indices financiers.

3. Toute référence aux valeurs mobilières transférables ou instruments du marché monétaire intégrant un IFD sera interprétée comme une référence aux instruments financiers qui satisfont aux critères applicables aux valeurs mobilières transférables ou instruments du marché monétaire prévus par le Règlement OPCVM et qui contiennent un composant remplissant les critères suivants :
- 3.1 en vertu de ce composant, une partie ou la totalité des flux monétaires qui seraient autrement requis par la valeur monétaire transférable ou l'instrument du marché monétaire qui fonctionne comme un contrat hôte, peut être modifiée en fonction d'un taux d'intérêt spécifique, du prix de l'instrument financier, du taux de change, de l'indice des cours ou des taux, de la notation ou de l'indice de crédit ou de toute autre variable et, par conséquent, fluctuer d'une manière similaire à un IFD autonome ;
 - 3.2 ses risques et caractéristiques économiques ne sont pas liés étroitement aux risques et caractéristiques économiques du contrat hôte ;
 - 3.3 il a un impact significatif sur le profil de risque et le prix de la valeur mobilière transférable ou de l'instrument du marché monétaire.
4. Une valeur mobilière transférable ou un instrument du marché monétaire ne sera pas considéré(e) comme intégrant un IFD s'il(si elle) contient un composant qui est contractuellement transférable indépendamment de la valeur mobilière transférable ou de l'instrument du marché monétaire. Ce composant sera réputé constituer un instrument financier séparé.
5. Si la Société conclut, pour le compte d'un Compartiment, des accords de swap sur le rendement total ou investit dans d'autres IFD présentant les mêmes caractéristiques, les actifs détenus par le Compartiment devront respecter les Règles 70, 71, 72, 73 et 74 des Règlements OPCVM.

IFD négocié de gré à gré

6. La Société investira uniquement les actifs d'un Compartiment dans un IFD négocié de gré à gré si la contrepartie de l'IFD relève d'au moins une des catégories ci-après :

- 6.1 un établissement de crédit qui relève de l'une des catégories fixées à la Règle 7 du Règlement de la Banque centrale ;
 - 6.2 une société d'investissement agréée, conformément à la directive MiFID ; ou
 - 6.3 une société du groupe de toute entité disposant d'une licence de société détentrice d'un établissement bancaire délivrée par la Réserve fédérale des États-Unis d'Amérique, si cette société du groupe est soumise à la surveillance consolidée des sociétés détentrices d'établissements bancaires par la Réserve fédérale.
7. Si une contrepartie visée au paragraphe 6.2 ou 6.3 :
- 7.1 a fait l'objet d'une notation de crédit par une agence enregistrée et supervisée par l'ESMA, cette note sera prise en compte par la Société dans le cadre de la procédure d'évaluation du crédit ; et
 - 7.2 si la note de crédit d'une contrepartie est abaissée à A-2 ou moins (ou une note comparable) par l'agence de notation de crédit visée au paragraphe 7.1, ceci entraînera sans délai une nouvelle évaluation du crédit de la contrepartie par la Société.
8. Si un IFD négocié de gré à gré et visé au paragraphe 6 fait l'objet d'une novation, la contrepartie, après la novation, devra être :
- 8.1 une entité appartenant à l'une des catégories visées au paragraphe 6 ; ou
 - 8.2 une contrepartie centrale qui :
 - (a) est agréée ou reconnue en vertu de l'EMIR ; ou
 - (b) en attente de la reconnaissance de l'ESMA en vertu de l'Article 25 de l'EMIR, une entité classée :
 - (A) par la SEC comme une agence de compensation ; ou
 - (B) par la Commodity Futures Trading Commission comme une organisation de compensation des produits dérivés.
9. 9.1 Le risque d'exposition à la contrepartie ne saurait dépasser les limites fixées à la Règle 70(1)(c) du Règlement OPCVM, tel qu'évalué conformément au paragraphe 9.2.
- 9.2 Pour évaluer le risque d'exposition à la contrepartie dans le cadre d'un IFD négocié de gré à gré aux fins de la Règle 70(1)(c) du Règlement OPCVM :
- (a) la Société calculera l'exposition à la contrepartie en tenant compte de la valeur marchande positive de l'IFD négocié de gré à gré avec cette contrepartie ;
 - (b) la Société pourra compenser ses positions dans des IFD avec la même contrepartie, à condition que le Compartiment soit capable de faire appliquer légalement les accords de compensation conclus avec la contrepartie. À cette fin, la compensation est autorisée uniquement pour les IFD négociés de gré à gré avec la même contrepartie et non pas pour les autres expositions du Compartiment à la même contrepartie.
 - (c) la Société peut tenir compte des garanties reçues par l'IFD afin de réduire l'exposition à la contrepartie, à condition que la garantie respecte les exigences visées aux paragraphes (3), (4), (5), (6), (7), (8), (9) et (10) de la Règle 24 du Règlement de la Banque centrale.

10. Les IFD négociés de gré à gré doivent être soumis à une valorisation fiable et vérifiable de manière journalière et vendus, liquidés ou clos à leur juste valeur par une opération symétrique à tout moment, à l'initiative du Compartiment.

Limites de concentration sur les émetteurs

11. Aux fins de la Règle 70 du Règlement OPCVM et du calcul des limites de concentration sur les émetteurs d'un Compartiment, la Société sera tenue :
- 11.1 de tenir compte de toute exposition nette à une contrepartie générée à travers une convention de rachat ou de prêt de titres, l'exposition nette désignant le montant à recevoir de la part du Compartiment, moins toute garantie fournie par le Compartiment ;
 - 11.2 de tenir compte des expositions générées à travers le réinvestissement des garanties ; et
 - 11.3 de déterminer si l'exposition du Compartiment est une exposition à une contrepartie de gré à gré, un courtier, une contrepartie centrale ou une chambre de compensation.
12. Le cas échéant, l'exposition du Compartiment aux actifs sous-jacents d'un IFD, notamment un IFD intégré à des valeurs mobilières transférables, des instruments du marché monétaire ou des fonds d'investissement, lorsqu'ils sont combinés à des positions résultant des investissements directs :
- 12.1 sera calculée conformément au paragraphe 13 ; et
 - 12.2 ne devra pas dépasser les limites d'investissement visées aux Règles 70 et 73 du Règlement OPCVM.
13. Aux fins du paragraphe 12 :
- 13.1 lors du calcul du risque de concentration des émetteurs, l'IFD (y compris les IFD intégrés) doit être pris en compte pour déterminer l'exposition en résultant. Cette exposition devra être prise en compte dans le calcul de la concentration des émetteurs ;
 - 13.2 la Société calculera l'exposition du Compartiment en utilisant l'approche basée sur les engagements ou la VaR du fait d'un défaut de l'émetteur si cette valeur est supérieure ; et
 - 13.3 la Société calculera l'exposition, que le Compartiment utilise ou non la VaR à des fins d'exposition globale.
14. Le paragraphe 12 ne s'applique pas aux IFD basés sur des indices à condition que les indices sous-jacents respectent les critères de la Règle 71(1) du Règlement OPCVM.
15. Les garanties reçues doivent à tout moment respecter les exigences visées aux paragraphes 30 à 38 ci-après.
16. Les garanties transférées à la contrepartie d'un IFD négocié de gré à gré par ou pour le compte d'un Compartiment doivent être prises en compte pour calculer l'exposition du Compartiment au risque de contrepartie, comme visé à la Règle 70(1)(c) du Règlement OPCVM. Les garanties transférées peuvent être prises en compte sur une base nette uniquement si le Compartiment est en mesure de mettre en application des accords de compensation avec cette contrepartie.

17. L'exposition d'une contrepartie découlant d'opérations sur les IFD négociés de gré à gré et les techniques de gestion du portefeuille efficaces doivent être combinées lors du calcul de la limite de contrepartie de gré à gré visée par la Règle 70(1)(c) du Règlement OPCVM.

Couvertures requises

18. Si la marge initiale enregistré par un courtier et la marge de variation à percevoir de la part d'un courtier sur un IFD négocié en bourse ou un IFD négocié de gré à gré n'est pas protégée par des « client money rules » ou accords similaires visant à protéger le Compartiment en cas d'insolvabilité du courtier, la Société calculera l'exposition du Compartiment dans les limites de la contrepartie de gré à gré visées par la Règle 70(1)(c) du Règlement OPCVM.
19. La Société s'assurera à tout moment de ce qui suit :
- 19.1 que le Compartiment est capable de respecter toutes ses obligations de paiement et d'exécution contractées dans le cadre d'opérations sur les IFD ;
 - 19.2 que les procédures de gestion du risque de la Société incluent le suivi des opérations sur les IFD pour s'assurer que chaque opération fasse l'objet d'une couverture adéquate ;
 - 19.3 qu'une opération sur les IFD qui donne lieu ou pourrait donner lieu à un engagement futur du Compartiment soit couverte conformément aux conditions énoncées au paragraphe 20.
20. Les conditions auxquelles le paragraphe 19.3 fait référence sont les suivantes :
- 20.1 dans le cas d'un IFD qui est, automatiquement ou au gré du Compartiment, réglé en espèces, le Compartiment doit, à tout moment, détenir des liquidités suffisantes pour couvrir l'exposition ;
 - 20.2 dans le cas d'un IFD qui nécessite la livraison physique de l'actif sous-jacent :
 - (a) l'actif doit être détenu à tout moment par un Compartiment ; ou
 - (b) si l'une ou l'autre ou les deux conditions des paragraphes 21.1 et 21.2 s'applique(nt), le Compartiment doit couvrir l'exposition à l'aide de liquidités suffisantes.
21. Les conditions auxquelles le paragraphe 20.2(b) fait référence sont les suivantes :
- 21.1 l'actif sous-jacent consiste, ou les actifs sous-jacents consistent, en des obligations hautement liquides ;
 - 21.2
 - (a) l'exposition peut être couverte sans qu'il ne soit nécessaire de détenir les actifs sous-jacents ;
 - (b) l'IFD spécifique est visé dans la procédure de gestion du risque ; et
 - (c) des informations détaillées concernant l'exposition sont fournies dans le prospectus.
- À cet égard, veuillez noter que dans le cas des instruments visés à la section intitulée « Techniques et instruments d'investissement », la Société considère que de temps à autre, l'exposition peut être couverte par des liquidités suffisantes.

Procédure de gestion du risque et de déclaration

22. Un Compartiment doit fournir à la Banque centrale des informations détaillées sur les procédures de gestion du risque proposées relativement à ses opérations sur les IFD dans le cadre du Chapitre 3 de la Partie 2 du Règlement de la Banque centrale. Les premières informations communiquées doivent inclure :
- 22.1 des informations relatives aux types d'IFD autorisés, notamment les IFD intégrés aux valeurs mobilières transférables et instruments du marché monétaire ;
 - 22.2 des informations détaillées sur les risques sous-jacents ;
 - 22.3 des limites quantitatives pertinentes et la manière dont leur respect sera suivi et appliqué ; et
 - 22.4 des informations relatives à l'évaluation des risques.
23. 23.1 La Société notifiera la Banque centrale par écrit des modifications substantielles apportées aux informations communiquées initialement sur la procédure de gestion du risque d'un Compartiment, avant que ces modifications n'aient lieu.
- 23.2 La Banque centrale peut s'opposer à la mise en œuvre de toute modification proposée qui lui est notifiée en vertu du paragraphe 23.1.
- 23.3 (a) Aucune modification proposée ne sera apportée à la procédure de gestion du risque d'un Compartiment si la Banque s'y oppose en vertu du paragraphe 23.2.
- (b) Si la Banque centrale s'oppose à apporter une modification proposée à la procédure de gestion du risque d'un Compartiment en vertu du paragraphe 23.2,
- le Compartiment concerné ne participera à aucune activité liée à la modification proposée à laquelle la Banque s'est opposée ni à aucune activité qui pourrait en dériver.
24. De manière annuelle, la Société soumettra un rapport à la Banque centrale sur les positions du Compartiment en IFD. Le rapport, qui doit inclure des informations offrant une image fidèle et honnête des types d'IDF utilisés par les Compartiments ainsi que des risques sous-jacents, limites quantitatives et méthodes utilisées pour estimer ces risques, doit être joint au rapport annuel de la Société. La Société doit pouvoir fournir ce rapport à tout moment à la demande de la Banque centrale.

Calcul de l'exposition globale

25. La Société veillera, à tout moment et pour chaque Compartiment :
- 25.1 à ce que le Compartiment respecte les limites d'exposition globale ;
 - 25.2 à ce que le Compartiment établisse et mette en œuvre des mesures et limites adaptées de gestion du risque internes, que le Compartiment applique une approche basée sur les engagements, une approche de la VaR ou toute autre méthodologie pour calculer l'exposition globale. Aux fins de l'alinéa (1), article 12 de l'Annexe 9 du Règlement OPCVM, un OPCVM peut uniquement opter pour une méthodologie sur laquelle l'ESMA a publié des lignes directrices ; et
 - 25.3 à calculer l'exposition globale conformément à l'Annexe 2 du Règlement de la Banque centrale.

Gestion de portefeuille efficace

Techniques de gestion de portefeuille

26. La Société met en œuvre des techniques et instruments de gestion de portefeuille efficaces aux fins de la Règle 69(2) du Règlement OPCVM, uniquement lorsqu'ils sont dans l'intérêt du Compartiment concerné.
27. La Société s'assure que tous les revenus découlant des techniques et instruments de gestion de portefeuille efficaces, nets des coûts d'exploitation directs et indirects, sont restitués au Compartiment concerné.
28. Les références aux techniques et instruments qui concernent les valeurs mobilières transférables ou les instruments du marché monétaire et qui sont utilisés aux fins de la gestion de portefeuille efficace seront interprétées comme désignant les techniques et instruments qui respectent les critères suivants :
 - 28.1 ils sont économiquement adaptés dans la mesure où sont réalisés d'une manière rentable ;
 - 28.2 ils sont appliqués pour un ou plusieurs des objectifs spécifiques suivants :
 - (a) la réduction du risque ;
 - (b) la baisse des coûts ;
 - (c) la génération de capitaux ou revenus supplémentaires pour le Compartiment, à un niveau de risque correspondant au profil de risque du Compartiment et respectant les règles de diversification fixées aux Règles 70 et 71 du Règlement OPCVM ; et
 - 28.3 leurs risques sont suffisamment pris en compte par la procédure de gestion du risque du Compartiment.
29. Les conventions de rachat/de mise en pension et les accords de prêts de titres (c.-à-d. les techniques de gestion de portefeuille efficaces) peuvent uniquement être mis en application dans le respect des pratiques normales du marché.

Garanties

30. La Société s'assurera, lors de la mise en œuvre de techniques et instruments de gestion de portefeuille efficaces, que :
 - 30.1 chaque actif reçu par un Compartiment lors de la mise en œuvre de techniques et instruments de gestion de portefeuille efficaces est traité comme une garantie ;
 - 30.2 ces techniques respectent les critères énoncés au paragraphe 24(2) du Règlement de la Banque centrale ;
 - 30.3 à tout moment, les garanties sont reçues par un Compartiment respectent les critères visés au paragraphe 31.
31. Les conditions de réception d'une garantie par un Compartiment, auxquelles fait référence le paragraphe 30, sont les suivantes :
 - 31.1 **Liquidité** : Les garanties reçues (autres que les espèces) doivent être fortement liquides et négociées sur un marché réglementé ou une plateforme multilatérale de

négociation avec mécanisme de fixation des prix transparent, de manière à pouvoir être vendues rapidement à un prix s'approchant de leur valorisation avant la vente. Les garanties reçues doivent également respecter les dispositions de la Règle 74 du Règlement OPCVM.

31.2 **Valorisation** : Les garanties reçues doivent être évaluées au moins une fois par jour et les actifs dont les prix affichent une forte volatilité ne doivent pas être acceptés en garantie sauf si des décotes raisonnables sont appliquées.

31.3 **Qualité du crédit de l'émetteur** : Les garanties reçues doivent être de bonne qualité. La Société doit s'assurer de ce qui suit :

- (a) si un émetteur a fait l'objet d'une notation de crédit par une agence enregistrée et supervisée par l'ESMA, cette note sera prise en compte par la Société dans le cadre de la procédure d'évaluation du crédit ; et
- (b) si la note de crédit d'un émetteur est abaissée à A-2 ou moins (ou une note comparable) par l'agence de notation de crédit visée au sous-paragraphe (a), ceci entraînera sans délai une nouvelle évaluation du crédit de l'émetteur par la Société.

31.4 **Corrélation** : Les garanties reçues doivent être émises par une entité indépendante de la contrepartie. Il doit exister une raison raisonnable pour que la Société prévoie que sa performance ne sera pas fortement corrélée à celle de la contrepartie.

31.5 **Diversification (concentration des actifs)** :

- (a) Sous réserve du sous-paragraphe (b) ci-dessous, la garantie reçue doit être suffisamment diversifiée en termes de pays, marchés et émetteurs et l'exposition à un émetteur donné ne doit pas dépasser 20 % de la Valeur liquidative du Compartiment. Si un Compartiment est exposé à différentes contreparties, les différents paniers de garanties doivent être additionnés pour calculer la limite d'exposition de 20 % à un émetteur unique.
- (b) Il est prévu qu'un Compartiment soit pleinement adossé à différents instruments du marché monétaire et valeurs mobilières transférables émis ou garantis par un État membre, une ou plusieurs de ses autorités locales, un pays tiers ou un organisme international public auquel un ou plusieurs États membres appartient(nent). Le Compartiment doit recevoir des valeurs mobilières d'au moins six émissions différentes, mais les valeurs mobilières d'une émission unique ne doivent pas représenter plus de 30 % de la Valeur liquidative du Compartiment. Les États membres, autorités locales, pays tiers ou organismes publics internationaux ou émettant ou garantissant des valeurs mobilières qu'un Compartiment peut accepter en garantie pour plus de 20 % de sa Valeur liquidative, devront faire partie de la liste suivante :

les gouvernements de l'OCDE (à condition que les titres concernés soient cotés « investment grade »), le Gouvernement du Brésil, le Gouvernement d'Inde et le Gouvernement de la République populaire de Chine (à condition que les titres concernés soient cotés « investment grade »), le Gouvernement de Singapour, l'UE, le Conseil de l'Europe, Eurofima, la Banque européenne d'investissement, Euratom, la Banque interaméricaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (la Banque mondiale), la Banque africaine de développement, La Banque centrale européenne, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, le Compartiment monétaire international, la Société financière internationale, la Federal National Mortgage Association (Fannie

Mae), la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac), la Government National Mortgage Association (Ginnie Mae), la Student Loan Marketing Association (Sallie Mae), la Federal Home Loan Bank, la Federal Farm Credit Bank, la Tennessee Valley Authority, Straight A Funding LLC et les titres garantis par la « bonne foi et le crédit » du Gouvernement des États-Unis.

- 31.6 **Disponibilité immédiate** : Les garanties reçues doivent pouvoir être pleinement réalisées par le Compartiment à tout moment sans avoir à contacter la contrepartie ni à obtenir son approbation.
32. La Société s'assurera que le processus de gestion du risque du Compartiment identifie, gère et atténue les risques liés à la gestion des garanties, notamment les risques opérationnels et juridiques.
33. Si un Compartiment reçoit une garantie sur la base d'un transfert de propriété, la Société s'assurera que la garantie soit détenue par le Dépositaire. Si un Compartiment reçoit une garantie sur une base autre qu'un transfert de propriété, cette garantie pourra être détenue par un tiers dépositaire à condition qu'elle soit soumise au contrôle des autorités prudentielles et qu'elle soit sans lien avec le garant.
34. La Société s'abstiendra de vendre, donner en gage ou réinvestir les garanties autres qu'en espèces reçues par un Compartiment.
35. Si la Société investit une garantie en espèces reçue par un Compartiment, ces investissements pourront uniquement porter sur un ou plusieurs des éléments suivants :
- 35.1 un dépôt auprès d'un établissement de crédit visé à la Règle 7 du Règlement de la Banque centrale ;
 - 35.2 une obligation gouvernementale de qualité ;
 - 35.3 une convention de prise en pension, à condition que l'opération soit effectuée auprès d'un établissement de crédit visé à la Règle 7 du Règlement de la Banque centrale et que le Compartiment puisse rappeler à tout moment le montant total des espèces à leur valeur nette comptable ; ou
 - 35.4 les fonds du marché monétaire à court terme définis dans les Lignes directrices ESMA sur la base de la définition commune des Fonds du marché monétaire européen (Réf. : CESR/10-049).
36. Si la Société investit les garanties en espèces reçues par un Compartiment : (a) cet investissement respectera les exigences en matière de diversification applicables aux garanties autres qu'en espèces ; et (b) les garanties en espèces investies ne devront pas être mises en dépôt auprès d'une contrepartie ou d'une entité liée à la contrepartie.
37. Si un Compartiment reçoit des garanties pour au moins 30 % de ses actifs, la Société veillera à appliquer une politique adaptée de simulation de crise et à réaliser régulièrement des simulations de crise dans des conditions de liquidité normales et exceptionnelles afin de permettre à la Société d'évaluer le risque de liquidité lié à la garantie. La politique de simulation de crise doit comporter, au moins, les éléments suivants :
- 37.1 l'élaboration d'analyses de scénarios de simulations de crise, notamment l'étalonnage, la certification et l'analyse de sensibilité ;
 - 37.2 une approche empirique de l'évaluation d'impact, notamment les essais à rebours sur les estimations du risque de liquidité ;

- 37.3 la fréquence des déclarations et le(s) seuil(s) en matière de limites et de pertes ; et
- 37.4 les actions d'atténuation permettant de réduire les pertes, notamment une politique en matière de décote et une protection contre le risque de décote.
38. La Société établira une politique en matière de décote et assurera l'adhésion à cette politique pour un Compartiment. Cette politique sera adaptée à chaque catégorie d'actifs reçus en garantie. Lors de l'élaboration de la politique de décote, la Société tiendra compte des caractéristiques des actifs comme la situation de crédit ou la volatilité des prix ainsi que les résultats des essais de simulation de crise exécutés conformément à la Règle 21 du Règlement de la Banque centrale. La Société documentera la politique de décote et justifiera et documentera chaque décision d'appliquer une décote spécifique ou de s'abstenir d'appliquer une décote à toute catégorie d'actifs spécifique.
39. Si une contrepartie à une convention de rachat ou un accord de prêt de titres conclu(e) par la Société pour le compte d'un Compartiment :
- 39.1 a fait l'objet d'une notation de crédit par une agence enregistrée et supervisée par l'ESMA, cette note sera prise en compte par la Société dans le cadre de la procédure d'évaluation du crédit ; et
- 39.2 si la note de crédit d'une contrepartie est abaissée à A-2 ou moins (ou une note comparable) par l'agence de notation de crédit visée au sous-paragraphe (a), ceci entraînera sans délai une nouvelle évaluation du crédit de la contrepartie par la Société.
40. La Société s'assurera d'être en mesure, à tout moment, de récupérer tout titre prêté ou de résilier tout accord de prêt de titres auquel elle est partie.

Conventions de rachat et de prise en pension

41. Si la Société conclut une convention de prise en pension pour le compte d'un Compartiment, elle s'assurera que le Compartiment est, à tout moment, en mesure de récupérer l'intégralité du montant en espèces ou de résilier la convention concernée, soit en suivant la méthode de la comptabilité d'exercice, soit à la valeur de marché.
42. Si, en vertu de l'obligation énoncée par le paragraphe 41, les espèces sont récupérables à tout moment à la valeur de marché, la Société utilisera la valeur de marché de la convention de prise en pension pour calculer la Valeur liquidative du Compartiment.
43. Si la Société conclut une convention de prise en pension pour le compte d'un Compartiment, elle s'assurera que le Compartiment est, à tout moment, en mesure de récupérer les garanties éventuelles soumises à la convention de prise en pension ou de résilier ladite convention conclue par lui.
44. Les conventions de prise en pension ou de prêts de titres ne constituent pas un prêt ou un emprunt aux fins, respectivement, des Règles 103 et 111 du Règlement OPCVM.

ANNEXE V

Liste de Sous-dépositaires

À la date du présent Prospectus, le Dépositaire a désigné les sous-dépositaires suivants :

MARCHE	SOUS-DEPOSITAIRE
ABOU DHABI	HSBC BANK MIDDLE EAST LIMITED
AUSTRALIE	HSBC BANK AUSTRALIA LIMITED
AUTRICHE	UNICREDIT BANK AUSTRIA AG
BELGIQUE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, FRANCE
BRÉSIL	CITIBANK (BRÉSIL)
CANADA	BANQUE ROYALE DU CANADA
CHILI	CITIBANK N.A.
CHINA SHANGHAI	HSBC BANK (CHINA) COMPANY LIMITED
CHINE SHENZHEN	HSBC BANK (CHINA) COMPANY LIMITED
COLOMBIE	CITIBANK N.A. (COLOMBIE)
CROATIE	ZAGREBACKA BANKA DD
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	CITIBANK EUROPE PLC, ORGANIZACNI SLOZKA
DANEMARK	SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN
DUBAÏ	HSBC BANK MIDDLE EAST LIMITED
ÉGYPTE	CITIBANK CAIRO
ESTONIE	SWEDBANK AS
EUROCLEAR	EUROCLEAR BANK S.A / N.V
FINLANDE	SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN
FRANCE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, FRANCE
ALLEMAGNE	DEUTSCHE BANK AG
GHANA	SCB GHANA LTD
GRÈCE	HSBC BANK PLC
HONG KONG	STANDARD CHARTERED BANK (HONG KONG) LIMITED
HONG KONG STOCK CONNECT	THE HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED
HONGRIE	UNICREDIT BANK HUNGARY ZRT.
INDE	CITIBANK N.A.
INDONÉSIE	CITIBANK, N.A.
IRLANDE	CREST
ISRAËL	CITIBANK N.A.
ITALIE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, IT
JAPON	THE BANK OF TOKYO-MITSUBISHI UFJ, LTD.
KENYA	STANDARD CHARTERED BANK KENYA LIMITED
LETTONIE	SWEDBANK LATVIA
LITUANIE	SWEDBANK LITHUANIA

LUXEMBOURG	EUROCLEAR
MALAISIE	HSBC BANK MALAYSIA BERHAD, MALAISIE
MEXIQUE	CITIBANK, MEXIQUE
PAYS-BAS	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, FRANCE
NOUVELLE ZÉLANDE	THE HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED
NIGERIA	STANBIC IBTC BANK PLC
NORVÈGE	NORDEA BANK NORGE ASA
PÉROU	CITIBANK LIMA, PÉROU
PHILIPPINES	THE HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED
POLOGNE	BANK HANDLOWY W WARSZAWIE SA
PORTUGAL	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, FRANCE
QATAR	HSBC BANK MIDDLE EAST LIMITED
ROUMANIE	CITIBANK ROUMANIE
RUSSIE	ZAO CITIBANK, MOSCOU
SINGAPOUR	DBS BANK LTD.
SLOVAQUIE	CITIBANK EUROPE PLC, POBOCKA ZAHRANICNEJ BANKY
SLOVÉNIE	UNICREDIT BANKA SLOVENIJA D.D.
AFRIQUE DU SUD	STANDARD CHARTERED BANK
CORÉE DU SUD	CITIBANK KOREA INC
ESPAGNE	BANCO BILBAO VIZCAYA ARGENTARIA
SUÈDE	SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN AB
SUISSE	UBS AG
TAÏWAN	STANDARD CHARTERED BANK
THAÏLANDE	THE HONGKONG AND SHANGHAI BANKING CORPORATION LIMITED
TURQUIE	CITIBANK A.S.
OUGANDA	STANDARD CHARTERED BANK UGANDA
ROYAUME-UNI	CREST
ÉTATS-UNIS	DTC - FEDERAL RESERVE BANK OF NEW YORK
ZAMBIE	STANDARD CHARTERED ZAMBIA

ANNEXE VI

Informations sur le marché cible

Baillie Gifford Worldwide Japanese Fund

Type de plan : Fonds OPCVM
Non-complexe

Ce Compartiment convient à tous les investisseurs qui recherchent un fonds cherchant à assurer la croissance sur un horizon temporel à moyen ou long terme, en tant qu'élément essentiel ou composant d'un portefeuille d'investissements. Le Compartiment permettra un accès aisé à l'investissement. L'investisseur devrait s'attendre à supporter des pertes. Ce Compartiment est compatible avec la distribution au grand public. Ce Compartiment pourrait ne pas convenir aux investisseurs hors du marché cible.

BAILLIE GIFFORD WORLDWIDE FUNDS PLC

Une société d'investissement de droit irlandais à capital variable et à responsabilité limitée, enregistrée sous le numéro 490695 et établie en tant que fonds de placement à compartiments multiples appliquant le principe de la ségrégation des engagements entre les compartiments en vertu de la Réglementation des Communautés européennes (Organismes de placement collectif en valeurs mobilières) de 2011, telle qu'amendée.

SUPPLÉMENT PAYS INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES POUR LES INVESTISSEURS NON QUALIFIÉS EN SUISSE

Ce Supplément daté du 15 mai 2018 fait partie intégrante du Prospectus de Baillie Gifford Worldwide Funds plc (la « Société ») daté du 26 mars 2018, tel qu'amendé en tant que de besoin (le « Prospectus »), et doit être lu conjointement avec ce dernier.

Les termes utilisés dans le présent Supplément ont le même sens que dans le Prospectus.

La Société peut offrir et distribuer des Actions du compartiment suivant (le « Compartiment ») aux investisseurs non qualifiés en Suisse :

- Baillie Gifford Worldwide Japanese Fund

Les informations fournies ci-après concernent l'offre d'Actions en Suisse :

1. REPRÉSENTANT

Le représentant de la Société en Suisse est Carnegie Fund Services S.A., 11, rue du Général-Dufour, 1204 Genève, Suisse, tél. : +41 (0)22 705 11 78, (le « **Représentant** »). Le Représentant est une société à responsabilité limitée de droit suisse enregistrée auprès du Registre du commerce de Genève sous le numéro CHE-110.159.625 et autorisée par la FINMA à agir en tant que représentant suisse, conformément aux art. 13 et 123 LPCC, ce qui lui confère le droit de représentation et de distribution de placements collectifs étrangers, en vertu de l'art. 119 et s. LPCC.

2. SERVICE DE PAIEMENT

Le service de paiement de la Société en Suisse est la Banque Cantonale de Genève, 17, quai de l'Île, 1204 Genève, Suisse.

3. LIEU DE DISTRIBUTION DES DOCUMENTS IMPORTANTS

Le Prospectus, les documents d'Informations clés pour l'investisseur, l'Acte constitutif et les Statuts, ainsi que les rapports annuel et semestriel de la Société peuvent être obtenus gratuitement auprès du Représentant en Suisse.

4. PUBLICATIONS

Les publications pour la Suisse concernant la Société sont disponibles sur la plate-forme électronique www.fundinfo.com.

Les prix d'émission et de rachat ou la Valeur liquidative (avec la mention « hors commissions ») doivent être publiés quotidiennement sur www.fundinfo.com à chaque émission ou rachat d'Actions au titre de [toutes les Catégories d'Actions](#).

5. VERSEMENT DE RÉTROCESSIONS ET OCTROI DE RABAIS

a. Rétrocessions

Le Gestionnaire d'investissement et ses mandataires peuvent verser des rétrocessions afin de rémunérer l'activité de distribution des Actions en Suisse ou à partir de la Suisse. Cette indemnité permet notamment de rémunérer les prestations suivantes :

- activités de commercialisation et de distribution en Suisse ;
- tenue adéquate des données des investisseurs et de la documentation conformément aux lois et réglementations applicables ;
- entretien des relations avec les investisseurs, notamment le traitement des requêtes et des réclamations et leur transmission à la Société ;
- transmission aux investisseurs des documents de la Société au titre des Compartiments (notamment les rapports annuel et semestriel, les documents de constitution, les contrats importants, le Prospectus et les documents d'Informations clés pour l'investisseur) ;
- distribution du matériel commercial et des documents d'offre aux investisseurs potentiels conformément aux lois et réglementations applicables ;
- conseil en investissement aux investisseurs potentiels conformément aux lois et réglementations applicables ; et
- exécution des procédures de *due diligence* à l'égard des investisseurs, des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent et des procédures de vérification visant à mieux connaître les clients (*know your client checks*) conformément aux lois et réglementations applicables.

Les rétrocessions ne sont pas considérées comme des rabais, même si elles sont au final intégralement ou partiellement reversées aux investisseurs.

Les bénéficiaires des rétrocessions garantissent une publication transparente et informent les investisseurs spontanément et gratuitement du montant des rémunérations qu'ils pourraient recevoir pour la distribution.

A la demande, ils communiquent les montants effectivement perçus pour la distribution des placements collectifs de capitaux aux investisseurs.

b. Rabais

Le Gestionnaire d'investissement et ses mandataires peuvent verser des rabais directement aux investisseurs, sur demande, dans le cadre de la distribution en Suisse ou à partir de Suisse. Les rabais servent à réduire les frais ou coûts incombant aux investisseurs concernés. Les rabais sont autorisés sous réserve des points suivants :

- ils sont prélevés sur les commissions perçues par le Gestionnaire d'investissement et ne représentent donc pas une charge supplémentaire sur les actifs des Compartiments ;
- ils sont octroyés sur la base de critères objectifs ; et
- tous les investisseurs remplissant ces critères et demandant les rabais en bénéficient dans le même délai et dans la même mesure.

Pour l'octroi de rabais, le Gestionnaire d'investissement adopte les critères objectifs suivants :

- le volume souscrit par l'investisseur concerné ou le volume total qu'il détient dans la Société ou, le cas échéant, dans les produits offerts par le promoteur.

A la demande de l'investisseur, le Gestionnaire d'investissement communique gratuitement le montant des rabais correspondants.

6. LIEU D'EXÉCUTION ET FOR

Le lieu d'exécution et le for se trouvent au siège social du Représentant pour les Actions distribuées en Suisse ou à partir de la Suisse.

Pour de plus amples informations sur les frais et dépenses, veuillez vous référer au chapitre « Frais et dépenses » du Prospectus.

Les Administrateurs de Baillie Gifford Worldwide Funds plc, dont les noms apparaissent dans le Prospectus, assument la responsabilité à l'égard des informations contenues dans ce Supplément. À la connaissance des Administrateurs (qui ont pris toutes les mesures raisonnables pour s'en assurer), ces informations sont conformes à la réalité et n'omettent aucun élément susceptible d'en affecter la teneur.
